Morières lès Avignon

BORDEREAU DE TRANSMISSION DES ACTES ADMINISTRATIFS AU TITRE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

à

MONSIEUR LE PRÉFET DE VAUCLUSE

EXEMPLAIRE Collectivité

LA COLLECTIVITÉ ÉMETTRICE

Collectivité : Morières-lès-Avignon
Service émetteur : Administration Générale
Téléphone :04.90.83.87.12
Email : a-mathon@morieres.fr

NATURE DES ACTES	Nombre d'actes
Commande publique	
Domaine et patrimoine	
Pouvoirs de police	
Finances locales	
Urbanisme	
Fonction publique territoriale	1

Nombre total d'actes transmis	**1**

INTITULÉ (objet, numéro et date de l'acte)
➢ Conseil municipal du 05 Avril 2022 et ses annexes

Date d'expédition	Signature et cachet du service émetteur
07 avril 2022	

Accusé de réception	Cadre réservé à la préfecture
Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, il est certifié la réception en préfecture des actes administratifs énumérés ci-dessus. La preuve de la réception est matérialisée sur le présent bordereau soit par un cachet portant le timbre de la direction de la citoyenneté et de la légalité (DCL), soit par un compostage perforé portant le timbre de la préfecture (PREF) et la date de réception.	

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-015 **Compte de gestion 2021 - Adoption**

Rapporteur : Jeanine FAVRE SECOND

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **24** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Jennifer HAMAIDE, Huguette SAINT JEAN, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Jade MORENAS, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Renée THOMAS est représenté (e) par Claudine BOISSEAU, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant les opérations régulières,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du ler janvier 2021 au 31 décembre 2021 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sectionsbudgétaires annexes,

- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Le Conseil déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2021 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Il prend acte de la conformité du compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par le receveur avec la comptabilité administrative de l'ordonnateur.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **ADOPTE** le compte de gestion 2021 établi par le receveur municipal.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON (VAUCLUSE)

45300 - VILLE DE MORIERES LES AVIGNON

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	4 190 429,03	11 157 558,86	15 347 987,89
Titres de recettes émis (b)	1 434 684,19	9 895 516,03	11 330 200,22
Réductions de titres (c)	23 934,00	113 494,34	137 428,34
Recettes nettes (d = b - c)	1 410 750,19	9 782 021,69	11 192 771,88
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	4 190 429,03	11 157 558,86	15 347 987,89
Mandats émis (f)	1 442 443,45	9 258 178,15	10 700 621,60
Annulations de mandats (g)		208 079,37	208 079,37
Dépenses nettes (h = f - g)	1 442 443,45	9 050 098,78	10 492 542,23
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		731 922,91	700 229,65
(h - d) Déficit	31 693,26		

084005
TRES. AVIGNON MUNICIPALE

GED

Etat II-2
Exercice 2021

45300 - VILLE DE MORIERES LES AVIGNON

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2020	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	-139 657,77		-31 693,26		-171 351,03
Fonctionnement	1 700 516,38	178 317,84	731 922,91		2 254 121,45
TOTAL I	1 560 858,61	178 317,84	700 229,65		2 082 770,42
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	1 560 858,61	178 317,84	700 229,65		2 082 770,42

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-016

Compte administratif 2021 - Adoption

Rapporteur : Jeanine FAVRE SECOND

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **24** ▪ Nombre de votants : **27**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Jennifer HAMAIDE, Huguette SAINT JEAN, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Jade MORENAS, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Renée THOMAS est représenté (e) par Claudine BOISSEAU, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le conseil municipal élit sa présidente, Madame Jeanine FAVRE SECOND en vertu des dispositions de l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Compte Administratif 2021 retrace les opérations réalisées dans le cadre des autorisations de dépenses et de recettes inscrites dans le budget 2021.

Les résultats du compte administratif sont les suivants :

EXECUTION DU BUDGET (en euros)

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATION DE	**Section de fonctionnement**	A	9 050 098,78	G	9 782 021,69

L'EXERCICE (mandats et titres)	**Section d'investissement**	B	1 442 443,45	H	1 410 750,19

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	**Report en section de fonctionnement (002)**	C	**(si déficit)**	I	1 522 198,54 **(si excédent)**
	Report en section d'investissement (001)	D	199 657,73 **(si déficit)**	J	**(si excédent)**

TOTAL (réalisations + reports)	10 632 200,00 =A+B+C+D	12 714 970,42 =G+H+I+J

REUSLTATS D'EXECUTION	**Section de fonctionnement**	**(si déficit)** (G+I-A-C)	2 254 121,45 **(si excédent)** (G+I-A-C)
	Section d'investissement	171 351,03 **(si déficit)** (H+J-B-D)	**(si excédent)** (H+J-B-D)

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	**Section de fonctionnement**	E	0	K	0
	Section d'investissement	F	891 545,98	L	121 808,00

Section de fonctionnement	**(si déficit)**	2 254 121,45 **(si excédent)**
Section d'investissement	941 089,01 **(si déficit)**	**(si excédent)**
RESULTAT CUMULE	**(si déficit)**	1 313 032,44 **(si excédent)**

Monsieur Le Maire ne participe pas au vote et quitte l'Assemblée au moment du vote.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **ADOPTE** le Compte Administratif 2021 du budget principal de la commune de Morières-lès-Avignon.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 21
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

n'ayant pas pris part au vote : 2 (Grégoire SOUQUE, Estelle ROLLE),

Le 07/04/2022
La présidente de séance,

Jeanine FAVRE SECOND

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21840081000014

POSTE COMPTABLE :

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET VILLE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 33
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 34
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 38
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 40
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 41
A4 - Etat des provisions 42
A5 - Etalement des provisions 43
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 44
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 45
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 47
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 48
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 53
A10.3 - Opérations liées aux cessions 54
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie 55
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 57
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 59
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 60

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	61
C1.2 - Actions de formation des élus	65
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	66
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	67
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	68
C3.6 - Identification des flux croisés	70
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	71

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON BUDGET VILLE	CA 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	8690
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	27
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DU GRAND AVIGNON	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
7505351	8065180	951.41	1099,68

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	992,53	926
2	Produit des impositions directes/population	629,16	507
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1123,81	1159
4	Dépenses d'équipement brut/population	109,29	309
5	Encours de dette/population	774,84	802
6	DGF/population	96,21	153
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0	0
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0	0
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0	0

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	9 050 098,78	G	9 782 021,69
	Section d'investissement	B	1 442 443,45	H	1 410 750,19
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 522 198,54 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	139 657,77 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	10 632 200,00	= G+H+I+J	12 714 970,42

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	891 545,98	L	121 808,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	891 545,98	= K+L	121 808,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	9 050 098,78	= G+I+K	11 304 220,23
	Section d'investissement	= B+D+F	2 473 647,20	= H+J+L	1 532 558,19
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	11 523 745,98	= G+H+I+J+K+L	12 836 778,42

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 891 545,98	L 121 808,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	121 808,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	31 991,76	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	806 478,22	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	53 076,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 780 088,96	1 644 308,65	100 305,08	0,00	36 172,43
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 475 565,00	5 401 536,00	61,50	0,00	73 967,50
014	Atténuations de produits	165 114,00	151 040,75	0,00	0,00	14 073,25
65	Autres charges de gestion courante	1 185 749,30	1 129 912,36	0,00	0,00	58 837,54
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**8 610 315,86**	**8 326 897,76**	**100 367,38**	**0,00**	**183 050,72**
66	Charges financières	181 334,00	133 650,09	45 201,78	0,00	2 482,13
67	Charges exceptionnelles	36 000,00	19 018,17	0,00	0,00	16 981,83
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	75 000,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**8 902 649,86**	**8 479 566,02**	**145 569,16**	**0,00**	**277 514,68**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*1 803 755,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*451 154,00*	*424 963,60*			*26 190,40*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 254 909,00***	***424 963,60***			***1 829 945,40***
TOTAL		**11 157 558,86**	**8 904 529,62**	**145 569,16**	**0,00**	**2 107 460,08**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	39 720,00	29 395,42	1 522,01	0,00	8 802,57
70	Produits services, domaine et ventes div	496 277,00	482 803,43	42 583,57	0,00	-29 110,00
73	Impôts et taxes	7 340 249,00	7 449 434,33	4 646,00	0,00	-113 831,33
74	Dotations et participations	1 378 499,32	1 389 027,00	24 217,00	0,00	-34 744,68
75	Autres produits de gestion courante	150 500,00	145 411,17	0,00	0,00	5 088,83
Total des recettes de gestion courante		**9 405 245,32**	**9 496 071,35**	**72 968,58**	**0,00**	**-163 794,61**
76	Produits financiers	155,00	195,89	0,00	0,00	-40,89
77	Produits exceptionnels	188 960,00	196 718,41	0,00	0,00	-7 758,41
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**9 594 360,32**	**9 692 985,65**	**72 968,58**	**0,00**	**-171 593,91**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*41 000,00*	16 067,46			24 932,54
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***41 000,00***	***16 067,46***			***24 932,54***
TOTAL		**9 635 360,32**	**9 709 053,11**	**72 968,58**	**0,00**	**-146 661,37**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **1 522 198,54**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	132 364,64	96 186,72	31 991,76	3 986,16
204	Subventions d'équipement versées	8 800,00	5 845,00	0,00	2 955,00
21	Immobilisations corporelles	1 674 429,34	847 724,99	806 478,22	20 226,13
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	670 000,00	0,00	53 076,00	616 924,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 485 393,98**	**949 756,71**	**891 545,98**	**644 091,29**
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 500 180,28	476 619,28	0,00	1 023 561,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**1 505 180,28**	**476 619,28**	**0,00**	**1 028 561,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 990 574,26**	**1 426 375,99**	**891 545,98**	**1 672 652,29**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*41 000,00*	*16 067,46*		*24 932,54*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*19 197,00*	*0,00*		*19 197,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***60 197,00***	***16 067,46***		***44 129,54***
TOTAL		**4 050 771,26**	**1 442 443,45**	**891 545,98**	**1 716 781,83**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **139 657,77**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	327 993,19	116 161,32	121 808,00	90 023,87
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 021 561,00	0,00	0,00	1 021 561,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
Total des recettes d'équipement		**1 369 554,19**	**116 161,32**	**121 808,00**	**1 131 584,87**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	382 511,00	691 307,43	0,00	-308 796,43
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	178 317,84	178 317,84	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	-16 060,00		0,00	
Total des recettes financières		**546 768,84**	**869 625,27**	**0,00**	**-322 856,43**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 916 323,03**	**985 786,59**	**121 808,00**	**808 728,44**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*1 803 755,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*451 154,00*	*424 963,60*		*26 190,40*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*19 197,00*	*0,00*		*19 197,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 274 106,00***	***424 963,60***		***1 849 142,40***
TOTAL		**4 190 429,03**	**1 410 750,19**	**121 808,00**	**2 657 870,84**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail annexe IV A3).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 744 714,53		1 744 714,53
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 401 597,50		5 401 597,50
014	Atténuations de produits	151 040,75		151 040,75
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 129 912,36		1 129 912,36
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	178 851,87	*0,00*	178 851,87
67	Charges exceptionnelles	19 018,17	*161 060,00*	180 078,17
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*263 903,60*	263 903,60
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**8 625 135,18**	***424 963,60***	**9 050 098,78**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	476 619,28	*0,00*	476 619,28
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*1 000,00*	1 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	96 186,72	*0,00*	96 186,72
204	Subventions d'équipement versées	5 845,00	*0,00*	5 845,00
21	Immobilisations corporelles (6)	847 724,99	*15 067,46*	862 792,45
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**1 426 375,99**	***16 067,46***	**1 442 443,45**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**139 657,77**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	30 917,43		30 917,43
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	525 387,00		525 387,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*15 067,46*	15 067,46
73	Impôts et taxes	7 454 080,33		7 454 080,33
74	Dotations et participations	1 413 244,00		1 413 244,00
75	Autres produits de gestion courante	145 411,17	*0,00*	145 411,17
76	Produits financiers	195,89	*0,00*	195,89
77	Produits exceptionnels	196 718,41	*1 000,00*	197 718,41
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes de fonctionnement – Total	**9 765 954,23**	***16 067,46***	**9 782 021,69**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			**1 522 198,54**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	691 307,43	0,00	691 307,43
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	178 317,84		178 317,84
13	Subventions d'investissement	116 161,32	0,00	116 161,32
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*4 500,00*	4 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*16 060,00*	16 060,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*145 000,00*	145 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*221 003,60*	*221 003,60*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*38 400,00*	*38 400,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**985 786,59**	**424 963,60**	**1 410 750,19**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**1 780 886,96**	**1 644 403,65**	**100 305,88**	**0,00**	**36 172,43**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	1 635,25	0,00	0,00	-1 635,25
60611	Eau et assainissement	41 000,00	32 786,68	0,00	0,00	8 213,32
60612	Energie - Electricité	202 746,26	242 633,25	0,00	0,00	-39 886,99
60618	Autres fournitures non stockables	75 000,00	57 569,70	0,00	0,00	17 430,30
60621	Combustibles	1 000,00	794,47	0,00	0,00	205,53
60622	Carburants	32 750,00	33 243,60	0,00	0,00	-493,60
60623	Alimentation	154 550,00	150 823,08	0,00	0,00	3 726,92
60631	Fournitures d'entretien	37 880,00	31 313,67	267,43	0,00	6 298,90
60632	Fournitures de petit équipement	107 367,00	97 674,32	5 977,06	0,00	3 715,62
60633	Fournitures de voirie	17 000,00	10 675,83	3 911,41	0,00	2 412,76
60636	Vêtements de travail	13 046,00	12 641,97	2 017,16	0,00	-1 613,13
6064	Fournitures administratives	8 320,00	5 556,39	220,53	0,00	2 543,08
6067	Fournitures scolaires	44 000,00	39 578,43	325,55	0,00	4 096,02
6068	Autres matières et fournitures	5 990,00	2 869,10	101,70	0,00	3 019,20
611	Contrats de prestations de services	79 240,00	67 211,63	4 039,48	0,00	7 988,89
6132	Locations immobilières	1 200,00	1 109,79	0,00	0,00	90,21
6135	Locations mobilières	50 100,00	50 388,92	4 852,32	0,00	-5 141,24
61521	Entretien terrains	45 000,00	45 998,27	2 559,96	0,00	-3 558,23
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	73 500,00	67 273,34	15 786,67	0,00	-9 560,01
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	2 228,21	0,00	0,00	-2 228,21
615231	Entretien, réparations voiries	60 000,00	43 651,68	894,60	0,00	15 453,72
615232	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	20 657,95	1 113,00	0,00	-20 770,95
61524	Entretien bois et forêts	6 500,00	810,00	0,00	0,00	5 690,00
61551	Entretien matériel roulant	23 210,00	20 221,66	2 179,80	0,00	808,54
61558	Entretien autres biens mobiliers	55 200,00	29 621,79	3 691,20	0,00	21 887,01
6156	Maintenance	167 858,00	168 191,83	20 532,86	0,00	-20 866,69
6161	Multirisques	19 000,00	15 257,57	0,00	0,00	3 742,43
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
6168	Autres primes d'assurance	58 000,00	53 713,21	0,00	0,00	4 286,79
617	Etudes et recherches	8 700,00	5 685,00	0,00	0,00	3 015,00
6182	Documentation générale et technique	8 140,00	9 731,06	0,00	0,00	-1 591,06
6184	Versements à des organismes de formation	56 900,00	11 687,48	4 180,00	0,00	41 032,52
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	780,00	286,00	0,00	-1 066,00
6188	Autres frais divers	21 720,00	38 210,62	4 520,89	0,00	-21 011,51
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6226	Honoraires	26 800,00	16 513,47	0,00	0,00	10 286,53
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	4 767,20	0,00	0,00	1 232,80
6228	Divers	31 100,00	7 883,29	0,00	0,00	23 216,71
6231	Annonces et insertions	10 300,00	3 937,80	0,00	0,00	6 362,20
6232	Fêtes et cérémonies	65 200,00	52 976,74	7 235,76	0,00	4 987,50
6236	Catalogues et imprimés	27 420,00	28 989,85	4 308,00	0,00	-5 877,85
6237	Publications	0,00	5 400,00	0,00	0,00	-5 400,00
6238	Divers	2 400,00	2 385,36	0,00	0,00	14,64
6247	Transports collectifs	18 000,00	8 130,99	520,00	0,00	9 349,01
6251	Voyages et déplacements	3 600,00	541,00	0,00	0,00	3 059,00
6256	Missions	1 500,00	1 723,47	0,00	0,00	-223,47
6257	Réceptions	0,00	300,00	0,00	0,00	-300,00
6261	Frais d'affranchissement	16 679,70	18 760,23	26,50	0,00	-2 107,03
6262	Frais de télécommunications	36 390,00	31 736,93	8 388,00	0,00	-3 734,93
627	Services bancaires et assimilés	980,00	1 291,43	0,00	0,00	-311,43
6281	Concours divers (cotisations)	6 700,00	5 861,13	0,00	0,00	838,87
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	20 000,00	18 635,45	1 842,00	0,00	-477,45
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 800,00	1 908,00	0,00	0,00	-108,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	1 000,00	401,26	0,00	0,00	598,74
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	2 000,00	32 910,08	0,00	0,00	-30 910,08
6288	Autres services extérieurs	16 500,00	18 034,22	528,00	0,00	-2 062,22
63512	Taxes foncières	9 000,00	9 095,00	0,00	0,00	-95,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**5 475 565,00**	**5 401 536,00**	**61,50**	**0,00**	**73 967,50**
6218	Autre personnel extérieur	35 670,00	46 823,08	0,00	0,00	-11 153,08
6331	Versement mobilité	58 350,00	60 203,38	0,00	0,00	-1 853,38
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	15 000,00	15 050,79	0,00	0,00	-50,79
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	31 780,00	44 984,70	0,00	0,00	-13 204,70
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	8 920,00	9 030,33	0,00	0,00	-110,33
64111	Rémunération principale titulaires	2 624 000,00	2 464 389,63	0,00	0,00	159 610,37
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	43 700,00	42 308,92	0,00	0,00	1 391,08
64118	Autres indemnités titulaires	590 200,00	653 566,02	0,00	0,00	-63 366,02

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
64131	Rémunérations non tit.	559 817,00	639 368,17	0,00	0,00	-79 551,17
64138	Autres indemnités non tit.	550,00	217,57	0,00	0,00	332,43
64168	Autres emplois d'insertion	39 460,00	9 327,72	0,00	0,00	30 132,28
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	556 500,00	542 476,68	0,00	0,00	14 023,32
6453	Cotisations aux caisses de retraites	825 000,00	806 416,83	0,00	0,00	18 583,17
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	20 750,00	27 214,66	0,00	0,00	-6 464,66
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	14 395,00	14 395,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	5 300,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	37 648,00	19 777,26	61,50	0,00	17 809,24
6478	Autres charges sociales diverses	2 000,00	5 985,26	0,00	0,00	-3 985,26
6488	Autres charges	6 525,00	0,00	0,00	0,00	6 525,00
014	**Atténuations de produits**	**165 114,00**	**151 040,75**	**0,00**	**0,00**	**14 073,25**
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	88 000,00	88 278,75	0,00	0,00	-278,75
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	3 000,00	2 433,00	0,00	0,00	567,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	8 014,00	8 014,00	0,00	0,00	0,00
739118	Autres reversements de fiscalité	11 100,00	0,00	0,00	0,00	11 100,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	55 000,00	52 315,00	0,00	0,00	2 685,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 188 749,90**	**1 129 912,36**	**0,00**	**0,00**	**58 837,54**
6531	Indemnités	110 000,00	107 811,67	0,00	0,00	2 188,33
6532	Frais de mission	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6533	Cotisations de retraite	11 000,00	11 638,38	0,00	0,00	-638,38
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	6 411,15	0,00	0,00	-6 411,15
6535	Formation	10 000,00	350,00	0,00	0,00	9 650,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	1 548,38	0,00	0,00	3 451,62
6553	Service d'incendie	304 666,00	304 666,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	69 000,00	27 530,87	0,00	0,00	41 469,13
6558	Autres contributions obligatoires	6 330,00	2 380,00	0,00	0,00	3 950,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	2 123,00	0,00	0,00	-2 123,00
657362	Subv. fonct. CCAS	465 535,90	465 535,00	0,00	0,00	0,90
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	202 718,00	199 718,00	0,00	0,00	3 000,00
65888	Autres	4 000,00	199,91	0,00	0,00	3 800,09
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)	**8 610 315,86**	**8 326 897,76**	**100 367,38**	**0,00**	**183 050,72**
66	**Charges financières (b)**	**181 334,00**	**133 650,09**	**45 201,78**	**0,00**	**2 482,13**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	182 382,56	182 391,71	0,00	0,00	-9,15
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 549,35	-48 741,62	45 201,78	0,00	-9,51
6688	Autres	2 500,79	0,00	0,00	0,00	2 500,79
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**36 000,00**	**19 018,17**	**0,00**	**0,00**	**16 981,83**
6714	Bourses et prix	0,00	30,00	0,00	0,00	-30,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	8 000,00	7 216,27	0,00	0,00	783,73
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	27 000,00	11 586,90	0,00	0,00	15 413,10
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,00	185,00	0,00	0,00	815,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**75 000,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	**8 902 649,86**	**8 479 566,02**	**145 569,16**	**0,00**	**277 514,68**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 803 755,00***	***0,00***			***1 803 755,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***451 154,00***	***424 963,60***			***26 190,40***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*145 001,00*	*145 000,00*			*1,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*16 059,00*	*16 060,00*			*-1,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*247 194,00*	*221 003,60*			*26 190,40*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*38 400,00*	*38 400,00*			*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*4 500,00*	*4 500,00*			*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***2 254 909,00***	***424 963,60***			***1 829 945,40***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***2 254 909,00***	***424 963,60***			***1 829 945,40***
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**11 157 558,86**	**8 904 529,62**	**145 569,16**	**0,00**	**2 107 460,08**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	45 201,78
Montant des ICNE de l'exercice N-1	48 741,62
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 539,84

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**39 720,00**	**39 395,42**	**1 522,01**	**0,00**	**8 802,57**
6419	Remboursements rémunérations personnel	39 500,00	29 395,42	1 522,01	0,00	8 582,57
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	220,00	0,00	0,00	0,00	220,00
70	***Produits services, domaine et ventes div***	***496 277,00***	***482 803,43***	***42 583,57***	***0,00***	***-29 110,00***
70311	*Concessions cimetières (produit net)*	*25 000,00*	*20 360,00*	*0,00*	*0,00*	*4 640,00*
70312	*Redevances funéraires*	*2 330,00*	*7 530,00*	*0,00*	*0,00*	*-5 200,00*
70323	*Redev. occupat° domaine public communal*	*22 000,00*	*21 551,54*	*0,00*	*0,00*	*448,46*
70388	*Autres redevances et recettes diverses*	*33 653,00*	*33 652,80*	*0,00*	*0,00*	*0,20*
70632	*Redevances services à caractère loisir*	*62 000,00*	*85 809,66*	*31 670,07*	*0,00*	*-55 479,73*
7066	*Redevances services à caractère social*	*33 724,00*	*26 520,79*	*10 000,00*	*0,00*	*-2 796,79*
7067	*Redev. services périscolaires et enseign*	*250 000,00*	*216 812,90*	*913,50*	*0,00*	*32 273,60*
70688	*Autres prestations de services*	*3 670,00*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*	*-1 330,00*
70841	*Mise à dispo personnel B.A. , régies*	*27 429,00*	*29 302,54*	*0,00*	*0,00*	*-1 873,54*
70873	*Remb. frais par les C.C.A.S.*	*36 471,00*	*36 263,20*	*0,00*	*0,00*	*207,80*
73	**Impôts et taxes**	**7 340 249,00**	**7 449 434,33**	**4 646,00**	**0,00**	**-113 831,33**
73111	Impôts directs locaux	5 425 514,00	5 467 387,00	0,00	0,00	-41 873,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	17 096,00	4 646,00	0,00	-21 742,00
73211	Attribution de compensation	1 258 606,00	1 258 608,00	0,00	0,00	-2,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	183 000,00	195 130,00	0,00	0,00	-12 130,00
7336	Droits de place	4 000,00	12 183,00	0,00	0,00	-8 183,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	35 129,00	33 621,70	0,00	0,00	1 507,30
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	434 000,00	465 408,63	0,00	0,00	-31 408,63
74	**Dotations et participations**	**1 378 499,32**	**1 389 027,00**	**24 217,00**	**0,00**	**-34 744,68**
7411	Dotation forfaitaire	595 569,00	595 569,00	0,00	0,00	0,00
74121	Dotation de solidarité rurale	121 245,00	121 245,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	119 267,00	119 267,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	19 900,00	18 976,00	0,00	0,00	924,00
74718	Autres participations Etat	75 900,00	64 310,92	14 604,00	0,00	-3 014,92
7473	Participat° Départements	17 700,00	11 369,00	0,00	0,00	6 331,00
74748	Participat° Autres communes	10 000,00	7 600,00	0,00	0,00	2 400,00
7478	Participat° Autres organismes	369 780,32	405 537,08	9 613,00	0,00	-45 369,76
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	550,00	115,00	0,00	0,00	435,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	36 458,00	36 458,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	12 130,00	8 580,00	0,00	0,00	3 550,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**150 500,00**	**145 411,17**	**0,00**	**0,00**	**5 088,83**
752	Revenus des immeubles	129 000,00	122 615,94	0,00	0,00	6 384,06
7588	Autres produits div. de gestion courante	21 500,00	22 795,23	0,00	0,00	-1 295,23
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**9 405 245,32**	**9 496 071,35**	**72 968,58**	**0,00**	**-163 794,61**
76	**Produits financiers (b)**	**155,00**	**195,89**	**0,00**	**0,00**	**-40,89**
761	Produits de participations	144,00	191,90	0,00	0,00	-47,90
7688	Autres	11,00	3,99	0,00	0,00	7,01
77	**Produits exceptionnels (c)**	**188 960,00**	**196 718,41**	**0,00**	**0,00**	**-7 758,41**
7713	Libéralités reçues	0,00	7 511,43	0,00	0,00	-7 511,43
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	6 600,00	6 324,36	0,00	0,00	275,64
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	160 060,00	160 060,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	22 000,00	22 822,62	0,00	0,00	-822,62
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**9 594 360,32**	**9 692 985,65**	**72 968,58**	**0,00**	**-171 593,91**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***41 000,00***	***16 067,46***			***24 932,54***
722	*Immobilisations corporelles*	*40 000,00*	*15 067,46*			*24 932,54*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*1 000,00*	*1 000,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***41 000,00***	***16 067,46***			***24 932,54***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**9 635 360,32**	**9 709 053,11**	**72 968,58**	**0,00**	**-146 661,37**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 522 198,54**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.
(4) Dont 776.
(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**132 164,64**	**96 186,72**	**31 991,76**	**3 986,16**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	17 660,00	4 788,72	7 140,00	5 731,28
2031	Frais d'études	87 215,64	87 396,00	17 010,00	-17 190,36
2033	Frais d'insertion	0,00	54,00	0,00	-54,00
2051	Concessions, droits similaires	27 289,00	3 948,00	7 841,76	15 499,24
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**8 800,00**	**5 845,00**	**0,00**	**2 955,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	3 000,00	1 400,00	0,00	1 600,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	5 800,00	4 445,00	0,00	1 355,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**1 674 429,34**	**847 724,99**	**806 478,22**	**20 226,13**
2111	Terrains nus	27 320,00	27 320,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	0,00	1 354,40	0,00	-1 354,40
21312	Bâtiments scolaires	133 398,20	83 424,88	0,00	49 973,32
21316	Equipements du cimetière	37 988,00	14 744,00	4 500,00	18 744,00
21318	Autres bâtiments publics	804 335,28	232 838,99	666 888,35	-95 392,06
2135	Installations générales, agencements	0,00	1 495,20	0,00	-1 495,20
2151	Réseaux de voirie	374 929,12	311 638,78	51 239,56	12 050,78
2152	Installations de voirie	0,00	7 662,67	8 322,00	-15 984,67
21533	Réseaux câblés	654,00	540,00	0,00	114,00
21538	Autres réseaux	6 886,20	9 563,93	12 112,08	-14 789,81
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	5 053,35	0,00	-5 053,35
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 500,00	13 256,99	0,00	-10 756,99
2181	Installat° générales, agencements	0,00	1 148,80	4 036,64	-5 185,44
2182	Matériel de transport	27 000,00	0,00	26 965,46	34,54
2183	Matériel de bureau et informatique	69 313,20	71 052,82	28 803,02	-30 542,64
2184	Mobilier	33 215,61	31 026,09	1 535,74	653,78
2188	Autres immobilisations corporelles	156 889,73	35 604,09	2 075,37	119 210,27
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**670 000,00**	**0,00**	**53 076,00**	**616 924,00**
2313	Constructions	650 000,00	0,00	53 076,00	596 924,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 485 393,98**	**949 756,71**	**891 545,98**	**644 091,29**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
10226	Taxe d'aménagement	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 500 180,28**	**476 619,28**	**0,00**	**1 023 561,00**
1641	Emprunts en euros	427 587,49	427 587,49	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	49 031,79	49 031,79	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 021 561,00	0,00	0,00	1 021 561,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**1 505 180,28**	**476 619,28**	**0,00**	**1 028 561,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 990 574,26**	**1 426 375,99**	**891 545,98**	**1 672 652,29**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***41 000,00***	***16 067,46***		***24 932,54***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***1 000,00***	***1 000,00***		***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*1 000,00*	*1 000,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	***40 000,00***	***15 067,46***		***24 932,54***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*1 000,00*	*1 000,00*		*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*17 000,00*	*6 071,38*		*10 928,62*
21318	*Autres bâtiments publics*	*23 000,00*	*8 996,08*		*14 003,92*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***19 197,00***	***0,00***		***19 197,00***
21318	*Autres bâtiments publics*	*1 711,00*	*0,00*		*1 711,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*1 406,00*	*0,00*		*1 406,00*
2152	*Installations de voirie*	*1 200,00*	*0,00*		*1 200,00*
2313	*Constructions*	*14 880,00*	*0,00*		*14 880,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***60 197,00***	***16 067,46***		***44 129,54***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	4 050 771,26	1 442 443,45	891 545,98	1 716 781,83
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	139 657,77			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	327 993,19	116 161,32	121 808,00	90 023,87
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	90 799,00	10 085,85	25 700,00	55 013,15
1322	Subv. non transf. Régions	77 153,19	53 809,96	0,00	23 343,23
1323	Subv. non transf. Départements	117 796,00	23 525,46	96 108,00	-1 837,46
1341	D.E.T.R. non transférable	42 245,00	0,00	0,00	42 245,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	28 740,05	0,00	-28 740,05
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**1 021 561,00**	**0,00**	**0,00**	**1 021 561,00**
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 021 561,00	0,00	0,00	1 021 561,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
	Total des recettes d'équipement	**1 369 554,19**	**116 161,32**	**121 808,00**	**1 131 584,87**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**560 828,84**	**869 625,27**	**0,00**	**-308 796,43**
10222	FCTVA	182 511,00	180 759,00	0,00	1 752,00
10226	Taxe d'aménagement	200 000,00	493 444,43	0,00	-293 444,43
10228	Autres fonds	0,00	17 104,00	0,00	-17 104,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	178 317,84	178 317,84	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**-16 060,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**546 768,84**	**869 625,27**	**0,00**	**-322 856,43**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**1 916 323,03**	**985 786,59**	**121 808,00**	**808 728,44**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***1 803 755,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***451 154,00***	***424 963,60***		***26 190,40***
15182	*Autres provisions pour risques*	*4 500,00*	*4 500,00*		*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*16 059,00*	*16 060,00*		*-1,00*
2112	*Terrains de voirie*	*1,00*	*0,00*		*1,00*
2118	*Autres terrains*	*145 000,00*	*145 000,00*		*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*14 604,00*	*14 328,00*		*276,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*262,08*		*-262,08*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*1 900,00*	*1 900,00*		*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 900,00*	*2 900,00*		*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*152,00*	*153,00*		*-1,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*12 947,00*	*12 616,60*		*330,40*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 109,00*	*1 647,00*		*-538,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*1 437,00*		*-1 437,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*241,00*		*-241,00*
281533	*Réseaux câblés*	*4 894,00*	*0,00*		*4 894,00*
281538	*Autres réseaux*	*9 387,00*	*7 486,00*		*1 901,00*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,10*		*-0,10*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*4 474,00*	*4 474,54*		*-0,54*
28182	*Matériel de transport*	*43 432,00*	*43 442,00*		*-10,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*50 276,00*	*44 665,34*		*5 610,66*
28184	*Mobilier*	*25 383,00*	*22 800,30*		*2 582,70*
28188	*Autres immo. corporelles*	*75 736,00*	*62 650,64*		*13 085,36*
4818	*Charges à étaler*	*38 400,00*	*38 400,00*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***2 254 909,00***	***424 963,60***		***1 829 945,40***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***19 197,00***	***0,00***		***19 197,00***
2031	*Frais d'études*	*19 197,00*	*0,00*		*19 197,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***2 274 106,00***	***424 963,60***		***1 849 142,40***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 190 429,03**	**1 410 750,19**	**121 808,00**	**2 657 870,84**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

PREF. 84
08-04-22

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	476 619	184 277	11 917	163 563	100 298	16 876	0	205	0	469 177	3 444	1 426 376
- Equipements municipaux (2)		178 432	11 917	163 563	100 298	16 876	0	205	0	469 177	3 444	943 912
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		5 845	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 845
- Opérations financières	476 619											476 619
Dépenses d'ordre	16 067											16 067
Solde d'exécution reporté de N-1	139 658											139 658
Total dépenses	**632 345**	**184 277**	**11 917**	**163 563**	**100 298**	**16 876**	**0**	**205**	**0**	**469 177**	**3 444**	**1 582 101**
Total recettes	**1 410 750**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 410 750**
Solde d'investissement	**778 406**	**-184 277**	**-11 917**	**-163 563**	**-100 298**	**-16 876**	**0**	**-205**	**0**	**-469 177**	**-3 444**	**-171 351**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**200 529**	**60 799**	**70 284**	**451 782**	**28 646**	**0**	**327**	**0**	**79 179**	**0**	**891 546**
Total RAR recettes	**96 108**	**0**	**0**	**25 700**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**121 808**
SOLDE RAR investissement	**96 108**	**-200 529**	**-60 799**	**-44 584**	**-451 782**	**-28 646**	**0**	**-327**	**0**	**-79 179**	**0**	**-769 738**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**786 990**	**2 980 209**	**496 696**	**1 620 733**	**418 569**	**818 148**	**467 266**	**276 963**	**160**	**1 176 783**	**7 582**	**9 050 099**
Total recettes	**10 688 853**	**121 056**	**0**	**232 688**	**8 033**	**127 365**	**0**	**120 506**	**0**	**5 719**	**0**	**11 304 220**
Solde de fonctionnement	**9 901 863**	**-2 859 152**	**-496 696**	**-1 388 045**	**-410 536**	**-690 783**	**-467 266**	**-156 457**	**-160**	**-1 171 064**	**-7 582**	**2 254 121**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**632 345**	**384 806**	**72 716**	**233 848**	**552 080**	**45 523**	**0**	**531**	**0**	**548 356**	**3 444**	**2 473 647**
Dépenses réelles		476 619	384 806	72 716	233 848	552 080	45 523	0	531	0	548 356	3 444	2 317 922
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	476 619	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	476 619
1641	Emprunts en euros	427 587	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	427 587
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	49 032	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 032
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	65 430	0	21 624	6 540	0	0	0	0	34 585	0	128 178
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 929	0	11 929
2031	Frais d'études	0	53 586	0	21 624	6 540	0	0	0	0	22 656	0	104 406
2033	Frais d'insertion	0	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54
2051	Concessions, droits similaires	0	11 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 790
204	Subventions d'équipement versées	0	5 845	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 845
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	1 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 400
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	4 445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 445
21	Immobilisations corporelles	0	299 251	72 716	173 428	545 540	45 523	0	531	0	513 771	3 444	1 654 203
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 320	0	27 320
21311	Hôtel de ville	0	1 354	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 354
21312	Bâtiments scolaires	0	0	0	83 425	0	0	0	0	0	0	0	83 425
21316	Equipements du cimetière	0	19 244	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 244
21318	Autres bâtiments publics	0	192 177	44 438	13 632	524 652	39 828	0	0	0	85 000	0	899 727
2135	Installations générales, agencements	0	0	0	1 495	0	0	0	0	0	0	0	1 495
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	362 878	0	362 878
2152	Installations de voirie	0	1 776	0	0	0	1 280	0	0	0	12 929	0	15 985
21533	Réseaux câblés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	540	0	540
21538	Autres réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 676	0	21 676
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	5 053	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 053
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	1 099	0	0	12 158	0	0	0	0	0	0	13 257
2181	Installat° générales, agencements	0	0	0	0	5 185	0	0	0	0	0	0	5 185
2182	Matériel de transport	0	0	26 965	0	0	0	0	0	0	0	0	26 965

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2183	Matériel de bureau et informatique	0	57 438	0	40 317	0	2 047	0	54	0	0	0	99 856
2184	Mobilier	0	4 746	180	25 676	0	1 960	0	0	0	0	0	32 562
2188	Autres immobilisations corporelles	0	16 363	1 132	8 883	3 545	408	0	478	0	3 428	3 444	37 679
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	14 280	0	38 796	0	0	0	0	0	0	0	53 076
2313	Constructions	0	14 280	0	38 796	0	0	0	0	0	0	0	53 076
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*16 067*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 067*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*16 067*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 067*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*1 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*
21312	*Bâtiments scolaires*	*6 071*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 071*
21318	*Autres bâtiments publics*	*8 996*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 996*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		139 658	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	139 658

RECETTES

Total recettes d'investissement		**1 506 858**	**0**	**0**	**25 700**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 532 558**
Recettes réelles		1 081 895	0	0	25 700	0	0	0	0	0	0	0	1 107 595
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	869 625	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	869 625
10222	FCTVA	180 759	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 759
10226	Taxe d'aménagement	493 444	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	493 444
10228	Autres fonds	17 104	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 104
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	178 318	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178 318
13	Subventions d'investissement	212 269	0	0	25 700	0	0	0	0	0	0	0	237 969
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	10 086	0	0	25 700	0	0	0	0	0	0	0	35 786
1322	Subv. non transf. Régions	53 810	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 810
1323	Subv. non transf. Départements	119 633	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	119 633
1348	Autres fonds non transférables	28 740	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 740
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON - BUDGET VILLE - CA - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*424 964*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*424 964*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*424 964*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*424 964*
15182	*Autres provisions pour risques*	*4 500*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 500*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*16 060*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 060*
2118	*Autres terrains*	*145 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*145 000*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*14 328*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*14 328*
28033	*Frais d'insertion*	*262*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*262*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*1 900*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 900*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 900*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 900*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*153*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*153*
28051	*Concessions et droits similaires*	*12 617*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 617*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 647*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 647*
28135	*Installations générales, agencements, ...*	*1 437*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 437*
28138	*Autres constructions*	*241*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*241*
281538	*Autres réseaux*	*7 486*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 486*
281571	*Matériel roulant*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*4 475*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 475*
28182	*Matériel de transport*	*43 442*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*43 442*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*44 665*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*44 665*
28184	*Mobilier*	*22 800*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*22 800*
28188	*Autres immo. corporelles*	*62 651*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*62 651*
4818	*Charges à étaler*	*38 400*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 400*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Total dépenses de fonctionnement		**786 990**	**2 980 209**	**496 696**	**1 620 733**	**418 569**	**818 148**	**467 266**	**276 963**	**160**	**1 176 783**	**7 582**	**9 050 099**
Dépenses réelles		362 027	2 980 209	496 696	1 620 733	418 569	818 148	467 266	276 963	160	1 176 783	7 582	8 625 135
011	Charges à caractère général	16 714	896 930	43 225	251 719	72 278	88 643	1 731	19 062	160	346 701	7 552	1 744 715
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	1 635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 635
60611	Eau et assainissement	0	25 647	0	0	0	7 139	0	0	0	0	0	32 787
60612	Energie - Electricité	0	211 222	0	0	68	0	0	0	0	31 343	0	242 633
60618	Autres fournitures non stockables	0	57 570	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 570
60621	Combustibles	0	0	0	0	794	0	0	0	0	0	0	794
60622	Carburants	0	3 019	3 326	289	5	540	0	0	0	26 065	0	33 244
60623	Alimentation	0	0	0	137 533	0	13 130	0	159	0	0	0	150 823
60631	Fournitures d'entretien	0	22 379	0	3 708	2 539	1 773	0	409	0	775	0	31 581
60632	Fournitures de petit équipement	0	18 474	3 318	18 694	8 687	25 223	0	1 107	0	28 147	0	103 651
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 587	0	14 587
60636	Vêtements de travail	0	2 352	7 688	53	0	0	0	205	0	4 362	0	14 659
6064	Fournitures administratives	0	5 664	0	4	0	0	0	109	0	0	0	5 777
6067	Fournitures scolaires	0	208	0	39 668	28	0	0	0	0	0	0	39 904
6068	Autres matières et fournitures	0	0	80	6	0	1 026	0	1 573	0	28	0	2 971
611	Contrats de prestations de services	0	18 728	7 926	1 704	5 400	0	0	11 682	0	25 813	0	71 251
6132	Locations immobilières	0	1 110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 110
6135	Locations mobilières	0	40 399	613	810	1 488	1 512	0	0	0	10 418	0	55 241
61521	Entretien terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 558	0	48 558
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	23 715	294	25 766	27 229	2 997	0	244	0	2 816	0	83 060
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	2 228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 228
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 546	0	44 546
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 771	0	21 771
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	810	0	810
61551	Entretien matériel roulant	0	1 612	1 921	-170	90	543	0	0	0	18 405	0	22 401
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	6 414	234	2 252	5 025	5 514	0	616	160	13 099	0	33 313
6156	Maintenance	0	133 157	3 598	4 093	1 956	128	0	190	0	45 604	0	188 725
6161	Multirisques	0	15 258	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 258
6168	Autres primes d'assurance	0	53 713	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 713
617	Etudes et recherches	0	5 205	0	0	0	0	0	480	0	0	0	5 685
6182	Documentation générale et technique	0	7 459	0	134	80	688	0	94	0	1 276	0	9 731
6184	Versements à des organismes de formation	0	10 499	66	3 867	0	0	0	100	0	1 336	0	15 867
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	1 066	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 066
6188	Autres frais divers	196	23 398	1 008	0	2 053	15 402	0	440	0	0	235	42 732

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6226	Honoraires	0	10 675	149	0	0	0	0	0	0	3 889	1 800	16 513
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	4 767	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 767
6228	Divers	0	6 987	0	617	0	280	0	0	0	0	0	7 883
6231	Annonces et insertions	0	3 578	0	0	0	0	0	0	0	360	0	3 938
6232	Fêtes et cérémonies	0	37 883	191	4 297	13 149	1 027	731	1 452	0	966	517	60 212
6236	Catalogues et imprimés	0	29 572	86	1 504	1 309	528	0	0	0	300	0	33 298
6237	Publications	0	5 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 400
6238	Divers	0	2 385	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 385
6247	Transports collectifs	0	0	0	3 115	0	5 536	0	0	0	0	0	8 651
6251	Voyages et déplacements	0	541	0	0	0	0	0	0	0	0	0	541
6256	Missions	0	1 245	411	0	0	68	0	0	0	0	0	1 723
6257	Réceptions	0	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300
6261	Frais d'affranchissement	0	18 787	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 787
6262	Frais de télécommunications	0	37 114	0	600	1 368	71	0	204	0	768	0	40 125
627	Services bancaires et assimilés	0	0	0	1 269	0	23	0	0	0	0	0	1 291
6281	Concours divers (cotisations)	0	5 861	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 861
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	0	6 141	12 317	0	1 010	1 010	0	0	0	0	0	20 477
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	0	0	1 908	0	0	0	0	0	0	0	1 908
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	401	0	401
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	16 518	16 392	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 910
6288	Autres services extérieurs	0	8 077	0	0	0	4 485	1 000	0	0	0	5 000	18 562
63512	Taxes foncières	0	9 095	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 095
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	1 549 313	453 471	1 368 435	287 121	655 275	0	257 901	0	830 081	0	5 401 598
6218	Autre personnel extérieur	0	16 350	0	15 237	215	15 020	0	0	0	0	0	46 823
6331	Versement mobilité	0	16 220	4 644	16 325	3 200	7 456	0	2 951	0	9 408	0	60 203
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	4 055	1 161	4 081	800	1 864	0	738	0	2 352	0	15 051
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	11 496	3 415	12 273	2 569	6 044	0	2 381	0	6 807	0	44 985
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	2 433	696	2 449	480	1 119	0	443	0	1 411	0	9 030
64111	Rémunération principale titulaires	0	746 943	243 142	583 186	132 888	200 569	0	130 164	0	427 497	0	2 464 390
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	13 248	3 703	5 117	2 003	1 283	0	1 822	0	15 133	0	42 309
64118	Autres indemnités titulaires	0	231 177	86 213	119 484	36 432	49 967	0	32 223	0	98 071	0	653 566
64131	Rémunérations non tit.	0	84 331	0	244 924	34 114	208 735	0	20 498	0	46 768	0	639 368
64138	Autres indemnités non tit.	0	0	0	77	0	0	0	0	0	140	0	218
64168	Autres emplois d'insertion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 328	0	9 328
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	137 650	35 128	158 981	29 301	84 317	0	24 374	0	72 726	0	542 477
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	246 038	75 201	193 590	43 419	69 872	0	41 102	0	137 196	0	806 417

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	4 702	0	9 997	1 377	8 269	0	741	0	2 129	0	27 215
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	14 395	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 395
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	18 528	0	1 038	0	162	0	110	0	0	0	19 839
6478	Autres charges sociales diverses	0	1 749	168	1 676	324	598	0	355	0	1 116	0	5 985
014	Atténuations de produits	151 041	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	151 041
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	88 279	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88 279
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	2 433	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 433
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	8 014	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 014
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	52 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 315
65	Autres charges de gestion courante	3 671	527 306	0	0	59 170	74 230	465 535	0	0	0	0	1 129 912
6531	Indemnités	0	107 812	0	0	0	0	0	0	0	0	0	107 812
6533	Cotisations de retraite	0	11 638	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 638
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	6 411	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 411
6535	Formation	0	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350
6541	Créances admises en non-valeur	1 548	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 548
6553	Service d'incendie	0	304 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	304 666
65548	Autres contributions	0	27 531	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 531
6558	Autres contributions obligatoires	0	2 380	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 380
657348	Subv. fonct. Autres communes	2 123	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 123
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	465 535	0	0	0	0	465 535
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	66 318	0	0	59 170	74 230	0	0	0	0	0	199 718
65888	Autres	0	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	178 852	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178 852
66111	Intérêts réglés à l'échéance	182 392	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	182 392
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-3 540
67	Charges exceptionnelles	11 749	6 660	0	579	0	0	0	0	0	0	30	19 018
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30	30
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	162	6 475	0	579	0	0	0	0	0	0	0	7 216
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	11 587	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 587

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
678	Autres charges exceptionnelles	0	185	0	0	0	0	0	0	0	0	0	185
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*424 964*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*424 964*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*424 964*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*424 964*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*145 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*145 000*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*16 060*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 060*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*221 004*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*221 004*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*38 400*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 400*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*4 500*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 500*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**10 688 853**	**121 056**	**0**	**232 688**	**8 033**	**127 365**	**0**	**120 506**	**0**	**5 719**	**0**	**11 304 220**
Recettes réelles		9 150 587	121 056	0	232 688	8 033	127 365	0	120 506	0	5 719	0	9 765 954
013	**Atténuations de charges**	**21 237**	**9 322**	**0**	**358**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**30 917**
6419	Remboursements rémunérations personnel	21 237	9 322	0	358	0	0	0	0	0	0	0	30 917
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**120 770**	**27 890**	**0**	**217 726**	**6 051**	**116 429**	**0**	**36 521**	**0**	**0**	**0**	**525 387**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	20 360	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 360
70312	Redevances funéraires	0	7 530	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 530
70323	Redev. occupat° domaine public communal	21 552	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 552
70388	Autres redevances et recettes diverses	33 653	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 653
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	1 051	116 429	0	0	0	0	0	117 480
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	0	36 521	0	0	0	36 521
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	217 726	0	0	0	0	0	0	0	217 726
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	5 000
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	29 303	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 303

MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON - BUDGET VILLE - CA - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	36 263	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 263
73	**Impôts et taxes**	**7 442 453**	**11 627**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**7 454 080**
73111	Impôts directs locaux	5 467 387	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 467 387
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	21 742	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 742
73211	Attribution de compensation	1 258 608	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 258 608
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	195 130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	195 130
7336	Droits de place	556	11 627	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 183
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	33 622	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 622
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	465 409	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	465 409
74	**Dotations et participations**	**1 303 567**	**0**	**0**	**14 604**	**352**	**10 936**	**0**	**83 786**	**0**	**0**	**0**	**1 413 244**
7411	Dotation forfaitaire	595 569	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	595 569
74121	Dotation de solidarité rurale	121 245	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	121 245
74127	Dotation nationale de péréquation	119 267	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	119 267
744	FCTVA	18 976	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 976
74718	Autres participations Etat	64 311	0	0	14 604	0	0	0	0	0	0	0	78 915
7473	Participat° Départements	11 369	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 369
74748	Participat° Autres communes	7 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 600
7478	Participat° Autres organismes	320 077	0	0	0	352	10 936	0	83 786	0	0	0	415 150
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	115	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	36 458	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 458
7485	Dotation pour les titres sécurisés	8 580	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 580
75	**Autres produits de gestion courante**	**66 395**	**71 467**	**0**	**0**	**1 630**	**0**	**0**	**200**	**0**	**5 719**	**0**	**145 411**
752	Revenus des immeubles	53 070	69 546	0	0	0	0	0	0	0	0	0	122 616
7588	Autres produits div. de gestion courante	13 325	1 921	0	0	1 630	0	0	200	0	5 719	0	22 795
76	**Produits financiers**	**196**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**196**
761	Produits de participations	192	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	192
7688	Autres	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
77	**Produits exceptionnels**	**195 968**	**750**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**196 718**
7713	Libéralités reçues	6 761	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 511
7718	Autres produits except. opérat° gestion	6 324	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 324

MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON - BUDGET VILLE - CA - 2021

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
775	Produits des cessions d'immobilisations	160 060	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160 060
7788	Produits exceptionnels divers	22 823	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 823
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*16 067*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 067*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***16 067***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***16 067***
722	*Immobilisations corporelles*	*15 067*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 067*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*1 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		1 522 199	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 522 199

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
LT060427	15/02/2007	1 070 592,69	0,00	0,00	0,00	1 021 560,90
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**1 070 592,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 021 560,90**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**10 694 886,93**									
1641 Emprunts en euros (total)					9 194 886,93									
00001128936	CREDIT AGRICOLE	21/12/2016	23/01/2017	15/01/2018	139 000,00	F	Taux fixe à 0,74 %	0,740	0,740	EUR	A	P	O	A-1
00001128946	CREDIT AGRICOLE	21/12/2016	20/02/2017	15/05/2017	246 000,00	F	Taux fixe à 1,27 %	1,270	1,276	EUR	T	P	O	A-1
000254	DEXIA CL	01/08/2003	01/08/2003	01/11/2003	300 000,00	F	Taux fixe à 4,3 %	4,300	4,370	EUR	T	P	O	A-1
000266	DEXIA CL	06/12/2006	06/12/2006	01/03/2010	1 750 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0,04 sur EONIA(Postfixé)) + 0,04	3,610	0,000	EUR	T	P	O	A-1
000275	CAISSE D'EPARGNE	22/09/2009	25/09/2009	25/09/2010	743 574,93	C	Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,400	4,464	EUR	A	P	O	B-1
000427	SOCIETE GENERALE	15/08/2009	15/08/2009	15/10/2009	1 500 000,00	C	Taux fixe annulable à 4,31 % (date d'exercice 15/07/2014)	4,310	4,445	EUR	T	P	O	A-1
102780085100026803703	CREDIT MUTUEL	25/05/2018	25/05/2018	31/05/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1,85 %	1,850	1,850	EUR	A	P	O	A-1
A290959	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2009	25/06/2010	25/06/2011	230 000,00	F	Taux fixe à 3,92 %	3,920	3,920	EUR	A	P	O	A-1
A29102P9	CAISSE D'EPARGNE	10/12/2010	15/12/2010	25/08/2011	600 000,00	V	Euribor 3M + 0,69	2,075	2,122	EUR	T	C	O	A-1
MIN276113EUR	SFIL CAFFIL	09/08/2011	09/08/2011	01/10/2012	500 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1,89	3,353	3,456	EUR	T	C	O	A-1
MON249188	DEXIA CL	22/06/2007	22/06/2007	01/07/2008	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4,78 %	4,780	4,939	EUR	T	C	O	A-1
MON273667EUR	DEXIA CL	08/12/2010	15/12/2010	01/06/2011	114 375,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,470	2,493	EUR	T	P	O	A-1
MON273668EUR	DEXIA CL	08/12/2010	15/12/2010	01/06/2011	71 937,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,470	2,493	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 500 000,00									
LT060427	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	15/02/2007	15/02/2007	15/02/2010	1 500 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0,05	3,870	3,998	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**10 694 886,93**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**6 733 392,73**					**476 619,28**	**182 391,70**	**0,00**	**45 201,78**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 711 831,83					427 587,49	182 391,70	0,00	45 201,78
00001128936	N	0,00	A-1	60 450,86	2,04	F	Taux fixe à 0,74 %	0,738	19 854,99	594,26	0,00	428,70
00001128946	N	0,00	A-1	173 100,25	10,12	F	Taux fixe à 1,27 %	1,267	15 714,29	2 323,31	0,00	274,80
000254	N	0,00	A-1	37 632,32	1,58	F	Taux fixe à 4,3 %	4,291	20 273,10	2 165,94	0,00	265,21
000266	N	0,00	A-1	1 283 725,28	17,92	F	Taux fixe à 3,99 %	4,034	47 887,68	53 146,87	0,00	4 268,39
000275	N	0,00	B-1	300 399,85	5,73	C	Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,449	44 310,64	15 377,92	0,00	3 561,41
000427	N	0,00	A-1	761 192,05	7,54	F	Taux fixe à 4,31 %	4,358	78 549,64	356 420,47	0,00	7 017,14
102780085100026803703	N	0,00	A-1	1 831 354,20	17,42	F	Taux fixe à 1,85 %	1,845	85 095,74	35 454,32	0,00	19 763,36
A290959	N	0,00	A-1	74 811,25	3,48	F	Taux fixe à 3,92 %	3,912	16 972,96	3 997,94	0,00	1 507,03
A29102P9	N	0,00	A-1	285 000,00	9,40	V	Euribor 3M + 0,69	0,151	30 000,00	470,35	0,00	39,04
MIN276113EUR	N	0,00	A-1	256 578,85	9,50	V	(TAG 3M(Postfixé) + 1,81)-Floor -1,81 sur TAG 3M(Postfixé)	1,319	26 315,80	3 622,00	0,00	835,27
MON249188	N	0,00	A-1	550 000,18	16,25	F	Taux fixe à 4,78 %	4,833	33 333,32	27 664,25	0,00	6 645,53
MON273667EUR	N	0,00	A-1	59 907,52	9,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,464	5 696,48	1 567,92	0,00	365,82
MON273668EUR	N	0,00	A-1	37 679,22	9,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,464	3 582,85	986,15	0,00	230,08

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		1 021 560,90					49 031,79	0,00	0,00	0,00
LT060427	N	0,00	A-1	1 021 560,90	14,87	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.115)-Floor -0.115 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	49 031,79	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**6 733 392,73**					**476 619,28**	**182 391,70**	**0,00**	**45 201,78**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
000275	CAISSE D'EPARGNE	743 574,93	300 399,85	1	18,00		Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	35 430,41	Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,449	15 377,92	0,00	4,46
TOTAL (B)		**743 574,93**	**300 399,85**						**35 430,41**			**15 377,92**	**0,00**	**4,46**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**743 574,93**	**300 399,85**						**35 430,41**			**15 377,92**	**0,00**	**4,46**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

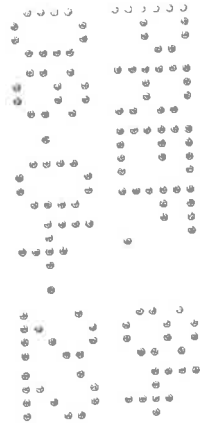
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	95,54	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	6 432 992,88	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	4,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	300 399,85	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €			22/02/2003
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Camions et véhicules industriels (modif)	4	14/12/1995
L	Matériel informatique	2	14/12/1995
L	Matériel classique	6	14/12/1995
L	Mobilier	10	14/12/1995
L	Matériel roulant	5	14/12/1995
L	Matériel de bureau	5	14/12/1995
L	Logiciels	2	14/12/1995
L	Frais documents urbanisme c/202	5	09/11/2004
L	Frais d'études c/2031	5	09/11/2004
L	Frais d'insertion 5 ans c/2033	5	09/11/2004
L	Plantations	15	17/03/2009
L	Matériel de transport (modification)	6	17/03/2009
L	Equipements de garage et atelier	10	17/03/2009
L	Subventions d'équipements c/204xx	5	17/03/2009
L	Camion et véhicules industriels	8	17/03/2009
L	Appareils de levage ascenseurs	20	17/03/2009
L	Equipement des cuisines	10	17/03/2009
L	Bâtiments légers, abris	10	17/03/2009
L	Agencement et aménagement de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	10	17/03/2009
L	Installation appareil de chauffage	10	17/03/2009

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**4 500,00**		169 000,00	169 500,00	**0,00**	**169 500,00**
Provision pour la mise en œuvre du compte épargne-temps (CET)	0,00	25/09/2018	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
Abondement de la provision pour la mise en œuvre du compte épargne temps	4 500,00	25/09/2018	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
Provision pour contentieux ALLIAUD MJ	0,00	06/10/2020	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**4 500,00**		**165 000,00**	**169 500,00**	**0,00**	**169 500,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au cours de l'exercice	Montant restant à provisionner
Provison pour CET	Provision pour CET	4 500,00	5	4 500,00	4 500,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**481 619,28**	**476 619,28**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**476 619,28**	**476 619,28**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	427 587,49	427 587,49
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	49 031,79	49 031,79
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**5 000,00**	**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	5 000,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**476 619,28**	**891 545,98**	**139 657,77**	**1 507 823,03**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 460 300,00**	**955 211,03**
Ressources propres externes de l'année (a)		**382 511,00**	**691 307,43**
10222	FCTVA	182 511,00	180 759,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	200 000,00	493 444,43
10228	Autres fonds	0,00	17 104,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**2 077 789,00**	**263 903,60**
15...	*Provisions pour risques et charges*		
15182	*Autres provisions pour risques*	*4 500,00*	*4 500,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*		
27...	*Autres immobilisations financières*		
28...	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*14 604,00*	*14 328,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*262,08*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*1 900,00*	*1 900,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 900,00*	*2 900,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*152,00*	*153,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*12 947,00*	*12 616,60*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 109,00*	*1 647,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*1 437,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*241,00*
281533	*Réseaux câblés*	*4 894,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*9 387,00*	*7 486,00*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,10*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*4 474,00*	*4 474,54*
28182	*Matériel de transport*	*43 432,00*	*43 442,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*50 276,00*	*44 665,34*
28184	*Mobilier*	*25 383,00*	*22 800,30*
28188	*Autres immo. corporelles*	*75 736,00*	*62 650,64*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4818	*Charges à étaler*	*38 400,00*	*38 400,00*
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	-16 060,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 803 755,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**955 211,03**	**121 808,00**	**0,00**	**178 317,84**	**1 255 336,87**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 507 823,03**
Ressources propres disponibles	IV	**1 255 336,87**
Solde	V = IV – II (3)	**-252 486,16**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				159 500,00	97 500,00	38 400,00	33 600,00
2018	Transfert de charges relatifs à la provision pour le compte épargne-temps	60	25/09/2018	150 000,00	90 000,00	30 000,00	30 000,00
2020	Transfert de charges relatifs à la provision pour le contentieux ALLIAUD MJ	24	06/10/2020	15 000,00	7 500,00	7 500,00	0,00
2021	CET	60	25/09/2018	4 500,00	0,00	900,00	3 600,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/02/2021	7 URNES MONTESQUIEU 1200 BULLETINSDEVI	0,00	0,00	6
01/02/2021	20 PAIRES FOURREAUX A SCELLER ET PANNEA	0,00	0,00	6
01/02/2021	REMPLACEMENT RESEAU DE DISTRIBUTION D'E	3 240,00	0,00	0
01/02/2021	POSE DE GRILLE ANTI NUISIBLES ESPACE FO	1 008,00	0,00	0
01/02/2021	SWITCH+JARRETIERE OPTIQUE ET MODULE FIB	374,40	0,00	2
01/02/2021	7 URNES MONTESQUIEU 1200 BULLETINSDEVI	1 995,60	0,00	6
01/02/2021	20 PAIRES FOURREAUX A SCELLER ET PANNEA	1 977,84	0,00	6
09/02/2021	MISSION GEOTECHNIQUE POUR LA BIBLIOTHEQ	0,00	0,00	5
09/02/2021	SMART SWITCH+JARRETIERE OPTIQUE ET MODU	0,00	0,00	2
09/02/2021	IMPRIMANTE MULTIFONCTION JET D ENCRE TH	0,00	0,00	1
09/02/2021	REALISATION ETUDE DU PARC INFORM(REPORT	0,00	0,00	5
09/02/2021	MBC2019S00100-DEPLACEMENT POTEAU ACOMPT	0,00	0,00	5
09/02/2021	M.ORD2019S00100-REMPL.POTEAU/LANTERNE A	0,00	0,00	5
09/02/2021	MBC2019S00100-REMPL. POTEAU -MICOCOULIE	0,00	0,00	5
09/02/2021	MISSION GEOTECHNIQUE POUR LA BIBLIOTHEQ	3 540,00	0,00	5
09/02/2021	SMART SWITCH+JARRETIERE OPTIQUE ET MODU	636,00	0,00	2
09/02/2021	IMPRIMANTE MULTIFONCTION JET D ENCRE TH	141,30	0,00	1
09/02/2021	REALISATION ETUDE DU PARC INFORM(REPORT	2 160,00	0,00	5
09/02/2021	MBC2019S00100-DEPLACEMENT POTEAU ACOMPT	2 170,50	0,00	0
09/02/2021	M.ORD2019S00100-REMPL.POTEAU/LANTERNE A	1 981,20	0,00	0
09/02/2021	MBC2019S00100-REMPL. POTEAU -MICOCOULIE	1 678,50	0,00	0
09/02/2021	M.ORD2020F00700-ACQUISITION COPIEURS AC	20 442,00	0,00	5
09/02/2021	M.ORD2020F00700-ACQUISITION COPIEURS AC	5 318,40	0,00	5
11/02/2021	M.ORD17.11-MISSION PLU-ARRET ACOMPTE No	2 520,00	0,00	5
11/02/2021	MBC17.13.03 - MOBILE - MAIRIE DGS ACOMP	62,40	0,00	5
16/02/2021	GILET PARE BALLES DISCRET ET GILET TACT	801,01	0,00	6
18/02/2021	M.ORD17.11-MISSION PLU-ARRET ACOMPTE No5	0,00	0,00	0
18/02/2021	MISSION GEOTECHNIQUE POUR LA BIBLIOTHEQU	0,00	0,00	0
18/02/2021	REALISATION ETUDE DU PARC INFORM(REPORT)	0,00	0,00	0
18/02/2021	REALISATION ETUDE DU PARC INFORM(REPORT)	0,00	0,00	0
18/02/2021	REALISATION ETUDE DU PARC INFORM(REPORT)	0,00	0,00	0
18/02/2021	REALISATION ETUDE DU PARC INFORM(REPORT)	0,00	0,00	0
18/02/2021	REMPLACEMENT RESEAU DE DISTRIBUTION D'EA	0,00	0,00	0
18/02/2021	POSE DE GRILLE ANTI NUISIBLES ESPACE FOL	0,00	0,00	0
18/02/2021	MBC2019S00100-DEPLACEMENT POTEAU ACOMPTE	0,00	0,00	0
18/02/2021	M.ORD2019S00100-REMPL.POTEAU/LANTERNE AC	0,00	0,00	0
18/02/2021	MBC2019S00100-REMPL. POTEAU -MICOCOULIER	0,00	0,00	0
18/02/2021	SWITCH+JARRETIERE OPTIQUE ET MODULE FIBR	0,00	0,00	2
18/02/2021	SMART SWITCH+JARRETIERE OPTIQUE ET MODUL	0,00	0,00	2
18/02/2021	IMPRIMANTE MULTIFONCTION JET D ENCRE THE	0,00	0,00	5
18/02/2021	M.ORD2020F00700-ACQUISITION COPIEURS ACO	0,00	0,00	5
18/02/2021	M.ORD2020F00700-ACQUISITION COPIEURS ACO	0,00	0,00	5
18/02/2021	MBC17.13.03 - MOBILE - MAIRIE DGS ACOMPT	0,00	0,00	5
18/02/2021	7 URNES MONTESQUIEU 1200 BULLETINSDEVI	0,00	0,00	6
18/02/2021	20 PAIRES FOURREAUX A SCELLER ET PANNEAU	0,00	0,00	6
22/02/2021	GILET PARE BALLES DISCRET ET GILET TACTI	0,00	0,00	6
22/02/2021	MBC17.13.03 - TELECOM MOBILE - MAIRE AC	855,60	0,00	5
22/02/2021	LICENCE CLIP SUR INTERFACE + FOURNITURE	229,91	0,00	0
22/02/2021	CREATION ET ACHEMINEMENT D UN POSTE ANA	190,98	0,00	0
25/02/2021	PARUTION ANNONCE DU 11 02 2021DEVIS	195,36	0,00	1
25/02/2021	FACT. No0000001307 29/01/2021 VALLIS CL	2 600,00	0,00	0
25/02/2021	MBC2019S00700-REMPLACEMT BATTERIE RTE G	2 983,63	0,00	0
25/02/2021	MBC17.13.03-TEL MOBILE - MOBILE DGS ACO	76,80	0,00	5
02/03/2021	LICENCE CLIP SUR INTERFACE + FOURNITURE	0,00	0,00	0
02/03/2021	CREATION ET ACHEMINEMENT D UN POSTE ANAL	0,00	0,00	0
04/03/2021	REFRIGERATEUR TABLE TOP 93L POUR LA SAL	188,79	0,00	1
04/03/2021	CONTROLE TECHNIQUE POUR REFECTIO(REPORT	1 317,60	0,00	0
04/03/2021	CONTROLE TECHNIQUE POUR REFECTIO(REPORT	658,80	0,00	0
04/03/2021	MBC2019S00400 - ACHAT ECRAN-ELUE CCAS A	175,20	0,00	1
05/03/2021	COLONNE DE DISTRIBUTION A PEDALE(REPORT	657,60	0,00	10
08/03/2021	PARUTION ANNONCE DU 11 02 2021DEVIS	0,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
08/03/2021	CONTROLE TECHNIQUE POUR REFECTIO(REPORT)	0,00	0,00	0
08/03/2021	FACT. No0000001307 29/01/2021 VALLIS CLA	0,00	0,00	0
08/03/2021	CONTROLE TECHNIQUE POUR REFECTIO(REPORT)	0,00	0,00	0
08/03/2021	REFRIGERATEUR TABLE TOP 93L POUR LA SALL	0,00	0,00	10
09/03/2021	MBC2019S00400 - ACHAT ECRAN-ELUE SCAS AG	0,00	0,00	2
10/03/2021	MBC2019S00100-REMPL.POTEAU-CLOS DE MORI	3 229,73	0,00	0
12/03/2021	MBC17.13.03 - TELECOM MOBILE - MAIRIE ACO	0,00	0,00	5
12/03/2021	COLONNE DE DISTRIBUTION A REGALE(REPORT)	0,00	0,00	0
12/03/2021	MBC2019S00400-F+P 4DISQUES SSD-MAIRIE+S	780,00	0,00	2
16/03/2021	MBC18.05-F+P BORDURE DEFENCE-RUE CRILLO	0,00	0,00	0
16/03/2021	MBC18.05-F+P BORDURE DEFENCE-RUE CRILLO	0,00	0,00	0
16/03/2021	MBC2019S00400-F+P 4DISQUES SSD-MAIRIE+ST	0,00	0,00	2
16/03/2021	PC DE BUREAU POUR MR STEFANIDEVIS 2020	739,20	0,00	2
16/03/2021	MBC18.05-F+P BORDURE DEFENCE-RUE CRILLO	1 636,79	0,00	0
18/03/2021	TRAVAUX DE REMPLACEMENT D UN POTEAU D I	0,00	0,00	0
18/03/2021	FOURNITURE ET INSTALLATION D UN TELEPHO	0,00	0,00	1
18/03/2021	FACT. No211014 16/03/2021 SUD TELECOM	0,00	0,00	5
18/03/2021	ACHAT MOTOBINEUSE STHIL MH 585 POUR LES	0,00	0,00	6
18/03/2021	TRAVAUX DE REMPLACEMENT D UN POTEAU D I	3 936,00	0,00	0
18/03/2021	FOURNITURE ET INSTALLATION D UN TELEPHO	249,24	0,00	5
18/03/2021	FACT. No211014 16/03/2021 SUD TELECOM	1 103,78	0,00	5
18/03/2021	ACHAT MOTOBINEUSE STHIL MH 585 POUR LES	634,50	0,00	6
24/03/2021	TRAVAUX PARKING FOLARD SUITE A SINISTRE	0,00	0,00	0
24/03/2021	FACT. No210311 22/03/2021 LUMI MAGS	0,00	0,00	5
24/03/2021	PC DE BUREAU POUR MR STEFANIDEVIS 2020	0,00	0,00	2
24/03/2021	FACT. No210311 22/03/2021 LUMI MAGS	504,00	0,00	0
24/03/2021	LAVE LINGE HUBLOT PROLINE FP6120WH POUR	250,00	0,00	1
24/03/2021	LAVE LINGE HUBLOT PROLINE FPS6120WH MAT	250,00	0,00	1
24/03/2021	ACHAT DE CONTENEUR ISOTHERME+CHARIOTS+K	7 233,60	0,00	6
24/03/2021	M.ORD2019S00400-REMPL. DISQUE SSD-URBA A	210,00	0,00	1
24/03/2021	TRAVAUX PARKING FOLARD SUITE A SINISTRE	3 498,00	0,00	0
26/03/2021	MISE EN CONFORMITE GAZ ET ELECTRICITE A	2 611,80	0,00	0
26/03/2021	MISE EN CONFORMITE GAZ ET ELECTRICITE A	1 896,00	0,00	0
29/03/2021	MBC2019S00700-REMPLACEMT BATTERIE RTE GA	0,00	0,00	0
29/03/2021	MBC2019S00700-REMPLACEMT BATTERIE RTE GA	0,00	0,00	0
29/03/2021	TRAVAUX DE REMPLACEMENT D UN POTEAU D IN	0,00	0,00	0
29/03/2021	MBC17.13.03-TEL MOBILE - MOBILE DGS ACOM	0,00	0,00	5
29/03/2021	FOURNITURE ET INSTALLATION D UN TELEPHON	0,00	0,00	5
29/03/2021	FACT. No211014 16/03/2021 SUD TELECOM	0,00	0,00	5
29/03/2021	ACHAT MOTOBINEUSE STHIL MH 585 POUR LES	0,00	0,00	6
30/03/2021	MBC2019S00100-REMPL.POTEAU-CLOS DE MORIE	0,00	0,00	0
30/03/2021	MBC2019S00100-REMPL.POTEAU-CLOS DE MORIE	0,00	0,00	0
30/03/2021	M.ORD2019S00400-REMPL. DISQUE SSD-URBA A	0,00	0,00	2
31/03/2021	TRAVAUX PARKING FOLARD SUITE A SINISTRE	0,00	0,00	0
31/03/2021	FACT. No210311 22/03/2021 LUMI MAGS	0,00	0,00	0
31/03/2021	LAVE LINGE HUBLOT PROLINE FP6120WH POUR	0,00	0,00	6
31/03/2021	LAVE LINGE HUBLOT PROLINE FPS6120WH MAT	0,00	0,00	10
31/03/2021	ACHAT DE CONTENEUR ISOTHERME+CHARIOTS+KI	0,00	0,00	10
31/03/2021	MISE EN PLACE DE BOUTONS AGRESSION RACC	798,00	0,00	0
31/03/2021	CONTROLE TECHNIQUE POUR REFECTIO(REPORT	658,80	0,00	0
06/04/2021	MISE EN CONFORMITE GAZ ET ELECTRICITE A	0,00	0,00	0
06/04/2021	MISE EN CONFORMITE GAZ ET ELECTRICITE AU	0,00	0,00	0
06/04/2021	MISE EN PLACE DE BOUTONS AGRESSION RACCO	0,00	0,00	0
06/04/2021	CONTROLE TECHNIQUE POUR REFECTIO(REPORT)	0,00	0,00	0
06/04/2021	MBC18.05-F+P BORDURE DEFENCE-RUE CRILLON	0,00	0,00	0
06/04/2021	MBC18.05-F+P BORDURE DEFENCE-RUE CRILLON	0,00	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°2021-105 10/04/2021	6 780,00	0,00	5
18/06/2021	Fact. N°4670019583 20/05/2021	355,62	0,00	1
18/06/2021	Fact. N°2021-04-622 26/04/2021	2 700,00	0,00	5
18/06/2021	Fact. N°2021-06086 04/06/2021	1 908,00	0,00	2
18/06/2021	Fact. N°FV1630094 03/05/2021	2 040,00	0,00	2
18/06/2021	Fact. N°FA2105-0272 25/05/2021	1 495,20	0,00	10
18/06/2021	Fact. N°FMS2102001 05/05/2021	2 058,38	0,00	10
18/06/2021	Fact. N°FAC21AIT0009041 04/05/2021	2 564,07	0,00	10
18/06/2021	Fact. N°FMS2102000 05/05/2021	636,60	0,00	10
18/06/2021	Fact. N°FAC21AIT0009482 10/05/2021	1 317,86	0,00	10
18/06/2021	Fact. N°FAC21AIT0009799 14/05/2021	352,22	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
18/06/2021	Fact. N°000000890 26/04/2021	715,20	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°000000890 26/04/2021	715,20	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°1242 09/06/2021	5 988,00	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°FMS2101793 23/04/2021	2 976,48	0,00	10
18/06/2021	Fact. N°FMS2101794 23/04/2021	5 907,41	0,00	10
18/06/2021	Fact. N°2021173 20/04/2021	331,20	0,00	1
18/06/2021	Fact. N°1090539 28/04/2021	532,80	0,00	1
18/06/2021	Fact. N°FV84012000000223 23/10/2020	479,88	0,00	1
18/06/2021	Fact. N°FA00009756 07/04/2021	765,30	0,00	6
18/06/2021	Fact. N°2021001586 31/03/2021	741,71	0,00	6
18/06/2021	Fact. N°2021-05078 10/05/2021	5 034,00	0,00	2
18/06/2021	Fact. N°I5412990 10/06/2021	0,00	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°I5412990 10/06/2021	0,00	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°I5412990 10/06/2021	2 404,80	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°1232 26/05/2021	1 776,00	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°4006052 12/04/2021	1 308,00	0,00	0
18/06/2021	Fact. N°2021-05077 10/05/2021	550,80	0,00	1
18/06/2021	Fact. N°2021-06085 02/06/2021	3 235,20	0,00	2
18/06/2021	Fact. N°211679 11/05/2021	142,76	0,00	1
18/06/2021	MBC2019S00400-Disques dur - Sce Marchés	400,80	0,00	1
18/06/2021	Fact. N°2021-06090b 09/06/2021	268,20	0,00	1
21/06/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
21/06/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
21/06/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
23/06/2021	Fact. N°I5430675 21/06/2021	1 317,60	0,00	0
23/06/2021	Fact. N°FV84012009110003 11/09/2020	239,94	0,00	1
23/06/2021	M.ord2019T00151-Toiture Pagnol	25 882,72	0,00	0
23/06/2021	M.ord2019T00151-Toiture Dion	3 500,00	0,00	0
29/06/2021	M.ord2021S00300-Schéma de mobilité TF	9 480,00	0,00	5
29/06/2021	M.ord2019T00151-Toiture Dion	236,62	0,00	0
01/07/2021	Fact. N°910889 26/04/2021	474,33	0,00	1
02/07/2021	M.ord2019T00152-Panneaux photovoltaiques	30 630,60	0,00	0
02/07/2021	M.ord2019T00152-Panneaux photovoltaiques	16 092,72	0,00	0
02/07/2021	M.ord2019T00152-Panneaux photovoltaiques	280,34	0,00	0
02/07/2021	M.ord2021T00400-Aménagt carrefour Lecler	8 473,37	0,00	0
02/07/2021	MBC18.05-Réfection voirie-Folard	22 552,59	0,00	0
02/07/2021	MBC18.05-Création rampe balayeuse-ST	10 861,35	0,00	0
02/07/2021	MBC18.05-Revetement trottoirs-Av M.Pagno	26 221,36	0,00	0
02/07/2021	MBC18.05-Plateau traversant-Rte pont neu	6 998,53	0,00	0
02/07/2021	MBC18.05-Ralentisseur+stationnement-	9 067,92	0,00	0
02/07/2021	MBC18.05-Réservation W ENEDIS-Av.Pagnol	2 910,08	0,00	0
07/07/2021	LOT DE 2 PATERES METAL ROUGE POUR L ECOL	246,16	0,00	1
07/07/2021	2 TABLEAUX SIMPLE EMAILLE BLANC CADRE AL	245,52	0,00	1
07/07/2021	Fact. N°FMS2102988 25/06/2021	4 196,14	0,00	10
07/07/2021	PUBLICATION RENOVATION ET MISE EN CONFOR	0,00	0,00	0
07/07/2021	Fact. N°20210405 01/07/2021	0,00	0,00	0
07/07/2021	PUBLICATION RENOVATION ET MISE EN CONFOR	108,00	0,00	0
07/07/2021	Fact. N°20210405 01/07/2021	240,00	0,00	0
09/07/2021	8 TRICYCLE KIMOUV 3/6 ANS WINTHER POUR L	1 173,84	0,00	10
09/07/2021	ANNONCES AMENAGEMENT D UN LOCAL ARCHIVES	0,00	0,00	0
09/07/2021	ANNONCES AMENAGEMENT D UN LOCAL ARCHIVES	0,00	0,00	0
09/07/2021	ANNONCES POUR LES TRAVAUX D EXTENSION DE	0,00	0,00	0
09/07/2021	ANNONCES AMENAGEMENT D UN LOCAL ARCHIVES	108,00	0,00	0
09/07/2021	ANNONCES POUR LES TRAVAUX D EXTENSION DE	600,00	0,00	0
16/07/2021	M.ord2019T00152-Panneaux Photo-Dion/Pagn	6 896,88	0,00	0
16/07/2021	M.ord2019T00152-Panneaux Photo-Dion/Pagn	120,14	0,00	0
16/07/2021	ACQUISITION DE 22 NOUVELLES LICENCES MIC	4 989,60	0,00	2
16/07/2021	FAUTEUIL HAG SOFIMESH AVEC ACCOUDOIRS ET	1 363,00	0,00	10
16/07/2021	M.ord2019T00152-Panneaux Photo-Dion/Pagn	13 127,40	0,00	0
16/07/2021	M.ord2021T00400-Aménagt carrefour Lecler	7 425,50	0,00	0
16/07/2021	MBC2019S00400-Disques durs - Sce Compta	582,00	0,00	1
16/07/2021	MBC2019S00400-Achat PC+2disques-Sce Educ	1 190,40	0,00	2
16/07/2021	MBC2019S00400-Switch/Câbles-Maison FS	117,59	0,00	1
16/07/2021	2 souris pour la RH / 1 pour le stock/ 1	126,00	0,00	1
23/07/2021	Fact. N°1123 30/06/2021	3 000,00	0,00	0
23/07/2021	RECTIFICATION PARUTION DU 14 07 2021 POU	122,82	0,00	0
23/07/2021	4 TRAVAUX DE CLIMATISATION POUR L ECOLE	13 632,00	0,00	0
23/07/2021	4 TRAVAUX DE CLIMATISATION POUR L ECOLE	14 112,00	0,00	0
23/07/2021	Fact. N°003729 23/06/2021	722,57	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
23/07/2021	ACHAT D UN ORDINATEUR PORTABLE ASUS X509	855,00	0,00	6
23/07/2021	MBC18.05-Réfection placette 4-Les Cannon	28 904,69	0,00	0
23/07/2021	MBC18.05-Reprise revétem-Rte Portugaises	23 199,96	0,00	0
23/07/2021	MBC18.05-Agrandissemt Plateau-Pont neuf	9 925,82	0,00	0
23/07/2021	MBC18.05-Création 2eme plateau-Pont neuf	9 982,72	0,00	0
29/07/2021	PARUTION DU 14 07 2021 POUR LES TRAVAUX	161,36	0,00	1
29/07/2021	TABLES ET CHAISES POUR L ECOLE CASSINI MO	1 058,76	0,00	10
03/08/2021	TRAVAUX DE REMPLACEMENT POTEAU INCENDIE	5 204,00	0,00	5
03/08/2021	PACK WC A POSER POUR POLARD DEVIS	94,90	0,00	1
03/08/2021	Fact. N°NH1123 30/06/2021	0,00	0,00	5
03/08/2021	NOTE D HONORAIRES 1124	8 280,00	0,00	5
06/08/2021	Fact. N°AN84542 21/07/2021	0,00	0,00	0
06/08/2021	Fact. N°AN84542 21/07/2021	0,00	0,00	0
06/08/2021	Fact. N°AN84542 21/07/2021	10 347,60	0,00	0
09/08/2021	REFRIGERATEUR 1 PORTE VALBERG 1D 299 F W	229,00	0,00	1
13/08/2021	FAUTEUIL DE BUREAU INTERSTUHL 139RS TISS	355,62	0,00	1
13/08/2021	Etude faisabilité poste PM	4 020,00	0,00	5
13/08/2021	CHARIOT LAVAGE+COUVERCLE SUPPORT POUR LE	382,80	0,00	1
19/08/2021	ACHAT D UN ADOUCISSEUR POUR L ECOLE PAGN	312,00	0,00	1
19/08/2021	AMO aménagement local archives	3 840,00	0,00	0
19/08/2021	M.ord2021F00600-Remplacement alarme	18 000,00	0,00	0
24/08/2021	Fact. N°180510 19/08/2021	834,00	0,00	0
24/08/2021	ACHAT DE 2 PC PORTABLE HP POUR LA RHDEVI	2 820,00	0,00	2
24/08/2021	ABRI ET TABLE POUR ACCUEIL JEUNESDEVIS 2	79,80	0,00	1
26/08/2021	MBC2019S00400-Achat PC - Sce courrier	1 082,40	0,00	2
26/08/2021	ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE LA	1 014,00	0,00	6
01/09/2021	SUBVENTION FACADE 2021	4 445,00	0,00	0
02/09/2021	ACHAT D UNE PLATEFORME INDIVIDUELLE POUR	2 730,00	0,00	6
02/09/2021	PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L AVENUE GENERAL L	6 816,00	0,00	5
02/09/2021	ACHAT D UN ASPIRATEUR POUR L ECOLE ELEME	162,00	0,00	1
02/09/2021	Fact. N°2021003575 31/08/2021	672,00	0,00	6
02/09/2021	M.ord2021S00200-MMO aménagemt poste PM	3 672,00	0,00	0
02/09/2021	1 câble + 1 disque dur + sacoche RH	273,60	0,00	1
02/09/2021	1 disque dur Mme Richard/1 disque dur +	556,80	0,00	1
10/09/2021	Réfection de voirie et trottoirs en enro	82 603,61	0,00	0
10/09/2021	M.ord2021T00400-Aménagt carrefour Lecler	2 520,56	0,00	0
10/09/2021	Création 2 ralentisseurs-Lot LOTIRAMA	4 385,74	0,00	0
10/09/2021	Fact. N°84210176 28/05/2021	12 157,99	0,00	0
14/09/2021	CLE PASSE POUR REMPLACEMENT CASSINI ET P	1 107,78	0,00	6
14/09/2021	ACHAT D UNE CLIMATISATION BUREAU DE MME	0,00	0,00	0
14/09/2021	Remplacement caméra dôme mobile C08-Pl d	3 948,61	0,00	0
14/09/2021	ACHAT D UNE CLIMATISATION BUREAU DE MME	1 354,40	0,00	0
17/09/2021	ACHAT D UNE VITRINE EXTERIEURE FOND META	204,85	0,00	1
17/09/2021	TRAVAUX DE POTEAU D INCENDIS PLACE JEAN	3 768,00	0,00	0
22/09/2021	ACHAT ET MISE EN PLACE D UN POTEAU INCEN	4 008,00	0,00	0
14/10/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
14/10/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
14/10/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
14/10/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
14/10/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
14/10/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
18/10/2021	SUBVENTION VELE ELECTRIQUE 2021	100,00	0,00	1
20/10/2021	4 INSERTIONS DANS LES JOURNAUX D ANNONCE	1 713,36	0,00	5
20/10/2021	Fact. N°2021 09 661 24/09/2021	5 940,00	0,00	5
20/10/2021	BUREAU DROIT CORIAL POUR MME BYWALEC A	535,40	0,00	1
20/10/2021	ACHAT DE TABLE LIFETIME POUR LA VIE ECOD	2 124,00	0,00	6
20/10/2021	Fact. N°707 20/09/2021	1 140,00	0,00	0
22/10/2021	Honoraire n°2 BET -Chauf Mairie Annexe	480,00	0,00	1
22/10/2021	VESTIAIRE PRIMO MONOBLOC IP2DEVIS N° F/D	180,24	0,00	1
22/10/2021	REMPLACEMENT PI DEFFECTUEUXAVENUE DU PRE	4 142,40	0,00	0
22/10/2021	ACQUISITION D UN PC FIXE POUR MR BOUSQUE	974,40	0,00	2
22/10/2021	ACHAT D UN PC FIXE HP PRODESK 400 G7 WIN	943,20	0,00	2
22/10/2021	MBC2019S00400-Remplacement disque dur Mm	202,80	0,00	1
22/10/2021	Achat écran pour la RH, clavier pour les	395,40	0,00	1
27/10/2021	ACQUISITION FONCIER NON BATI DE LA GARE	85 000,00	0,00	0
27/10/2021	ACQUISITION FONCIER NON BATI DE LA GARE	27 320,00	0,00	0
27/10/2021	FAUTEUIL DE BUREAU POUR MME BYWALEC A LA	274,91	0,00	1
27/10/2021	ACHAT DE GRILLES EXPOS AVEC 2 PIEDS POUR	1 320,00	0,00	6
27/10/2021	RENOVATION ET MISE EN CONFORMITE DU SYST	54,00	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
27/10/2021	MISE EN PLACE RADIATEUR NEUFDEVIS N° D20	1 099,00	0,00	0
27/10/2021	Remplacement Écran - Fabienne LO	182,40	0,00	1
29/10/2021	MBC2020S00500 - Remplacement extincteur	553,08	0,00	1
29/10/2021	MBC2020S00500 - Remplacement extincteurs	383,68	0,00	5
29/10/2021	Remplacement extincteur - Maternelle Mar	1 025,01	0,00	5
03/11/2021	REGISTRE ELECTRONIQUE POUR LE SERVICE UR	360,00	0,00	1
03/11/2021	SIEGE CAPISCO POUR MME SIINO GRHDEVIS DE	1 203,38	0,00	10
03/11/2021	ACHAT D UNE BALAYEUSE/AUTO LAVEUSE POUR	1 550,88	0,00	10
03/11/2021	PUBLICATION POUR L AMENAGEMENT D UN LOCA	54,00	0,00	0
03/11/2021	M.ord2019S01600-MMO ext. bibliothèque 1	5 073,92	0,00	0
03/11/2021	M.ord2019S01600-MMO ext. bibliothèque MO	4 416,13	0,00	0
03/11/2021	M.ord2019S01600-MMO ext. bibliothèque BU	2 539,57	0,00	0
03/11/2021	M.ord2019S01600-MMO ext. bibliothèque Mo	2 197,14	0,00	0
03/11/2021	ACHAT TERMINAL 80395 ALCATEL 8039s POUR	362,41	0,00	1
05/11/2021	ARMOIRE A PHARMACIE POUR L ECOLE PRIMAIR	101,05	0,00	1
05/11/2021	PUBLICATION POUR ATTRIBUTION TRAVAUX D E	264,86	0,00	0
12/11/2021	Remplacement disque dur du serveur NAS +	174,60	0,00	1
17/11/2021	PROGRAMMATION ET AMO QE EN VUE DE LA REA	16 104,00	0,00	5
17/11/2021	Achat 3 cuves 2 places	6 156,00	0,00	0
17/11/2021	ABRI ET TABLE POUR ACCUEIL JEUNESDEVIS 2	1 095,00	0,00	10
17/11/2021	ACQUISITION D UN NOUVEAU POSTE DE TRAVAI	943,20	0,00	2
17/11/2021	M.ord2021T00400-Aménagt carrefour Lecler	16 108,29	0,00	0
17/11/2021	M.ord2021T00400-Carrefour Leclerc/Feux t	22 172,14	0,00	0
19/11/2021	ARMOIRE A BALAIS POUR STADE ACENSI+CHAIR	1 015,20	0,00	6
24/11/2021	PLAN TOPOGRAPHIQUEDEVIS N° D21101186	3 306,00	0,00	5
24/11/2021	ACHATS DE MATERIELS (SIEGE+CHEVALET DE P	318,51	0,00	1
24/11/2021	ACHAT TABLES+BANCS POUR L ACCUEIL JEUNES	466,37	0,00	1
24/11/2021	Fact. N°A-3182 28/02/2021	1 440,00	0,00	0
24/11/2021	REMPLACEMENTS DE 3 POTELETS PLACE JEAN J	3 298,80	0,00	0
26/11/2021	MBC2020S00500-Rempl extin-Folard	1 354,16	0,00	1
26/11/2021	MBC2020S00500-Remplacement extincteur-ST	1 231,39	0,00	1
03/12/2021	TRAVAUX DE CHEMINEMENT DOUX AVENUE DU GE	4 800,00	0,00	5
03/12/2021	ACHAT D UNE BALANCE ELECTRONIQUE VALOR 2	223,20	0,00	1
03/12/2021	ACHAT D UNE PLAQUE MURALE POUR OMNISPORT	408,00	0,00	1
03/12/2021	ACHAT DE CHENE MASSIF POUR FABRICATION D	572,20	0,00	6
03/12/2021	FABRICATION D UN BANC MOBILIER URBAIN PO	576,60	0,00	6
08/12/2021	HONORAIRES MISSION D ETUDE TECHNIQUE POU	3 120,00	0,00	5
08/12/2021	M.ord2021S00300-Schèma de mobilité TF	9 870,00	0,00	5
08/12/2021	PROGRAMMATION DE CODES ALARMES OU DE BAD	2 160,00	0,00	0
08/12/2021	Fact. N°20210819 01/12/2021	617,40	0,00	0
08/12/2021	Fact. N°F21185 24/11/2021	540,00	0,00	0
10/12/2021	Fact. N°FA000008648 18/06/2021	4 680,00	0,00	6
15/12/2021	ACHAT DE PORTE MANTEAU SUR ROULETTES+INS	265,20	0,00	1
15/12/2021	BARRIERE OPERA 1M GALVA ET 1,50M GALVA +	1 279,87	0,00	0
17/12/2021	INSTALLATION D UNE CENTRALE INCENDIE POU	0,00	0,00	0
17/12/2021	PETIT EQUIPEMENT POUR LA MATERNELLE PAGN	210,30	0,00	1
17/12/2021	INSTALLATION D UNE CENTRALE INCENDIE POU	20 282,08	0,00	0
17/12/2021	TRAVAUX DE FIBRE OPTIQUE POUR L ECOLE PA	13 200,00	0,00	2
20/12/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
20/12/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
20/12/2021	SUBVENTION ACHAT VELO ELECTRIQUE	100,00	0,00	1
31/12/2021	TRAVAUX REGIE 2021 WC CLOTURE CASSINI	6 071,38	0,00	0
31/12/2021	TRAVAUX REGIE 2021 WC PMR PERDIGUIER	1 538,31	0,00	0
31/12/2021	TRAVAUX REGIE 2021 BUNGALOW WC PMR	7 457,77	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		964 824,17	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
08/06/2021	TERRAIN AL250 VENTE A LANDERT INVENTAIRE 2012279	145 000,00	0	0,00	145 000,00	144 000,00	-1 000,00
08/06/2021	CESSION BD 506 LES MOUTTES HAUTES A MANAIS	0,00	0	0,00	0,00	16 060,00	16 060,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**145 000,00**					**15 060,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-16 060,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	160 060,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	145 000,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**7 220,46**	
60632	Petites fournitures réfection bungalow + WC PMR + création clôture Boule Dorée	3 866,77	
60632	Petites fournitures aménagement sanitaires PMR gymnase Perdiguier	474,31	
60632	Petites fournitures aménagement sanitaires école Cassini + clôture	2 879,38	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**7 847,00**	
64111	Masse salariale réfection bungalow + WC PMR + création clôture Boule Dorée	3 591,00	
64111	Masse salariale aménagement sanitaires PMR gymnase Perdiguier	1 064,00	
64111	Masse salariale aménagement sanitaires école Cassini + clôture	3 192,00	
72	***Travaux en régie***		***15 067,46***
722	*Travaux en régie*		*15 067,46*
TOTAL GENERAL		**15 067,46**	**15 067,46**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***15 067,46***
21312	*WC Clôture Cassini*	*6 071,38*
21318	*Bungalow WC PMR*	*7 457,77*
21318	*WC PMR Perdiguier*	*1 538,31*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**15 067,46**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	15 067,46
Recettes réelles de fonctionnement	9 765 954,23
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,15 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**432 000,00**	**129 323,13**											**6 115,88**	**33 653,29**
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2006	P		SFIL	185 000,00	60 507,86	4,00	A	F	Taux fixe à 4,6 %	4,600	F	Taux fixe à 4,6 %	4,587	A-1	EUR	3 268,79	10 552,82
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2008	P		DEXIA CL	130 000,00	17 914,66	1,33	T	F	Taux fixe à 5,14 %	5,240	F	Taux fixe à 5,14 %	5,129	A-1	EUR	1 283,00	11 202,68
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2015	P		CREDIT AGRICOLE	117 000,00	50 900,61	3,83	T	F	Taux fixe à 2,68 %	2,707	F	Taux fixe à 2,68 %	2,673	A-1	EUR	1 564,09	11 897,79
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**3 380 359,24**	**1 643 783,34**											**27 987,02**	**140 311,04**
GRAND DELTA HABITAT	1990	P		CDC	1 693 361,92	351 127,53	3,75	A	V	Livret A + 1,2	5,800	V	Livret A + 1,2	1,696	A-1	EUR	7 371,92	82 514,79
GRAND DELTA HABITAT	2005	P		C.I.L.	109 858,00	42 729,91	8,34	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,998	A-1	EUR	472,46	4 515,83
GRAND DELTA HABITAT	2005	P		C.I.L.	256 334,00	103 432,73	8,34	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,500	F	Taux fixe à 1,5 %	1,497	A-1	EUR	1 711,39	10 660,17

MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON - BUDGET VILLE - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
GRAND DELTA HABITAT	2017	P		CDC	241 129,73	218 749,55	33,75	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,546	A-1	EUR	3 462,49	4 637,15
GRAND DELTA HABITAT	2018	P		CDC	509 451,99	462 446,91	28,83	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,546	A-1	EUR	7 354,97	12 067,58
GRAND DELTA HABITAT	2018	P		CDC	570 223,60	465 296,71	18,75	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,546	A-1	EUR	7 613,79	25 915,52
TOTAL GENERAL					**3 812 359,24**	**1 773 106,47**											**34 102,90**	**173 964,33**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

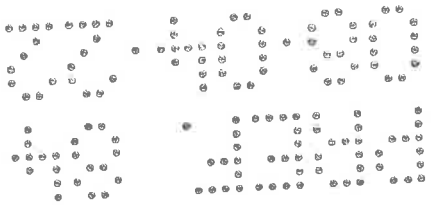
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	39 769,17
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	659 010,98
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**698 780,15**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**30 488 407,32**
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**6,38**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
Association	199 718,00	
Entreprises		
Personnes physiques		
Administrés	1 400,00	
Soliha 84	4 445,00	
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
Centre communal d'action social	465 535,00	
TOTAL GENERAL	**671 098,00**	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**41,00**	**0,80**	**41,80**	**35,80**	**0,00**	**35,80**
Adjt adm	C	11,00	0,00	11,00	10,00	0,00	10,00
Adjt adm Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	9,00	0,00	9,00
Adjt adm Pal 2Cl	C	5,00	0,80	5,80	5,80	0,00	5,80
Attaché	A	5,00	0,00	5,00	1,00	0,00	1,00
Attaché Pal	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Rédacteur	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**54,00**	**3,40**	**57,40**	**48,90**	**0,00**	**48,90**
Adjt tech	C	21,00	2,60	23,60	18,10	0,00	18,10
Adjt tech Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Adjt tech Pal 2Cl	C	6,00	0,80	6,80	5,80	0,00	5,80
Agent maitrise	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Agent maitrise Pal	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Ingénieur Pal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**13,00**	**0,00**	**13,00**	**12,00**	**0,00**	**12,00**
ATSEM Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	9,00	0,00	9,00
Educateur Jeunes Enfants	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**
Auxiliaire puér ppal 1cl	C	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Auxiliaire puér ppal 2cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Adjt du patrimoine ppal 2Cl	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		**11,00**	**0,70**	**11,70**	**10,70**	**0,00**	**10,70**
Adjt ter anim Pal 2Cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjt ter animation	C	6,00	0,70	6,70	6,70	0,00	6,70
Animateur	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Animateur Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**12,00**	**0,00**	**12,00**	**10,00**	**0,00**	**10,00**
Brigadier-chef Pal	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Chef de police	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Chef service PM Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**140,00**	**4,90**	**144,90**	**125,40**	**0,00**	**125,40**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

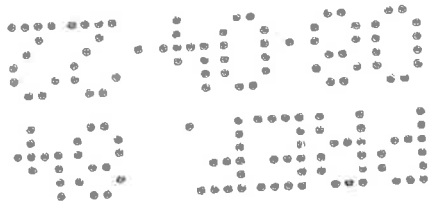
(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjt tech	C	TECH	354	0,00	3-b	CDD
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	3-b	CDD
Adjt tech	C	TECH	525	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	3-a°	CDD
Attaché	A	ADM	821	0,00	110	CDD
Auxiliaire puér CI N	C	MS	367	0,00	3-a°	CDD
Puér CIN	A	MS	489	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur	B	ADM	379	0,00	3-a°	CDD
Vacataire	A	ADM	638	0,00	3-3-1°	A Autres contrats
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

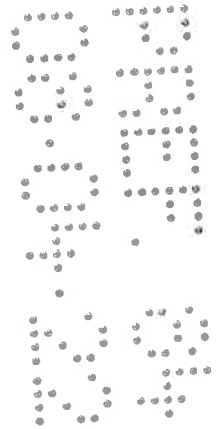
(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
FAVRE-SECOND Jeanine	Les bases des marchés publics
GIAMO Gilles	Elu-e d'opposition - Initiale
PRAT Catherine	Maîtriser les règles du CCAS/ CIAS

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
-	COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE		CNR	223,30
-	CREDIT AGRICOLE		CRCA	285,00
-	RESIDENCE SAINT ANDRE		SAEML	275 902,23
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	GRAND DELTA HABITAT		SA HLM	1 643 783,34
-	RESIDENCE SAINT ANDRE		SAEML	129 323,13
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DU GRAND AVIGNON	12/12/1994	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			
SYNDICAT D ELECTRIFICATION	24/01/1963		0,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 190 429,03	1 442 443,45	891 545,98	1 856 439,60
RECETTES	4 190 429,03	1 410 750,19	121 808,00	2 657 870,84
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	11 157 558,86	9 050 098,78	0,00	2 107 460,08
RECETTES	11 157 558,86	9 782 021,69	0,00	1 375 537,17

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 190 429,03	1 442 443,45	891 545,98	1 856 439,60
RECETTES	4 190 429,03	1 410 750,19	121 808,00	2 657 870,84
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	11 157 558,86	9 050 098,78	0,00	2 107 460,08
RECETTES	11 157 558,86	9 782 021,69	0,00	1 375 537,17
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	15 347 987,89	10 492 542,23	891 545,98	3 963 899,68
TOTAL GENERAL DES RECETTES	15 347 987,89	11 192 771,88	121 808,00	4 033 408,01

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 190 429,03	1 442 443,45	891 545,98	1 856 439,60
RECETTES	4 190 429,03	1 410 750,19	121 808,00	2 657 870,84
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	11 157 558,86	9 050 098,78	0,00	2 107 460,08
RECETTES	11 157 558,86	9 782 021,69	0,00	1 375 537,17
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	15 347 987,89	10 492 542,23	891 545,98	3 963 899,68
TOTAL GENERAL DES RECETTES	15 347 987,89	11 192 771,88	121 808,00	4 033 408,01

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

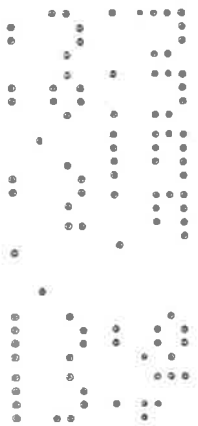
Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .



Liste des biens en stock détenus au 31-12-2021

Garant	Libellé convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	Convention d'intervention foncière en habitat complexe sur le site Jean Monnet	31/12/2023

Commune	Libellé de l'opération	Code Convention	N° Acquisition	Date de l'acte	Montant Acte	N° Cession	Montant cédé	Date cession	Montant en stock
MORIERES-LES-AVIGNON	Jean Monnet	CF849210O	001391	16/09/2016	400 000,00		0,00		400 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Jean Monnet	CF849210O	001423	01/07/2016	280 000,00		0,00		280 000,00
Total					680 000,00		0,00		680 000,00

Garant	Libellé convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Les Sumelles en phase réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Code Convention	N° Acquisition	Date de l'acte	Montant Acte	N° Cession	Montant cédé	Date cession	Montant en stock
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	000111	19/02/2007	150 000,00		0,00		150 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	000130	19/02/2007	150 000,00		0,00		150 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	000428	15/10/2009	42 000,00		0,00		42 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001188	30/03/2015	320 000,00		0,00		320 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001494	01/02/2017	78 000,00		0,00		78 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001540	04/07/2017	315 584,00		0,00		315 584,00

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001616	19/12/2017	233 280,00		0,00		233 280,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001648	16/03/2018	240 000,00		0,00		240 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001650	16/03/2018	1 520,00		0,00		1 520,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001709	17/07/2018	350 000,00		0,00		350 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001754	27/09/2018	55 360,00		0,00		55 360,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001762	20/10/2018	76 000,00		0,00		76 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002067	11/06/2020	129 440,00		0,00		129 440,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002181A	13/11/2020	16 800,00		0,00		16 800,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002181B	30/11/2021	40 162,50		0,00		40 162,50
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002344	15/07/2021	2 128,00		0,00		2 128,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002345	15/07/2021	416,00		0,00		416,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002388	29/03/2021	56 962,50		0,00		56 962,50
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002406	29/03/2021	572 250,00		0,00		572 250,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002408	29/03/2021	714 560,00		0,00		714 560,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002435	25/11/2021	200 060,00		0,00		200 060,00
Total					3 744 523,00		0,00		3 744 523,00

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Liste des biens en stock détenus au 31-12-2021

Garant	Libellé convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site République en phase impulsion-réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Code Convention	N° Acquisition	Date de l'acte	Montant Acte	N° Cession	Montant cédé	Date cession	Montant en stock
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001357	21/03/2016	495 000,00		0,00		495 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001377	17/08/2016	276 032,00		0,00		276 032,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001523	24/05/2017	508 000,00		0,00		508 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001524	24/05/2017	520 000,00		0,00		520 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001749	27/09/2018	280 350,00		0,00		280 350,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001846	21/03/2019	162 700,00		0,00		162 700,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001908	21/08/2019	152 000,00		0,00		152 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001952	29/10/2019	209 000,00		0,00		209 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	002320	29/06/2021	170 000,00		0,00		170 000,00
Total					2 773 082,00		0,00		2 773 082,00

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Etat du montant des dépenses en stock au 31/12/2021

Garant	N° Convention	Libellé Convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	CF849210O	Convention d'intervention foncière en habitat complexe sur le site Jean Monnet	31/12/2023

Commune	Libellé de l'opération	Compte comptable	Montant en stocks
MORIERES-LES-AVIGNON	Jean Monnet	Coût d'achat	680 000,00
		Frais d'acquisition	418 356,26
		Frais d'études	5 200,00
		Travaux	7 156,95
		Frais de gestion	11 712,26
		Total Jean Monnet	**1 122 425,47**
		Total	**1 122 425,47**

Garant	N° Convention	Libellé Convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	CF849297O	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site République en phase impulsion-réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Compte comptable	Montant en stocks
MORIERES-LES-AVIGNON	République	Coût d'achat	2 773 082,00
		Frais d'acquisition	90 753,53
		Frais d'études	31 928,07
		Travaux	20 436,41
		Frais de gestion	14 640,62
		Total République	**2 930 840,63**
		Total	**2 930 840,63**

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Etat du montant des dépenses en stock au 31/12/2021

Garant	N° Convention	Libellé Convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	CF849298O	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Les Sumelles en phase réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Compte comptable	Montant en stocks
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	Coût d'achat	3 744 523,00
		Frais d'acquisition	260 083,43
		Frais d'études	94 560,41
		Travaux	60 408,06
		Impôts fonciers	12 894,55
		Frais de gestion	111 481,92
	Total Les Sumelles		4 283 951,37
	Total		4 283 951,37

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Commune
MORIÈRES-LES-AVIGNON

Type acte
Acquisition

N° Acte	N° convention	N° Site	Site	Date Acte	Montant Acte HT	Adresse	Parcelles	Vendeur / Acquéreur	Mode Acquisition
0021818	CF849297O	84MOR02	République	30/11/2021	40 162,50	445 Rue Jean Bouin - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AH 319 (moitié indivise)	84081-AH0319	Cts BAS	Expropriation
002320	CF849297O	84MOR007	République	29/06/2021	170 000,00	Lieu-dit Village - 84310 MORIERES-LES-AVIGNONS - Parcelles AM 6 & AM 7	84081-AM0006 / 84081-AM0007	ALLIAUD	Amiable
002344	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	15/07/2021	2 128,00	410 Rue Léo Lagrange - 84310 MORIERES-LES-AVIGNON - Parcelles AC 227 & AC 229	84081-AC0227 / 84081-AC0229	FIMALOZ	Expropriation
002345	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	15/07/2021	416,00	410 Rue Léo Lagrange - 84310 MORIERES-LES-AVIGNON - Parcelle AC 423	84081-AC0423	Cts ANSELME - FIMALOZ	Expropriation
002388	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	29/03/2021	56 962,50	445 Rue Jean Bouin - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AH 319 (moitié indivise)	84081-AH0319	BAS Yasar	Expropriation
002406	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	29/03/2021	572 250,00	Lieudit Bois Vallon - - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AE 334	84081-AE0334	BERNARD Louis	Expropriation
002408	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	29/03/2021	714 560,00	Lieudit Clos de Mascaron - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AH 9 / 10 / 11 / 178 / 179	84081-AH0009 / 84081-AH0010 / 84081-AH0011 / 84081-AH0178 / 84081-AH0179	VIUDES Isabelle	Expropriation
002435	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	25/11/2021	200 060,00	Bois DU VALLON - 84310 MORIERES-LES-AVIGNON - Parcelle AD 430	84081-AD0430	GIROUSSE	Expropriation
Total					1 756 539,00				

ETAT DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS IMMOBILIERES 2021
CA 2021

(Commune de plus de 3 500 habitants)

DESIGNATION DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRE	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	IDENTITE DU CESSIONNAIRE	CONDITION DE LA CESSION	MONTANT
CESSION DE PARCELLE	LES MOUTTES BASSES	BD 506		COMMUNE	SARL MANAIS	A TITRE ONEREUX	16 060 €
CESSION DE PARCELLE	158 RUE LOUIS GROS	AI 395		COMMUNE	M. TRANCHAT	A TITRE ONEREUX	70 200 €
CESSION DE PARCELLE	1 RUE LOUIS PASTEUR	AM 157		COMMUNE	SCI GLLR	A TITRE ONEREUX	69 600 €



Etat des reports

Budget	AA - BUDGET VILLE
Collectivité	1 - MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON
Exercice	2021
Filtre	[Report] = "Oui"

Etat des Restes à Réaliser - dépenses d'investissement 2021 arrêtées à la somme de huit cent quatre vingt onze mille cinq cent quarante cinq euros et 98 Ct (891 545,98 €)

Etat des Restes à Réaliser - recettes d'investissement 2021 arrêtées à la somme de cent vingt et un mille huit cent huit euros et 00 Ct (121 808,00 €)

Etabli en 2 exemplaires originaux,

A Morières-les-Avignon,

le 11 Janvier 2022

Le Maire,

Grégoire SOUQUET

Daniel LEROY
Inspecteur divisionnaire
des finances publiques hors classe

Berger Levrault

Etat des reports

Etat des reports

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	Ligne Engagement (Num.)	Mt reporté N+1
I - Investissement								1 013 353,98 €
	D - Dépense							891 545,98 €
		20 - Immobilisations incorporelles						31 991,76 €
			202	VIDAL CONSULTANT	2101250	M.ord17.11-Révision du PLU	1	7 140,00 €
			2031	DITEC INGENIERIE	2102825	HONORAIRES POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEM	1	3 360,00 €
			2031	CAUE VAUCLUSE	2102798	ETUDE PRELIMINAIRE D AMENAGEMENT DU PARC	1	3 000,00 €
			2031	BET USCLAT	2102830	HONORAIRES MISSION D ETUDE TECHNIQUE POU	2	2 280,00 €
			2031	SDP CONSEILS	2102827	PROJET D AMENAGEMENT DU SITE LES SUMELLE	1	4 860,00 €
			2031	CITEO INGENIERIE	2100325	ETUDE HYDRAULIQUE POUR L AMENAGEMENT DU	1	3 510,00 €
			2051	ABELIUM COLLECTIVITES	2101842	AUDIT DOMINOWEB POUR LE GUICHET UNIQUE	1	4 434,00 €
			2051	VOTREAPPLI.FR	2100647	DEVELOPPEMENT D UNE APPLICATION MOBILE P	1	3 060,00 €
			2051	ACTIS INNOVATION	2102334	ACQUISITION D UNE LICENCE ADOBE CREATIVE	1	347,76 €
		21 - Immobilisations corporelles						805 478,22 €
			21316	VALLIS CLAUSA ROBERT	2101741	MBC2021F00980 - Achat d'un columbarium	1	4 500,00 €
			21318	NOUVOSOL	2102674	M.ord2021T01508 - Carrelages biblio	1	14 348,64 €
			21318	BRES PEINTURE	2102472	M.ord2021T01406-Peinture archives	1	1 773,38 €
			21318	SYSTEM ETANCHEITE	2102668	M.ord2021T01502 - Etanchéité biblio	1	24 622,51 €
			21318	AASCO	2102829	TRAVAUX D EXTENSION ET DE REAMENAGEMENT	1	2 469,60 €
			21318	ZEDAC	2102702	TRAVAUX DE MISE EN SECURITE SUITE RAPPOR	1	5 478,00 €
			21318	ASM ATELIER SERRURERIE	2102705	TRAVAUX DE REMPLACEMENT POUR UNE PORTE M	1	1 752,00 €
			21318	INEO INFRACOM	2102791	MBC2019S00700 - Remplacement antenne rad	1	786,00 €
			21318	PAYAN	2100964	M.ord2021S00200-MMO aménagemt poste PM	2	33 048,00 €

Berger Levrault

Etat des reports

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	Ligne Engagement (Num.)	Mt reporté N+1
			21318	BERSAM TELEPHONE	2102676	M.ord2021T01510 - Electricité biblio	1	34 780,80 €
			21318	EPSI	2102074	COORDONATEUR SECURITE TRAVAUX AMENAGEMEN	1	1 817,60 €
			21318	NICOBAT	2102467	M.ord2021T01401 - Maçonnerie archives	1	13 138,80 €
			21318	BE2TL	2100990	M.ord2019S01600-MMO ext bibliothèque BE	2	1 517,77 €
			21318	ART DES SOLS	2102471	M.ord2021T01405- Revêtements scellés arch	1	2 490,98 €
			21318	ZEDAC	2102706	TRAVAUX DE REMPLACEMENT MOTORISATION DE	1	1 357,20 €
			21318	CVI	2102042	M.ord2021T01300- Rénov.chauf TO Annexe	1	1 560,00 €
			21318	TREE LOGIS	2100548	ISOLATION DE COMBLES DIVERS BATIMENTS D	1	6 327,87 €
			21318	INDIGO BATIMENT	2102671	M.ord2021T01505 - Façade biblio	1	11 407,27 €
			21318	RP MACONNERIE	2102665	M.ord2021T01501 - Gros oeuvres biblio	1	139 492,48 €
			21318	CVI	2102041	M.ord2021T01300- Rénov.chauf Mairie Annex	1	85 704,00 €
			21318	SILVANO	2101982	REMPLACEMENT DE PORTE EN BOIS GYMNASE PE	1	20 328,00 €
			21318	METALLERIE PERRUT	2102670	M.ord2021T01504 - Serrurerie biblio	1	54 106,44 €
			21318	DELT AMIANTE	2102667	M.ord2021T01501 - Désamiantage biblio	1	5 780,00 €
			21318	MCN CONCEPT	2102675	M.ord2021T01509 - Peintures biblio	1	6 857,44 €
			21318	BET USCLAT	2100991	M.ord2019S01600-MMO ext. bibliothèque BU	2	3 948,73 €
			21318	COLOR PLAC	2102468	M.ord2021T01402-Platrerie archives	1	7 925,39 €
			21318	ZEDAC	2102703	TRAVAUX DE MISE EN SECURITE SUITE AU RAP	1	8 768,35 €
			21318	CVI	2102677	M.ord2021T01511 - CVC biblio	1	31 140,00 €
			21318	CYRIL LAPEYRE	2102678	M.ord2021T01511 - Plomberie biblio	1	8 040,00 €
			21318	MASFER SARL	2102669	M.ord2021T01503- Menuiseries extérieures	1	31 177,20 €
			21318	BASSEREAU	2102672	M.ord2021T01506 - Menuiseries bois bibli	1	17 349,24 €
			21318	ID D'ARCHI	2100989	M.ord2019S01600-MMO ext. bibliothèque 1	2	19 440,17 €

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	Ligne Engagement (Num.)	Mt reporté N+1
			21318	CABINET MORERE	2100992	M.ord2019S01600-MMO ext bibliothèque MO	2	6 781,96 €
			21318	SILVANO	2102470	M.ord2021T01404-Menuiseries archives	1	6 895,20 €
			21318	ISO 9	2102673	M.ord2021T01507 - plafrene biblio	1	25 559,60 €
			21318	ATOUT FER	2102469	M.ord2021T01403-Serrurerie archives	1	16 942,13 €
			21318	DEKRA INDUSTRIAL	2102826	CONTROLE TECHNIQUE POUR LES TRAVAUX D EX	1	5 611,20 €
			21318	SILVANO	2102704	TRAVAUX DE MISE AUX NORMES PMR AU GYMNAS	1	6 566,40 €
			2151	COLAS	2101369	TRAVAUX D AMELIORATION ET RESTRUCTURATIO	1	1 069,20 €
			2151	NEOTRAVAUX	2100959	M.ord2021T00400-Aménagt carrefour Leclerc	8	47 761,96 €
			2151	COLAS	2101368	TRAVAUX D AMELIORATION ET RESTRUCTURATIO	1	1 490,40 €
			2151	COLAS	2101370	TRAVAUX D AMELIORATION ET RESTRUCTURATIO	1	918,00 €
			2152	ADS DESIGN	2102438	ACHAT DE DECOR BLASON 2D MOTIF POTEAU SU	1	8 322,00 €
			21538	LUMI MAGS	2102018	MBC2019S00100-Remise en état éclairage e	1	1 929,60 €
			21538	LUMI MAGS	2101249	MBC2019S00100 - Fourniture et remplaceme	1	4 032,48 €
			21538	LUMI MAGS	2102019	MBC2019S00100-Remplacement 2 lanternes H	1	2 082,00 €
			21538	LUMI MAGS	2101164	MBC2019S00100 - Remplacement poteau eccl	1	4 068,00 €
			2161	JFL CREATION	2102022	FABRICATION D UN CERCLAGE DEVIS N° D202	1	1 483,04 €
			2161	EBENISTERIE LECOMMANDOUX	2101645	FABRICATION D UN BANC MOBILIER URBAIN PO	2	2 559,50 €
			2182	CONCESSIONNAIRE PEUGEOT	2102751	ACHAT D UN VEHICULE POUR LA POLICE MODEL	1	26 965,46 €
			2183	PSI	2102729	ACHATS DE TABLEAUX BLANC+ENCEINTES+INSTA	1	18 367,00 €
			2183	PSI	2102728	TABLEAU INTERACTIF ULTRA COURTE FOCALE A	1	2 110,80 €
			2183	ACTIS INNOVATION	2102619	MBC2019S00400 - Câble - Service Communic	1	45,60 €
			2183	ACTIS INNOVATION	2102007	REMPLACEMENT FIREWALL ET	2	879,12 €

Berger Levrault

L'AVENIR EST AUX VALEURS SÛRES

Etat des reports

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	Ligne Engagement (Num.)	Mt reporté N+1
			2183	ACTIS.INNOVATION	2102007	ABONNEMENT DE S	2	879,12 €
			2183	LACOSTE	2101678	ACHAT D UNE PLASTIFIEUSE FELLOWES LUNAR	1	53,90 €
			2183	PSI	2102729	ACHATS DE TABLEAUX BLANC+ENCEINTES+INSTA	2	7 346,60 €
			2184	SAONOISE DE MOBILIERS SDM	2102005	MOBILIER DIVERS POUR LA NOUVELLE CLASSE	1	1 535,74 €
			2188	XPERT FIXATION	2102721	ACHAT D UNE MEULEUSE+BATTERIE+CHARGEUR E	1	1 121,78 €
			2188	SAONOISE DE MOBILIERS SDM	2102446	ACHAT DE 2 TABLEAUX VELLEDA MURAL POUR L	1	315,77 €
			2188	WESCO SAS	2102447	ACHAT D UN MIROIR COLOR GRAND MODELE + P	1	272,70 €
			2188	YESSS ELECTRIQUE LE PONTET	2102805	RADIATEUR PALERME 2 BUREAU GRH DEVIS AV	1	365,12 €
		23 - Immobilisations en cours						53 076,00 €
			2313	ALBEDO	2102974	ORGANISATION D UN CONCOURS DE MAITRISE D	1	22 692,00 €
			2313	SYMBIOSE	2102826	PROJET D AMENAGEMENT DU SECTEUR LES SUME	1	14 280,00 €
			2313	ALBEDO	2101052	PROGRAMMATION ET AMO QE EN VUE DE LA REA	3	16 104,00 €
	R - Recette							121 808,00 €
		13 - Subventions d'investissement						121 808,00 €
			1321	ETAT	2103059	SOCLE NUMERIQUE ECOLES PAGNOLP CASSINIP	2	9 997,00 €
			1321	ETAT	2103059	SOCLE NUMERIQUE ECOLES PAGNOLP CASSINIP	1	15 703,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VSE	2103064	CONTRACT CD PART 2018	1	61 380,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VSE	2103063	CONTRACT CD PART 2017 AVENANT	1	34 728,00 €
							TOTAL DES MONTANTS	1 013 353,98 €

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-017

Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2021

Rapporteur : Jeanine FAVRE SECOND

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **24** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Jennifer HAMAIDE, Huguette SAINT JEAN, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Jade MORENAS, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Renée THOMAS est représenté (e) par Claudine BOISSEAU, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE,

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'affectation du résultat de fonctionnement de cet exercice budgétaire.

Constatant que le compte administratif 2021 présente un excédent de 2 254 121,45 €, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'affecter ce résultat comme il suit :

POUR MEMOIRE – AFFECTATION 2020		EUROS
Excédent antérieur reporté (Compte 002)	(a)	1 522 198,54
Excédent de fonctionnement capitalisé (Compte 1068)		178 317,84

RESULTATS 2021		
A - FONCTIONNEMENT RESULTAT DE L'EXERCICE : EXCEDENT	(b)	731 922,91
B-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser) RESULTAT CUMULE : DEFICIT		941 089,01
AFFECTATION DU RESULTAT 2021		
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT AU 31/12/2021	(a+b)	2 254 121,45
Affecté comme suit : o A l'exécution du virement à la section d'investissement – Capitalisation des excédents de fonctionnement – (compte 1068) o Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) (compte 002)		941 089,01 1 313 032,44
Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (ligne 001) - Dépenses		171 351,03

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **AFFECTE** le résultat de fonctionnement de l'exercice budgétaire 2021 comme indiqué ci-dessus.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-018 **Projet de budget primitif 2022 - Adoption**

Rapporteur : Jeanine FAVRE SECOND

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **24** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Jennifer HAMAIDE, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le projet de Budget Primitif 2022 a été établi en tenant compte des orientations budgétaires présentées au conseil municipal lors de sa séance du 1er mars dernier.

L'équilibre de ce projet de budget s'établit comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES :

- Charges à caractère général (chapitre 011)	2 598 975,00
- Charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012)	6 080 000,00
- Autres charges de gestion courante (chapitre 65)	1 056 542,00
- Charges financières (chapitre 66)	186 187,97
- Charges exceptionnelles (chapitre 67)	78 000,00
- Atténuations de produits (chapitre 014)	165 927,00
- Dépenses imprévues (chapitre 022)	115 644,47

	- Virement à la section d'investissement (chapitre 023)	1 021 090,00
	- Opé. D'ordre de transfert entre sections (chapitre 042)	301 000,00
	TOTAL	**11 603 366,44**
RECETTES :	- Excédent de fonctionnement reporté (chapitre 002)	1 313 032,44
	- Atténuations de charges (chapitre 013)	36 220,00
	- Produits des services et du Domaine (chapitre 70)	569 053,00
	- Impôts et taxes (chapitre 73)	7 464 277,00
	- Dotations et participations (chapitre 74)	1 671 536,00
	- Autres produits de gestion courante (chapitre 75)	149 800,00
	- Produits financiers (chapitre 76)	148,00
	- Produits exceptionnels (chapitre 77)	269 300,00
	- Opé. d'ordre de transfert entre sections (chapitre 042)	130 000,00
	TOTAL	**11 603 366,44**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES :	- Déficit d'investissement reporté (chapitre 001)	171 351,03
	- Dotations, Fonds divers et Réserves (chapitre 10)	0,00
	- Emprunts et dettes assimilées (chapitre 16)	1 491 344,77
	(dont opé. de remboursement sur ligne de trésorerie)	*970 565,00*
	- Immobilisations incorporelles (chapitre 20)	31 000,00
	- Subventions d'équipement versées (chapitre 204)	8 800,00
	- Immobilisations corporelles (chapitre 21)	2 410 936,00
	- Immobilisations en cours (chapitre 23)	1 650 080,00
	- Restes à réaliser 2021	891 545,98
	- Dépenses imprévues (chapitre 020)	44 203,23
	- Opé. d'ordre de transfert entre sections (chapitre 040)	130 000,00
	- Opérations patrimoniales (chapitre 041)	70 000,00
	TOTAL	**6 899 261,01**
RECETTES :	-Produits des cessions d'immobilisations (chapitre 024)	139 800,00
	- Dotations, Fonds divers et réserves (chapitre 10)	1 848 258,01
	- Subventions d'investissement (chapitre 13)	534 740,00
	- Emprunts et dettes assimilées (chapitre 16)	2 812 565,00
	(dont opérations de tirage sur ligne de trésorerie)	*970 565,00*
	- Restes à réaliser 2021	121 808,00
	- Immobilisations en cours (chapitre 23)	50 000,00
	- Virement de la section de fonctionnement (chapitre 021)	1 021 090,00
	- Opé. d'ordre de transfert entre sections (chapitre 040)	301 000,00
	- Opérations patrimoniales (chapitre 041)	70 000,00
	TOTAL	**6 899 261,01**

Le projet de Budget Primitif 2022 comprend, une estimation des dotations de l'Etat.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **ADOPTE** le Budget Primitif 2022 de la commune de Morières-lès-Avignon.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON (VAUCLUSE)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21840081000014

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget primitif (projet de budget)

voté par nature

BUDGET : BUDGET VILLE (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 25
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 29
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 30
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 35
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 37
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 38
A4 - Etat des provisions 39
A5 - Etalement des provisions 40
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 41
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 42
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 44
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 45
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 46
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) 47
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 50
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) 51
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 52
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) 56
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 57
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 58

D2 - Arrêté et signatures

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1207402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MAIRIE DE MORIERES LES AVIGNON BUDGET VILLE	BP (projet de budget) 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	8916
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	27
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DU GRAND AVIGNON	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
7635165	8186237	938,03	1101,60

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1153,12	926
2	Produit des impositions directes/population	635,36	507
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1139,56	1159
4	Dépenses d'équipement brut/population	559,93	309
5	Encours de dette/population	759,69	802
6	DGF/population	96,51	153
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0	0
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0	0
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0	0

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	11 603 366,44	10 290 334,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 313 032,44
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	11 603 366,44	11 603 366,44

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	5 836 364,00	6 777 453,01
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	891 545,98	121 808,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 171 351,03	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	6 899 261,01	6 899 261,01

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	18 502 627,45	18 502 627,45

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 729 796,96	0,00	2 598 975,00	0,00	2 598 975,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	4 939 565,90	0,00	6 080 000,00	0,00	6 080 000,00
014	Atténuations de produits	163 100,80	0,00	165 927,00	0,00	165 927,00
65	Autres charges de gestion courante	1 491 839,90	0,00	1 056 542,00	0,00	1 056 542,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**8 344 301,86**	**0,00**	**9 901 444,00**	**0,00**	**9 901 444,00**
66	Charges financières	181 334,00	0,00	186 187,97	0,00	186 187,97
67	Charges exceptionnelles	31 000,00	0,00	78 000,00	0,00	78 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	75 000,00		115 644,47	0,00	115 644,47
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**8 631 635,86**	**0,00**	**10 281 276,44**	**0,00**	**10 281 276,44**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*1 754 372,00*		*1 021 090,00*	*0,00*	*1 021 090,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*290 094,00*		*301 000,00*	*0,00*	*301 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***2 044 466,00***		***1 322 090,00***	***0,00***	***1 322 090,00***
	TOTAL	**10 676 101,86**	**0,00**	**11 603 366,44**	**0,00**	**11 603 366,44**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**11 603 366,44**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	10 220,00	0,00	36 220,00	0,00	36 220,00
70	Produits services, domaine et ventes div	485 882,00	0,00	569 053,00	0,00	569 053,00
73	Impôts et taxes	7 065 081,00	0,00	7 464 277,00	0,00	7 464 277,00
74	Dotations et participations	1 408 165,32	0,00	1 671 536,00	0,00	1 671 536,00
75	Autres produits de gestion courante	97 500,00	0,00	149 800,00	0,00	149 800,00
	Total des recettes de gestion courante	**9 066 848,32**	**0,00**	**9 890 886,00**	**0,00**	**9 890 886,00**
76	Produits financiers	155,00	0,00	148,00	0,00	148,00
77	Produits exceptionnels	46 900,00	0,00	269 300,00	0,00	269 300,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**9 113 903,32**	**0,00**	**10 160 334,00**	**0,00**	**10 160 334,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*40 000,00*		*130 000,00*	*0,00*	*130 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***40 000,00***		***130 000,00***	***0,00***	***130 000,00***
	TOTAL	**9 153 903,32**	**0,00**	**10 290 334,00**	**0,00**	**10 290 334,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 313 032,44**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**11 603 366,44**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 192 090,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

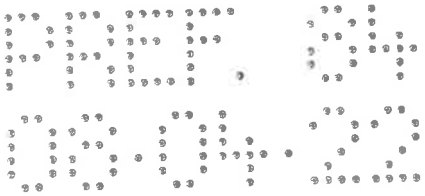
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	122 164,64	31 991,76	31 000,00	0,00	62 991,76
204	Subventions d'équipement versées	7 803,00	0,00	8 800,00	0,00	8 800,00
21	Immobilisations corporelles	1 693 031,15	806 478,22	2 410 936,00	0,00	3 217 414,22
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,96	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	470 003,00	53 076,00	1 650 080,00	0,00	1 703 156,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 292 995,79**	**891 545,98**	**4 100 816,00**	**0,00**	**4 992 361,98**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 500 180,28	0,00	1 491 344,77	0,00	1 491 344,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		44 203,23	0,00	44 203,23
	Total des dépenses financières	**1 500 180,28**	**0,00**	**1 535 548,00**	**0,00**	**1 535 548,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 793 176,07**	**891 545,98**	**5 636 364,00**	**0,00**	**6 527 909,98**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*40 000,00*		*130 000,00*	*0,00*	*130 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*70 000,00*	*0,00*	*70 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***40 000,00***		***200 000,00***	***0,00***	***200 000,00***
	TOTAL	**3 833 176,07**	**891 545,98**	**5 836 364,00**	**0,00**	**6 727 909,98**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	171 351,03

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	6 899 261,01

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	176 978,00	121 808,00	534 740,00	0,00	656 548,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	1 021 561,00	0,00	2 812 565,00	0,00	2 812 565,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	20 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	Total des recettes d'équipement	**1 218 539,00**	**121 808,00**	**3 397 305,00**	**0,00**	**3 519 113,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	385 511,00	0,00	907 169,00	0,00	907 169,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	178 317,84	0,00	941 089,01	0,00	941 089,01
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	144 000,00	0,00	139 800,00	0,00	139 800,00
	Total des recettes financières	**709 828,84**	**0,00**	**1 988 058,01**	**0,00**	**1 988 058,01**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 928 367,84**	**121 808,00**	**5 385 363,01**	**0,00**	**5 507 171,01**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*1 754 372,00*		*1 021 090,00*	*0,00*	*1 021 090,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*290 094,00*		*301 000,00*	*0,00*	*301 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*70 000,00*	*0,00*	*70 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 044 466,00***		***1 392 090,00***	***0,00***	***1 392 090,00***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		3 972 833,84	121 808,00	6 777 453,01	0,00	6 899 261,01
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					0,00
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					6 899 261,01

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	1 192 090,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 598 975,00		2 598 975,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 080 000,00		6 080 000,00
014	Atténuations de produits	165 927,00		165 927,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 056 542,00		1 056 542,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	186 187,97	*0,00*	186 187,97
67	Charges exceptionnelles	78 000,00	*0,00*	78 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*301 000,00*	301 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	115 644,47		115 644,47
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 021 090,00*	1 021 090,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**10 281 276,44**	***1 322 090,00***	**11 603 366,44**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**11 603 366,44**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 491 344,77	*0,00*	1 491 344,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	62 991,76	*0,00*	62 991,76
204	Subventions d'équipement versées	8 800,00	*0,00*	8 800,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 217 414,22	*40 000,00*	3 257 414,22
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 703 156,00	*70 000,00*	1 773 156,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*90 000,00*	90 000,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	44 203,23		44 203,23
Dépenses d'investissement – Total		**6 527 909,98**	***200 000,00***	**6 727 909,98**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**171 351,03**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 899 261,01**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	36 220,00		36 220,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	569 053,00		569 053,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*40 000,00*	40 000,00
73	Impôts et taxes	7 464 277,00		7 464 277,00
74	Dotations et participations	1 671 536,00		1 671 536,00
75	Autres produits de gestion courante	149 800,00	*0,00*	149 800,00
76	Produits financiers	148,00	*0,00*	148,00
77	Produits exceptionnels	269 300,00	*0,00*	269 300,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*90 000,00*	90 000,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**10 160 334,00**	***130 000,00***	**10 290 334,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 313 032,44**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**11 603 366,44**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	907 169,00	*0,00*	907 169,00
13	Subventions d'investissement	656 548,00	*0,00*	656 548,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	2 812 565,00	*0,00*	2 812 565,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*70 000,00*	70 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	50 000,00	*0,00*	50 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*252 100,00*	252 100,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*48 900,00*	48 900,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*1 021 090,00*	1 021 090,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	139 800,00		139 800,00
	Recettes d'investissement – Total	**4 566 082,00**	***1 392 090,00***	**5 958 172,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**941 089,01**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 899 261,01**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens remis en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**1 749 796,96**	**2 598 975,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	41 000,00	41 000,00	0,00
60612	Energie - Electricité	202 746,26	250 000,00	0,00
60618	Autres fournitures non stockables	75 000,00	75 000,00	0,00
60621	Combustibles	1 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	32 750,00	45 170,00	0,00
60623	Alimentation	153 750,00	170 900,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	37 150,00	37 000,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	106 367,00	113 110,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	17 000,00	20 000,00	0,00
60636	Vêtements de travail	12 746,00	9 600,00	0,00
6064	Fournitures administratives	7 350,00	14 000,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	44 000,00	39 000,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	3 500,00	23 050,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	61 600,00	342 060,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 200,00	200,00	0,00
6135	Locations mobilières	50 100,00	110 900,00	0,00
61521	Entretien terrains	45 000,00	45 000,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	73 500,00	65 000,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	6 000,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	60 000,00	101 000,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	25 000,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	6 500,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	23 210,00	31 360,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	54 400,00	38 350,00	0,00
6156	Maintenance	167 478,00	230 505,00	0,00
6161	Multirisques	19 000,00	21 200,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	1 100,00	6 000,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	58 000,00	52 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	8 700,00	12 000,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	7 790,00	11 380,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	55 500,00	53 430,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	2 000,00	0,00
6188	Autres frais divers	21 600,00	86 960,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	500,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	26 800,00	39 800,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	1 500,00	0,00
6228	Divers	30 400,00	45 170,00	0,00
6231	Annonces et insertions	10 300,00	5 500,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	63 050,00	163 020,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	26 550,00	38 500,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	2 400,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	18 000,00	25 700,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	3 600,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 500,00	9 000,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	16 679,70	24 500,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	36 000,00	48 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	980,00	1 200,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	6 700,00	7 100,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	20 000,00	32 000,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 800,00	9 000,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	1 000,00	700,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	2 000,00	21 000,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	15 000,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	16 500,00	24 610,00	0,00
63512	Taxes foncières	9 000,00	9 500,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**4 939 565,00**	**6 080 000,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	35 670,00	12 920,00	0,00
6331	Versement mobilité	55 000,00	57 285,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	15 000,00	17 864,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	29 000,00	44 153,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	8 500,00	8 593,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 409 000,00	3 110 045,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	35 000,00	50 265,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	520 000,00	515 718,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	453 817,00	830 458,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
64138	Autres indemnités non tit.	550,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	39 460,00	118 000,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	8 000,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	510 000,00	269 744,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	750 000,00	955 829,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	20 000,00	31 499,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	14 399,00	13 000,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	35 648,00	28 500,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	2 000,00	8 127,00	0,00
6488	Autres charges	6 525,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**103 109,00**	**165 927,00**	**0,00**
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	88 000,00	88 813,00	0,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	3 000,00	3 000,00	0,00
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	6 000,00	8 014,00	0,00
739118	Autres reversements de fiscalité	11 100,00	11 100,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	55 000,00	55 000,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 491 839,90**	**1 056 542,00**	**0,00**
6531	Indemnités	110 000,00	110 000,00	0,00
6532	Frais de mission	500,00	500,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	11 000,00	12 000,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	6 500,00	0,00
6535	Formation	10 000,00	10 000,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	5 000,00	0,00
6553	Service d'incendie	304 666,00	309 708,00	0,00
65548	Autres contributions	69 000,00	43 100,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	6 330,00	6 100,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	768 625,90	358 000,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	202 718,00	191 634,00	0,00
65888	Autres	4 000,00	4 000,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**8 344 301,86**	**9 901 444,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**181 334,00**	**186 187,97**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	182 382,56	187 200,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-3 549,35	-3 512,03	0,00
6688	Autres	2 500,79	2 500,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**31 000,00**	**78 000,00**	**0,00**
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 000,00	50 000,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	27 000,00	27 000,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,00	1 000,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**75 000,00**	**115 644,47**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**8 631 635,86**	**10 281 276,44**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 754 372,00***	***1 021 090,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***290 094,00***	***301 000,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*247 194,00*	*252 100,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*38 400,00*	*48 900,00*	*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*4 500,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 044 466,00***	***1 322 090,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 044 466,00***	***1 322 090,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**10 676 101,86**	**11 603 366,44**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**11 603 366,44**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	41 689,75
Montant des ICNE de l'exercice N-1	45 201,78
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 512,03

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**10 220,00**	**36 220,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	10 000,00	36 000,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	220,00	220,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**485 882,00**	**569 063,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	43 000,00	20 000,00	0,00
70312	Redevances funéraires	14 000,00	7 000,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	22 000,00	22 000,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	33 653,00	33 663,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	62 000,00	93 100,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	97 800,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	250 000,00	246 000,00	0,00
70688	Autres prestations de services	500,00	5 000,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	27 429,00	30 000,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	46 300,00	14 500,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**7 065 081,00**	**7 464 277,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	5 304 346,00	5 664 889,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	1 258 606,00	1 258 608,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	183 000,00	195 130,00	0,00
7336	Droits de place	4 000,00	12 000,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	35 129,00	33 650,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	280 000,00	300 000,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**1 408 165,32**	**1 671 536,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	596 951,94	620 000,00	0,00
74121	Dotation de solidarité rurale	120 277,38	121 245,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	108 356,00	119 267,00	0,00
744	FCTVA	19 900,00	24 000,00	0,00
74718	Autres participations Etat	30 000,00	129 000,00	0,00
7473	Participat° Départements	10 000,00	5 000,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	10 000,00	10 000,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	280 000,00	586 500,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	550,00	115,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	25 000,00	41 586,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	195 000,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	6 243,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	12 130,00	8 580,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**97 500,00**	**149 800,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	95 000,00	122 000,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	2 500,00	27 800,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**9 066 848,32**	**9 890 886,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**155,00**	**148,00**	**0,00**
761	Produits de participations	144,00	144,00	0,00
7688	Autres	11,00	4,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**46 900,00**	**269 300,00**	**0,00**
7713	Libéralités reçues	0,00	7 000,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	100,00	100,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	6 600,00	20 000,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	200,00	200,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	40 000,00	242 000,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	**9 113 903,32**	**10 160 334,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***40 000,00***	***130 000,00***	***0,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*40 000,00*	*40 000,00*	*0,00*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
797	*Transferts charges exceptionnelles*	*0,00*	*90 000,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***40 000,00***	***130 000,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**9 153 903,32**	**10 290 334,00**	**0,00**

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
			RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
				+
			R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	1 313 032,44
				=
			TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 603 366,44

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**122 164,64**	**31 000,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	17 660,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	87 215,64	20 000,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	17 289,00	11 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**7 800,00**	**8 800,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	2 000,00	3 000,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	5 800,00	5 800,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 693 031,15**	**2 410 936,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	27 320,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	20 000,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	50 000,00	0,00
21311	Hôtel de ville	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	133 398,20	53 542,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	52 988,00	28 000,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	831 041,09	635 880,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	123 800,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	160 000,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	370 929,12	776 900,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	1 500,00	0,00
21533	Réseaux câblés	15 654,00	17 320,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	24 500,00	0,00
21538	Autres réseaux	6 886,20	44 000,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	30 000,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	1 200,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 500,00	4 458,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	100 000,00	0,00
2182	Matériel de transport	23 000,00	67 000,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	39 209,20	59 090,00	0,00
2184	Mobilier	33 215,61	97 980,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	156 889,73	115 766,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**470 000,00**	**1 650 080,00**	**0,00**
2313	Constructions	450 000,00	1 600 080,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	20 000,00	50 000,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 292 995,79**	**4 100 816,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 500 180,28**	**1 491 344,77**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	427 587,49	467 783,87	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	49 031,79	50 995,90	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 021 561,00	970 565,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	2 000,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**44 203,23**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**1 500 180,28**	**1 535 548,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 793 176,07**	**5 636 364,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***40 000,00***	***130 000,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***40 000,00***	***130 000,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*17 000,00*	*17 000,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*23 000,00*	*23 000,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*	*90 000,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***70 000,00***	***0,00***
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
2313	*Constructions*	*0,00*	*70 000,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***40 000,00***	***200 000,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 833 176,07**	**5 836 364,00**	**0,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (11)			**891 545,98**
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)			**171 351,03**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**6 899 261,01**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**176 978,00**	**534 740,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	67 637,00	22 464,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	102 796,00	273 276,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	2 000,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	6 545,00	237 000,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 021 561,00**	**2 812 565,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	1 842 000,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 021 561,00	970 565,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**20 000,00**	**50 000,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	20 000,00	50 000,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**1 218 539,00**	**3 397 305,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**563 828,84**	**1 848 258,01**	**0,00**
10222	FCTVA	185 511,00	135 000,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	200 000,00	772 169,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	178 317,84	941 089,01	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**144 000,00**	**139 800,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**709 828,84**	**1 988 058,01**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 928 367,84**	**5 385 363,01**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***1 754 372,00***	***1 021 090,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***290 094,00***	***301 000,00***	***0,00***
15182	*Autres provisions pour risques*	*4 500,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2112	*Terrains de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2118	*Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*14 604,00*	*15 009,36*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*14 339,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*1 900,00*	*1 400,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 900,00*	*2 900,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*152,00*	*153,25*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*12 947,00*	*3 640,16*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 109,00*	*1 647,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*1 596,78*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*241,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*771,36*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*4 894,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*9 387,00*	*7 491,04*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*0,00*	*3 520,63*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*4 474,00*	*4 439,12*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*191,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*43 432,00*	*43 445,16*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*50 276,00*	*66 548,76*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*25 383,00*	*26 582,08*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*75 736,00*	*58 184,30*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*38 400,00*	*48 900,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		*2 044 466,00*	*1 322 090,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*70 000,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*70 000,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		*2 044 466,00*	*1 392 090,00*	*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**3 972 833,84**	**6 777 453,01**	**0,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**121 808,00**
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			**0,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**6 899 261,01**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	1 594 348	445 114	526 100	1 713 518	388 710	40 000	0	10 204	3 500	914 870	0	5 636 364
- Equipements municipaux (2)		445 114	526 100	1 713 518	388 710	40 000	0	10 204	3 500	914 870	0	4 092 016
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 800
- Opérations financières	1 594 348											1 594 348
Dépenses d'ordre	200 000											200 000
Total dépenses de l'exercice	**1 794 348**	**445 114**	**526 100**	**1 713 518**	**388 710**	**40 000**	**0**	**10 204**	**3 500**	**914 870**	**0**	**5 636 364**
RAR N-1 et reports	**171 351**	**200 529**	**60 799**	**70 284**	**451 782**	**28 646**	**0**	**327**	**0**	**79 179**	**0**	**1 062 897**
Total cumulé dépenses d'investissement	**1 965 699**	**645 643**	**586 899**	**1 783 802**	**840 492**	**68 646**	**0**	**10 531**	**3 500**	**994 049**	**0**	**6 899 261**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**5 195 744**	**151 276**	**359 464**	**0**	**39 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 031 969**	**0**	**6 777 453**
RAR N-1 et reports	**96 108**	**0**	**0**	**25 700**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**121 808**
Total cumulé recettes d'investissement	**5 291 852**	**151 276**	**359 464**	**25 700**	**39 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 031 969**	**0**	**6 899 261**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**1 713 637**	**3 836 033**	**487 220**	**1 609 962**	**443 631**	**900 410**	**358 000**	**820 765**	**0**	**1 423 908**	**9 800**	**11 603 366**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**1 713 637**	**3 836 033**	**487 220**	**1 609 962**	**443 631**	**900 410**	**358 000**	**820 765**	**0**	**1 423 908**	**9 800**	**11 603 366**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**8 109 587**	**534 800**	**15 000**	**311 200**	**42 753**	**234 400**	**44 500**	**498 600**	**71 300**	**428 194**	**0**	**10 290 334**
RAR N-1 et reports	**1 313 032**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 313 032**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**9 422 619**	**534 800**	**15 000**	**311 200**	**42 753**	**234 400**	**44 500**	**498 600**	**71 300**	**428 194**	**0**	**11 603 366**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**1 794 348**	**645 643**	**586 899**	**1 783 802**	**840 492**	**68 646**	**0**	**10 531**	**3 500**	**994 049**	**0**	**6 727 910**
Dépenses réelles		1 594 348	645 643	586 899	1 783 802	840 492	68 646	0	10 531	3 500	994 049	0	6 527 910
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	44 203	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 203
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	1 491 345	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 491 345
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	46 692	2 300	3 360	3 000	500	0	0	0	7 140	0	62 992
204	Subventions d'équipement versées	8 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 800
21	Immobilisations corporelles	0	560 671	584 599	165 566	837 492	68 146	0	10 531	3 500	986 909	0	3 217 414
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	50 000	38 280	0	1 614 876	0	0	0	0	0	0	0	1 703 156
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*200 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*130 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*130 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*70 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*70 000*
RECETTES													
Total recettes investissement		**5 291 852**	**151 276**	**359 464**	**25 700**	**39 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 031 969**	**0**	**6 899 261**
Recettes réelles		3 899 762	151 276	359 464	25 700	39 000	0	0	0	0	1 031 969	0	5 507 171
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	139 800	0	139 800
10	Dotations, fonds divers et réserves	941 089	135 000	0	0	0	0	0	0	0	772 169	0	1 848 258
13	Subventions d'investissement	96 108	16 276	359 464	25 700	39 000	0	0	0	0	120 000	0	656 548

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	2 812 565	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 812 565
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*1 392 090*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 392 090*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 021 090*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 021 090*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*301 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*301 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*70 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*70 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**1 713 637**	**3 836 033**	**487 220**	**1 609 962**	**443 631**	**900 410**	**358 000**	**820 765**	**0**	**1 423 908**	**9 800**	**11 603 366**
Dépenses réelles		391 547	3 836 033	487 220	1 609 962	443 631	900 410	358 000	820 765	0	1 423 908	9 800	10 281 276
011	Charges à caractère général	0	1 514 765	85 550	223 640	28 800	105 980	0	54 770	0	575 670	9 800	2 598 975
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 432	1 480 316	401 670	1 367 088	414 831	794 430	0	765 995	0	848 238	0	6 080 000
014	Atténuations de produits	165 927	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	165 927
022	Dépenses imprévues	0	115 644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115 644
65	Autres charges de gestion courante	5 000	674 308	0	19 234	0	0	358 000	0	0	0	0	1 056 542
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	186 188	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	186 188
67	Charges exceptionnelles	27 000	51 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78 000
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*1 322 090*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 322 090*
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 021 090*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 021 090*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*301 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*301 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**8 109 587**	**534 800**	**15 000**	**311 200**	**42 753**	**234 400**	**44 500**	**498 600**	**71 300**	**428 194**	**0**	**10 290 334**
Recettes réelles		7 979 587	534 800	15 000	311 200	42 753	234 400	44 500	498 600	71 300	428 194	0	10 160 334
013	Atténuations de charges	0	36 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 220
70	Produits des services, du domaine, vente	0	82 700	0	246 000	36 053	92 000	14 500	97 800	0	0	0	569 053
73	Impôts et taxes	7 118 627	12 000	0	0	0	0	0	0	0	333 650	0	7 464 277
74	Dotations et participations	860 512	119 480	0	65 200	5 200	142 400	30 000	400 800	0	47 944	0	1 671 536
75	Autres produits de gestion courante	0	22 400	15 000	0	1 500	0	0	0	71 300	39 600	0	149 800
76	Produits financiers	148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148
77	Produits exceptionnels	300	262 000	0	0	0	0	0	0	0	7 000	0	269 300
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*130 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*130 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*130 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*130 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
LT060427	15/02/2007	1 021 560,90	0,00	0,00	0,00	1 021 560,90
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**1 021 560,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 021 560,90**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**10 694 886,93**									
1641 Emprunts en euros (total)					9 194 886,93									
00001128936	CREDIT AGRICOLE	21/12/2016	23/01/2017	15/01/2018	139 000,00	F	Taux fixe à 0,74 %	0,740	0,740	EUR	A	P	O	A-1
00001128946	CREDIT AGRICOLE	21/12/2016	20/02/2017	15/05/2017	246 000,00	F	Taux fixe à 1,27 %	1,270	1,276	EUR	T	P	O	A-1
000254	DEXIA CL	01/08/2003	01/08/2003	01/11/2003	300 000,00	F	Taux fixe à 4,3 %	4,300	4,370	EUR	T	P	O	A-1
000266	DEXIA CL	06/12/2006	06/12/2006	01/03/2010	1 750 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0,04 sur EONIA(Postfixé)) + 0,04	3,610	0,000	EUR	T	P	O	A-1
000275	CAISSE D'EPARGNE	22/09/2009	25/09/2009	25/09/2010	743 574,93	C	Taux fixe 4.4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,400	4,464	EUR	A	P	O	B-1
000427	SOCIETE GENERALE	15/08/2009	15/08/2009	15/10/2009	1 500 000,00	C	Taux fixe annulable à 4,31 % (date d'exercice 15/07/2014)	4,310	4,445	EUR	T	P	O	A-1
10278008510002680 3703	CREDIT MUTUEL	25/05/2018	25/05/2018	31/05/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1,85 %	1,850	1,850	EUR	A	P	O	A-1
A290959	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2009	25/06/2010	25/06/2011	230 000,00	F	Taux fixe à 3,92 %	3,920	3,920	EUR	A	P	O	A-1
A29102P9	CAISSE D'EPARGNE	10/12/2010	15/12/2010	25/08/2011	600 000,00	V	Euribor 3M + 0,69	2,075	2,122	EUR	T	C	O	A-1
MIN276113EUR	SFIL CAFFIL	09/08/2011	09/08/2011	01/10/2012	500 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 1,89	3,353	3,456	EUR	T	C	O	A-1
MON249188	DEXIA CL	22/06/2007	22/06/2007	01/07/2008	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4,78 %	4,780	4,939	EUR	T	C	O	A-1
MON273667EUR	DEXIA CL	08/12/2010	15/12/2010	01/06/2011	114 375,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,470	2,493	EUR	T	P	O	A-1
MON273668EUR	DEXIA CL	08/12/2010	15/12/2010	01/06/2011	71 937,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,470	2,493	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 500 000,00									
LT060427	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	15/02/2007	15/02/2007	15/02/2010	1 500 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0,05	3,870	3,998	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**10 694 886,93**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**6 733 392,73**					**489 779,77**	**169 295,50**	**0,00**	**44 689,75**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 711 831,83					438 783,87	169 295,50	0,00	41 689,75
00001128936	N	0,00	A-1	60 450,86	2,04	F	Taux fixe à 0,74 %	0,740	20 001,91	447,34	0,00	286,85
00001128946	N	0,00	A-1	173 100,25	10,12	F	Taux fixe à 1,27 %	1,276	15 914,82	2 122,78	0,00	249,53
000254	N	0,00	A-1	37 632,32	1,58	F	Taux fixe à 4,3 %	4,370	21 159,00	1 280,04	0,00	116,09
000266	N	0,00	A-1	1 283 725,28	17,92	F	Taux fixe à 3,99 %	4,110	49 827,16	51 180,35	0,00	4 102,71
000275	N	0,00	B-1	300 399,85	5,73	C	Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,464	45 861,51	13 401,17	0,00	3 017,69
000427	N	0,00	A-1	761 192,05	7,54	F	Taux fixe à 4,31 %	4,445	82 551,38	31 923,00	0,00	6 256,12
102780085100026803703	N	0,00	A-1	1 831 354,20	17,42	F	Taux fixe à 1,85 %	1,850	86 670,01	33 880,05	0,00	18 828,05
A290959	N	0,00	A-1	74 811,25	3,48	F	Taux fixe à 3,92 %	3,920	17 638,30	2 932,60	0,00	1 151,72
A29102P9	N	0,00	A-1	285 000,00	9,40	V	Euribor 3M + 0,69	0,139	30 000,00	502,72	0,00	99,27
MIN276113EUR	N	0,00	A-1	256 578,85	9,50	V	(TAG 3M(Postfixé) + 1,81)-Floor -1,81 sur TAG 3M(Postfixé)	1,317	26 315,80	3 253,91	0,00	801,12
MON249188	N	0,00	A-1	550 000,18	16,25	F	Taux fixe à 4,78 %	4,939	33 333,32	26 048,80	0,00	6 242,77
MON273667EUR	N	0,00	A-1	59 907,52	9,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,493	5 838,49	1 425,91	0,00	330,17

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
MON273668EUR	N	0,00	A-1	37 679,22	9,00	F	Taux fixe à 2,47 %	2,493	3 672,17	896,83	0,00	207,66
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		1 021 560,90					50 995,90	0,00	0,00	0,00
LT060427	N	0,00	A-1	1 021 560,90	14,87	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0,115)-Floor -0,115 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	50 995,90	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**6 733 392,73**					**489 779,77**	**969 295,50**	**0,00**	**41 689,75**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

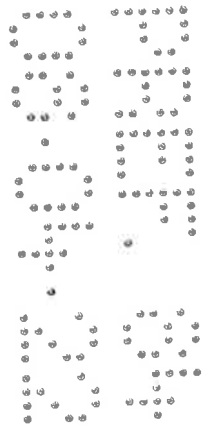
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
000275	CAISSE D'EPARGNE	743 574,93	300 399,85	1	18,00		Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	35 435,28	Taux fixe 4,4% à barrière 5,5% sur Euribor 12M(Postfixé)	4,464	13 401,17	0,00	4,46
TOTAL (B)		743 574,93	300 399,85						35 435,28			13 401,17	0,00	4,46
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		743 574,93	300 399,85						35 435,28			13 401,17	0,00	4,46

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

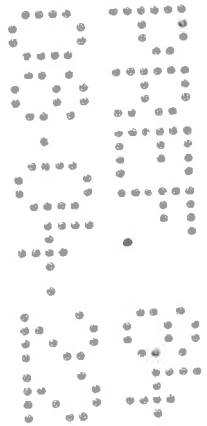
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	95,54	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	6 432 992,88	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	4,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	300 399,85	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0		
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00		
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €	22/02/2003

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Camions et véhicules industriels (modif)	4	14/12/1995
L	Matériel informatique	2	14/12/1995
L	Matériel classique	6	14/12/1995
L	Mobilier	10	14/12/1995
L	Matériel roulant	5	14/12/1995
L	Matériel de bureau	5	14/12/1995
L	Logiciels	2	14/12/1995
L	Frais documents urbanisme c/202	5	09/11/2004
L	Frais d'études c/2031	5	09/11/2004
L	Frais d'insertion 5 ans c/2033	5	09/11/2004
L	Plantations	15	17/03/2009
L	Matériel de transport (modification)	6	17/03/2009
L	Equipements de garage et atelier	10	17/03/2009
L	Subventions d'équipements c/204xx	5	17/03/2009
L	Camion et véhicules industriels	8	17/03/2009
L	Appareils de levage ascenseurs	20	17/03/2009
L	Equipement des cuisines	10	17/03/2009
L	Bâtiments légers, abris	10	17/03/2009
L	Agencement et aménagement de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	10	17/03/2009
L	Installation appareil de chauffage	10	17/03/2009

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**90 000,00**		**169 500,00**	**259 500,00**	**0,00**	**259 500,00**
Quai à déchets	90 000,00		0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
Provision pour la mise en œuvre du compte épargne-temps (CET)	0,00	25/09/2018	150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00
Abondement de la provision pour la mise en œuvre du compte épargne temps	0,00	25/09/2018	4 500,00	4 500,00	0,00	4 500,00
Provision pour contentieux ALLIAUD MJ	0,00	06/10/2020	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**90 000,00**		**169 500,00**	**259 500,00**	**0,00**	**259 500,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
Quai à déchets	Abondement provision quai à déchets	90 000,00	5	0,00	90 000,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		562 983,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		518 779,77	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	467 783,87	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	50 995,90	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**44 203,23**	**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	44 203,23	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**562 983,00**	**891 545,98**	**171 351,03**	**1 625 880,01**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 369 059,00**	III	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**907 169,00**		**0,00**
10222	FCTVA	135 000,00		0,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	772 169,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 461 890,00**		**0,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
15182	*Autres provisions pour risques*	*0,00*		*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*15 009,36*		*0,00*
28031	*Frais d'études*	*14 339,00*		*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*1 400,00*		*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 900,00*		*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*153,25*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*3 640,16*		*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 647,00*		*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*1 596,78*		*0,00*
28138	*Autres constructions*	*241,00*		*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*771,36*		*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*		*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*7 491,04*		*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*3 520,63*		*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*		*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*4 439,12*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*191,00*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*43 445,16*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*66 548,76*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*26 582,08*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*58 184,30*		*0,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4818	*Charges à étaler*	*48 900,00*		*0,00*
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	139 800,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 021 090,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV

Total ressources propres disponibles	**2 369 059,00**	**121 808,00**	**0,00**	**941 089,01**	**3 431 956,01**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 625 880,01**
Ressources propres disponibles	IV	**3 431 956,01**
Solde	V = IV – II (6)	**1 806 076,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

PREF. 84
DB-01-22

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				169 500,00	135 900,00	30 900,00	2 700,00
2018	Provision pour le CET	60	25/09/2018	150 000,00	120 000,00	30 000,00	0,00
2020	Provision pour litige ALLIAUD MJ	24	06/10/2020	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00
2021	Abondement de la provision constitué pour le CET	60	25/09/2018	4 500,00	900,00	900,00	2 700,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				90 000,00	0,00	18 000,00	72 000,00
2022	Quai à déchets	60		90 000,00	0,00	18 000,00	72 000,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**864 000,00**	**258 646,26**											**10 837,22**	**68 701,12**
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2006	P		SFIL	185 000,00	60 507,86	4,00	A	F	Taux fixe à 4,6 %	4,600	F	Taux fixe à 4,6 %	4,587	A-1	EUR	3 268,79	10 552,82
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2008	P		DEXIA CL	130 000,00	17 914,66	1,33	T	F	Taux fixe à 5,14 %	5,240	F	Taux fixe à 5,14 %	5,129	A-1	EUR	1 285,00	11 202,68
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2015	P		CREDIT AGRICOLE	117 000,00	50 900,61	3,83	T	F	Taux fixe à 2,68 %	2,707	F	Taux fixe à 2,68 %	2,673	A-1	EUR	1 564,09	11 897,79
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2006	P		SFIL	185 000,00	60 507,86	4,00	A	F	Taux fixe à 4,6 %	4,600	F	Taux fixe à 4,6 %	4,600	A-1	EUR	2 753,36	11 038,25
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2008	P		DEXIA CL	130 000,00	17 914,66	1,33	T	F	Taux fixe à 5,14 %	5,240	F	Taux fixe à 5,14 %	5,240	A-1	EUR	695,98	11 789,70
SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	2015	P		CREDIT AGRICOLE	117 000,00	50 900,61	3,83	T	F	Taux fixe à 2,68 %	2,707	F	Taux fixe à 2,68 %	2,707	A-1	EUR	1 242,00	12 219,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**6 760 718,48**	**3 287 566,68**											**53 705,63**	**282 996,27**
GRAND DELTA HABITAT	1990	P		CDC	1 693 361,92	351 127,53	3,75	A	V	Livret A + 1,2	5,800	V	Livret A + 1,2	1,696	A-1	EUR	7 371,92	82 514,79
GRAND DELTA HABITAT	2005	P		C.I.L.	109 858,00	42 729,91	8,34	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	0,998	A-1	EUR	472,46	4 515,83
GRAND DELTA HABITAT	2005	P		C.I.L.	256 334,00	103 432,73	8,34	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,500	F	Taux fixe à 1,5 %	1,497	A-1	EUR	1 711,39	10 660,17
GRAND DELTA HABITAT	2017	P		CDC	241 129,73	218 749,55	33,75	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,546	A-1	EUR	3 462,49	4 637,15
GRAND DELTA HABITAT	2018	P		CDC	509 451,99	462 446,91	28,83	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,546	A-1	EUR	7 354,97	12 067,58
GRAND DELTA HABITAT	2018	P		CDC	570 223,60	465 296,71	18,75	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,546	A-1	EUR	7 633,79	25 915,52
GRAND DELTA HABITAT	1990	P		CDC	1 693 361,92	351 127,53	3,75	A	V	Livret A + 1,2	5,800	V	Livret A + 1,2	1,700	A-1	EUR	5 969,17	84 578,69
GRAND DELTA HABITAT	2005	P		C.I.L.	109 858,00	42 729,91	8,34	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	427,30	4 560,99
GRAND DELTA HABITAT	2005	P		C.I.L.	256 334,00	103 432,73	8,34	A	F	Taux fixe à 1,5 %	1,500	F	Taux fixe à 1,5 %	1,500	A-1	EUR	1 551,49	10 820,07
GRAND DELTA HABITAT	2017	P		CDC	241 129,73	218 749,55	33,75	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,550	A-1	EUR	3 390,62	4 720,62
GRAND DELTA HABITAT	2018	P		CDC	509 451,99	462 446,91	28,83	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,550	A-1	EUR	7 167,93	12 284,80
GRAND DELTA HABITAT	2018	P		CDC	570 223,60	465 296,71	18,75	A	V	Livret A + 1,05	1,800	V	Livret A + 1,05	1,550	A-1	EUR	7 212,10	25 720,06
TOTAL GENERAL					**7 624 718,48**	**3 546 212,94**											**64 542,85**	**351 697,39**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

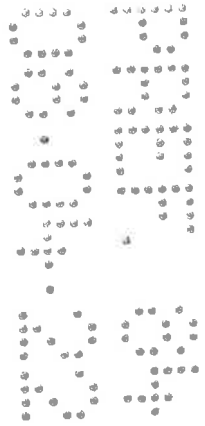
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).



IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	79 538,34
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	1 318 150,54
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	**1 397 688,88**
Recettes réelles de fonctionnement	II	**22 767 004,08**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	**12,28**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.7

B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
20421	.	vélos électriques	ADMINISTRES	Personne physique	3 000,00
20422	.	rénovation façades	SOLIHA 84	Personne physique	5 800,00
FONCTIONNEMENT					
657362	.	subvention de fonctionnement	CCAS	Autre personne de droit public	328 000,00
657362	.	reversement FNADT	CCAS	Autre personne de droit public	30 000,00
6574	.	subvention de fonctionnement	ASSOCIATIONS	Association	191 634,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**41,00**	**0,80**	**41,80**	**35,80**	**0,00**	**35,80**
Adjt adm	C	11,00	0,00	11,00	10,00	0,00	10,00
Adjt adm Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	9,00	0,00	9,00
Adjt adm Pal 2Cl	C	5,00	0,80	5,80	5,80	0,00	5,80
Attaché	A	5,00	0,00	5,00	1,00	0,00	1,00
Attaché Pal	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Rédacteur	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Rédacteur Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**55,00**	**3,40**	**58,40**	**48,90**	**0,00**	**48,90**
Adjt tech	C	21,00	2,60	23,60	18,10	0,00	18,10
Adjt tech Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
Adjt tech Pal 2Cl	C	6,00	0,80	6,80	5,80	0,00	5,80
Agent maitrise	C	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Agent maitrise Pal	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Ingénieur Pal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**13,00**	**0,00**	**13,00**	**12,00**	**0,00**	**12,00**
ATSEM Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	9,00	0,00	9,00
Educateur Jeunes Enfants	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**
Auxiliaire puér Cl N	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Auxiliaire puér Cl Sup	B	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Adjt du patrimoine ppal 2Cl	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		**12,00**	**0,70**	**12,70**	**10,70**	**0,00**	**10,70**
Adjt ter anim Pal 2Cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjt ter animation	C	6,00	0,70	6,70	6,70	0,00	6,70
Animateur	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Animateur Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur Pal 2Cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		**13,00**	**0,00**	**13,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**
Brigadier-chef Pal	C	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Chef de police	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Chef service PM Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**143,00**	**4,90**	**147,90**	**123,40**	**0,00**	**123,40**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

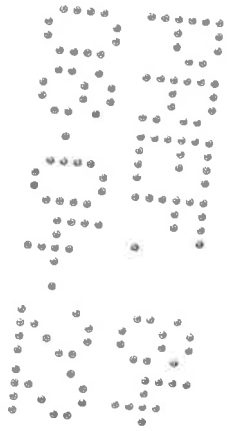
(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	3-b	CDD
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	3-b	CDD
Adjt tech	C	TECH	525	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	370	0,00	3-a°	CDD
Attaché	A	ADM	821	0,00	110	CDD
Auxiliaire puér CI N	B	MS	395	0,00	3-a°	CDD
Puér CIN	A	MS	489	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur	B	ADM	379	0,00	3-a°	CDD
Vacataire	A	ADM	638	0,00	3-3-1°	A Autres contrats
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

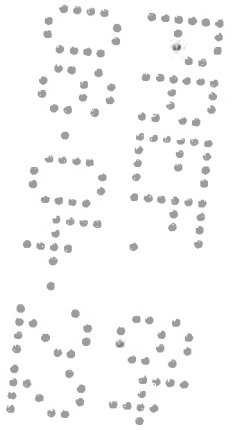
(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
-	COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE	CNR	AUTRES	223,30
-	CREDIT AGRICOLE	CRCA	AUTRES	285,00
-	RESIDENCE SAINT ANDRE	SAEML	AUTRES	275 902,23
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	GRAND DELTA HABITAT	SA HLM	AUTRES	1 643 783,34
-	SAEML RESIDENCE SAINT ANDRE	SEM	AUTRES	129 323,13
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND AVIGNON	12/12/1994	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

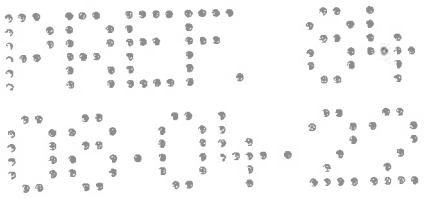
D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	9 310 000,00	4,14	44,92	0,00	4 163 432,00	4,13
TFPNB	114 100,00	1,51	89,88	0,00	102 553,00	1,51
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**9 424 100,00**	**4,11**			**4 265 985,00**	**4,08**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :



Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant :

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-019 **Adoption et vote des taux d'imposition communaux 2022**

Rapporteur : Jeanine FAVRE SECOND

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **24** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Jennifer HAMAIDE, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Au terme de la présentation du Budget Primitif 2022, le conseil municipal prend connaissance des indications sur les montants des bases prévisionnelles d'imposition 2022. Ces bases sont établies depuis l'état 1259 notifié récemment.

Sur la base de taux constants à 2021, le montant total prévisionnel 2022 au titre de la fiscalité directe locale s'établit à 5 706 475 € décomposé comme il suit :

- Produit attendu des taxes à taux voté : 4 265 985 €
- Taxe d'habitation (résidences secondaires et locaux vacants – taux figé par l'Etat 2017) : 93 858 €
- Allocations compensatrices de taxes foncières bâti et non bâti : 41 586 €
- Coefficient correcteur (produit de la compensation de la taxe d'habitation) : 1 305 046€

Sur ces bases, il est proposé de reconduire les taux 2021.

	Bases prévisionnelles d'imposition 2022	Taux	Produit fiscal à taux constant	Produit fiscal attendu
Taxe Foncière (bâti)	9 310 000 €	44,72 %	4 163 432 €	4 163 432 €
Taxe Foncière (non bâti)	114 100 €	89,88 %	102 553 €	102 553 €
TOTAL			4 265 985 €	4 265 985 €
Pour information Taxe d'habitation	*498 717 €*	*18,82 % (figé par l'Etat)*	93 858 €	93 858 €

Pour l'année 2022, il est ainsi proposé aux membres du conseil municipal de maintenir :

- le taux d'imposition communal de la taxe sur le foncier bâti à 44,72 % et
- le taux d'imposition communal de la taxe sur le foncier non-bâti à 89,88 %

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **ADOPTE** les taux d'imposition communaux de taxes foncières 2022 bâti et non bâti comme indiqué ci-dessus.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
ABSTENTION(S) : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK)

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON VAUCLUSE

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS
Liberté
Égalité
Fraternité

COMMUNE : **081 MORIERES LES AVIGNON**

ARRONDISSEMENT : **84 AVIGNON**

TRÉSORERIE SPL OU SGC : **TRESORERIE MUNICIPALE**

N° 1259 COM (1)

TAUX FDL 2022

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2022

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2022

Taxes	Bases d'imposition effectives 2021 (1)	Taux de référence pour 2022 (2)	Bases d'imposition prévisionnelles 2022 (3)	Produit de référence (col.3 x col.2) (4)	TAUX VOTÉS (5)	Produits attendus (col.3 x col.5) (6)	Taux plafond pour 2022 (7)
Taxe foncière (bâti).....	**8 965 088**	**44,72**	**9 310 000**	**4 163 432**	44,72	4163 432	**94,57**
Taxe foncière (non bâti).....	**112 494**	**89,88**	**114 100**	**102 553**	89,88	102 553	**136,61**
CFE.....				**0**			**>>>**
Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2022, cochez la case : ☐			Totaux :	**4 265 985**		4 265 985	

AIDE AU CALCUL DU TAUX PAR UNE VARIATION PROPORTIONNELLE

Il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas :
- de reconduction des taux de référence
- ou de variation différenciée

Taxes	Taux de référence de 2022 (8)
Taxe foncière (bâti).....	**44,72**
Taxe foncière (non bâti).....	**89,88**
CFE.....	**>>>**

COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE (9 / 10)

Produit total souhaité / **4 265 985** = (6 décimales)

Produit total de référence (total colonne 4)

Taux proportionnel (col.8 x col.10) (11)

Si un des taux déterminé de manière proportionnelle excède le taux plafond, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2022

CVAE	IFER	TASCOM	TH	Taxe add. TFNB	TVA nationale	Total
>>>			**93 858**		>>>	**93 858**

Allocations compensatrices	DCRTP	FNGIR versement	FNGIR contribution	Effet du coefficient correcteur versement	Effet du coefficient correcteur contribution
41 586				**1 305 046**	

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PREVISIONNELLES POUR 2022

4 265 985	+ 93 858	+ 41 586	+ 0	- 0	+ 1 305 046	+	= 5 706 475
Produit attendu des taxes à taux voté (colonne 6)	Total autres taxes (cadre II)	Allocations compensatrices et DCRTP	Versement FNGIR	Contribution FNGIR	Versement coefficient correcteur	Contribution coefficient correcteur	Montant total prévisionnel 2022 au titre de la fiscalité directe locale

A AVIGNON

Le DIRECTEUR DEP. DES FINANCES PUBLIQUES
MICHEL LAFFITTE

Le 14 MARS 2022

Le préfet,

le

Le maire,

le 05/04/2022

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON

FEUILLET A RETOURNER AUX SERVICES PREFECTORAUX EN TROIS EXEMPLAIRES ACCOMPAGNÉS DE LA DÉLIBÉRATION DE VOTE DES TAUX

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS
Liberté Égalité Fraternité

COMMUNE : **081 MORIERES LES AVIGNON**

ARRONDISSEMENT : **84 AVIGNON**

TRÉSORERIE SPL OU SGC : **TRESORERIE MUNICIPALE**

N° 1259 COM (2)

TAUX FDL 2022

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2022

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

Taxe foncière (bâti) :	
a. Personnes de condition modeste	4 862
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte	0
c. Exonération de longue durée (logements sociaux)	14 758
d. Locaux industriels	12 582
Taxe foncière (non bâti) :	9 384
Cotisation foncière des entreprises (CFE) :	
a. Réduction des bases des créations d'établissements	0
b. Exonération en zones d'aménagement du territoire	
c. Base minimum	
d. Locaux industriels	
e. Autres allocations	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises :	
Dotation pour perte de THLV :	0
Dotation TH (Mayotte) :	

2. BASES NON TAXÉES

Bases exonérées par le conseil municipal	
Taxe foncière (bâti)	
Taxe foncière (non bâti)	
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	
Bases exonérées par la loi	
Taxe foncière (bâti)	291 358
Taxe foncière (non bâti)	24
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	
Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles	19 150

3. CVAE

a. CVAE : part nette versée par les entreprises	>>>
b. CVAE : part dégrevée	
c. CVAE : exonérations non compensées	

4. TAXE D'HABITATION

a. Bases hors résidences principales et locaux vacants	314 449
b. Bases résidences secondaires soumises à majoration	
c. Bases des locaux vacants soumis à THLV	184 268
d. Taux figé de taxe d'habitation	18,82
e. Taux résidences secondaires soumises à majoration TH	0,00

5. PRODUIT DES IFER

Éoliennes & hydroliennes	
Centrales électriques	
Centrales photovoltaïques	
Centrales hydrauliques	
Centrales géothermiques	
Transformateurs	
Stations radioélectriques	
Gaz – Stockage, transport...	

6. COEFFICIENT CORRECTEUR

1,312510

7. FRACTION DE TVA

>>>

8. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX

	Taux moyens communaux de 2021 au niveau national (12)	Taux moyens communaux de 2021 au niveau départemental (13)	Taux plafonds 2022 (14)	Taux 2021 des EPCI (15)	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2022 (col.14 – col.15) (16)
Taxe foncière (bâti).....	37,72	38,47	96,18	1,61000	94,57
Taxe foncière (non bâti)...	50,14	55,97	139,93	3,32000	136,61
CFE.....	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>

MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

Taux communal majoré à ne pas dépasser	Taux maximum de la majoration spéciale
>>>	>>>

Taux moyen pondéré des taxes foncières de 2021 :

national	communal
>>>	>>>

Taux de CFE perçue en 2021 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique

37,42

9. DIMINUTION SANS LIEN

Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée	
Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS
Liberté
Égalité
Fraternité

COMMUNE : C081 MORIERES LES AVIGNON

ARRONDISSEMENT : 84 AVIGNON

TRÉSORERIE SPL OU SGC : TRESORERIE MUNICIPALE

N° 1259 CC
TAUX
FDL
2022

RÉFORME FISCALE : DÉTERMINATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR COMMUNAL

En application de l'article 16 de la loi de finances pour 2020, les parts communale et départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sont fusionnées et affectées aux communes dès 2021 en compensation de la perte de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales.

La sur ou sous-compensation est neutralisée chaque année à compter de 2021 par l'application d'un coefficient correcteur au produit de TFPB qui aurait résulté du maintien des taux à leur niveau de 2020 et à l'allocation compensatrice de TFPB relative à la diminution de moitié des valeurs locatives des locaux industriels (A du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2021).

L'article 41 de la loi n° 2021-1900 de finances pour 2022 a modifié l'article 16 de la loi 2019-1479 de finances pour 2020 qui définit le calcul du coefficient correcteur.

I – RESSOURCES À COMPENSER

Bases communales de TH des résidences principales pour 2020 x Taux communal TH 2017	13 049 942	x	18,01	=	2 350 295
dont bases des rôles supplémentaires de TH de 2020 émis jusqu'au 15 novembre 2021	25 308				
+ Allocations compensatrices de TH versées à la commune en 2020 au titre des exonérations compensées					189 312
+ Produit annuel moyen des rôles supplémentaires de TH des résidences principales perçu par la commune de 2018 à 2020					7 400
= Ressources communales supprimées par la réforme					2 547 007 (A)

II – RESSOURCES DE COMPENSATION

Produit net de TFPB perçu par le département en 2020 sur la commune	1 310 839
+ Allocations compensatrices de TFPB versées au département en 2020 pour les exonérations compensées sur la commune	1 639
= Ressources départementales affectées à la commune par la réforme	1 312 478 (B)

III – TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES APRÈS RÉFORME

Produits nets de TFPB perçus en 2020 par la commune et le département sur la commune	2 639 526	+	1 310 839	=	3 950 365 (C)

IV – SUR- OU SOUS-COMPENSATION (AVANT APPLICATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR) ET CALCUL DU COEFFICIENT CORRECTEUR

Différence entre les ressources à compenser et celles transférées du département : 2 547 007 (A) – 1 312 478 (B) = **1 234 529 (D)**

$$\text{Coefficient correcteur} = 1 + \frac{\text{différence de ressources}}{\text{TFPB « après réforme »}} = 1 + \frac{1\,234\,529\ (D)}{3\,950\,365\ (C)} = 1{,}312510\ (E)$$

Si (D) > 0 et (E) > 1, la commune est sous-compensée.
Si (D) < 0 et (E) < 1, la commune est sur-compensée.
Le coefficient correcteur ne s'applique pas aux communes sur-compensées avec une différence (D) inférieure en valeur absolue à 10 000 €.

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-020

État des acquisitions et cessions immobilières 2021

Rapporteur : Franck JOUSSELIN

Date de Convocation :	29 mars 2022
Date d'affichage :	07 avril 2022
▪ Nombre de conseillers en exercice :	**29**
▪ Nombre de présents :	**24**
▪ Nombre de votants :	**29**

Séance du 05 avril 2022

A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Jennifer HAMAIDE, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

La loi n°95.127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public et notamment son article 11, prévoit que les assemblées délibérantes doivent débattre au moins une fois par an sur le bilan de la politique foncière menée par la Collectivité.

Les acquisitions et les cessions à prendre en compte sont celles qui ont été effectuées pendant l'exercice budgétaire retracé par le compte administratif auquel le bilan sera annexé, à savoir l'exercice 2021.

Les opérations immobilières réalisées en 2021 sont indiquées dans le tableau ci-dessous, étant précisé que la date de transfert de propriété à prendre en compte est celle de l'échange de consentement sur la chose et le prix et non celle du paiement.

Le Conseil Municipal est invité à prendre acte du bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées par la Commune en 2021.

ETAT DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS IMMOBILIERES

(Commune de plus de 3 500 habitants)

DESIGNATION DU BIEN	LOCALISATION	REFERENCES CADASTRE	ORIGINE DE PROPRIETE	IDENTITE DU CEDANT	IDENTITE DU CESSIONNAIRE	CONDITION DE LA CESSION	MONTANT
CESSION DE PARCELLE	LES MOUTTES BASSES	BD 506		COMMUNE	SARL MANAIS	A TITRE ONEREUX	16 060 €
CESSION DE PARCELLE	138 RUE LOUIS GROS	AI 395		COMMUNE	M. TRANCHAT	A TITRE ONEREUX	70 200 €
CESSION DE PARCELLE	1 RUE LOUIS PASTEUR	AM 157		COMMUNE	SCI GLLR	A TITRE ONEREUX	69 600 €

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **PREND ACTE** du bilan annuel des acquisitions et des cessions immobilières effectuées par la commune au cours de l'année 2021
- **PRÉCISE** que le bilan sera annexé au compte administratif 2021 de la commune

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON * VAUCLUSE *

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-021

Acquisitions et cessions opérées en 2021 par l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur

Rapporteur : Franck JOUSSELIN

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **24** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Jennifer HAMAIDE, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

La commune de Morières-Lès-Avignon et l'Etablissement public foncier PACA ont engagé un partenariat pour permettre la réalisation de projets d'habitat mixte en procédant à des acquisitions foncières au travers de conventions d'interventions foncières.

Dans ce contexte, le code général des collectivités territoriales (CGCT) demande à la commune de délibérer sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées. L'article L 2241-1 alinéa 2 du CGCT prévoit que « *le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan doit être annexé au compte administratif de la commune* ».

L'action de l'EPF PACA s'inscrivant dans ce cadre réglementaire, il est proposé à l'assemblée de délibérer pour prendre connaissance des acquisitions et cessions réalisées en 2021 sur le territoire communal.

Il est précisé que l'état des acquisitions et cessions a été transmis à la commune le 4 mars 2022.

Du 1er janvier au 31 décembre 2021, les acquisitions opérées par l'EPF PACA représentent un montant de 1 756 539€.

Il n'y a pas eu de cessions au cours de la période mentionnée.

Pour compléter ces éléments, un état des biens en stock détenus au 31 décembre 2021 par cet organisme est également annexé. Le montant total s'élève à 7 197 605€. Les montants mentionnés représentent les prix d'acquisitions hors frais de portage (études, travaux, frais gestion, assurances, indemnités résiliation de bail).

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **PREND CONNAISSANCE** de la liste des acquisitions réalisées en 2021ainsi que de l'état du stock foncier détenu au 31 décembre 2021 par l'EPF PACA dans le cadre des conventions d'intervention foncière en cours.

- **PRÉCISE** que le bilan sera annexé au compte administratif de la commune.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MONIERES-LES-AVIGNON * VAUCLUSE *

Liste des biens en stock détenus au 31-12-2021

Garant	Libellé convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	Convention d'intervention foncière en habitat complexe sur le site Jean Monnet	31/12/2023

Commune	Libellé de l'opération	Code Convention	N° Acquisition	Date de l'acte	Montant Acte	N° Cession	Montant cédé	Date cession	Montant en stock
MORIERES-LES-AVIGNON	Jean Monnet	CF849210O	001391	16/09/2016	400 000,00		0,00		400 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Jean Monnet	CF849210O	001423	01/07/2016	280 000,00		0,00		280 000,00
Total					680 000,00		0,00		680 000,00

Garant	Libellé convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Les Sumelles en phase réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Code Convention	N° Acquisition	Date de l'acte	Montant Acte	N° Cession	Montant cédé	Date cession	Montant en stock
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	000111	19/02/2007	150 000,00		0,00		150 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	000130	19/02/2007	150 000,00		0,00		150 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	000428	15/10/2009	42 000,00		0,00		42 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001188	30/03/2015	320 000,00		0,00		320 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001494	01/02/2017	78 000,00		0,00		78 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001540	04/07/2017	315 584,00		0,00		315 584,00

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Liste des biens en stock détenus au 31-12-2021

MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001616	19/12/2017	233 280,00		0,00		233 280,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001648	16/03/2018	240 000,00		0,00		240 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001650	16/03/2018	1 520,00		0,00		1 520,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001709	17/07/2018	350 000,00		0,00		350 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001754	27/09/2018	55 360,00		0,00		55 360,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	001762	20/10/2018	76 000,00		0,00		76 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002067	11/06/2020	129 440,00		0,00		129 440,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002181A	13/11/2020	16 800,00		0,00		16 800,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002181B	30/11/2021	40 162,50		0,00		40 162,50
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002344	15/07/2021	2 128,00		0,00		2 128,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002345	15/07/2021	416,00		0,00		416,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002388	29/03/2021	56 962,50		0,00		56 962,50
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002406	29/03/2021	572 250,00		0,00		572 250,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002408	29/03/2021	714 560,00		0,00		714 560,00
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	CF849298O	002435	25/11/2021	200 060,00		0,00		200 060,00
Total					3 744 523,00		0,00		3 744 523,00

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Liste des biens en stock détenus au 31-12-2021

Garant	Libellé convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site République en phase impulsion-réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Code Convention	N° Acquisition	Date de l'acte	Montant Acte	N° Cession	Montant cédé	Date cession	Montant en stock
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001357	21/03/2016	495 000,00		0,00		495 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001377	17/08/2016	276 032,00		0,00		276 032,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001523	24/05/2017	508 000,00		0,00		508 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001524	24/05/2017	520 000,00		0,00		520 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001749	27/09/2018	280 350,00		0,00		280 350,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001846	21/03/2019	162 700,00		0,00		162 700,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001908	21/08/2019	152 000,00		0,00		152 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	001952	29/10/2019	209 000,00		0,00		209 000,00
MORIERES-LES-AVIGNON	République	CF849297O	002320	29/06/2021	170 000,00		0,00		170 000,00
Total					2 773 082,00		0,00		2 773 082,00

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Etat du montant des dépenses en stock au 31/12/2021

Garant	N° Convention	Libellé Convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	CF849210O	Convention d'intervention foncière en habitat complexe sur le site Jean Monnet	31/12/2023

Commune	Libellé de l'opération	Compte comptable	Montant en stocks
MORIERES-LES-AVIGNON	Jean Monnet	Coût d'achat	680 000,00
		Frais d'acquisition	418 356,26
		Frais d'études	5 200,00
		Travaux	7 156,95
		Frais de gestion	11 712,26
	Total Jean Monnet		1 122 425,47
	Total		1 122 425,47

Garant	N° Convention	Libellé Convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	CF849297O	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site République en phase impulsion-réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Compte comptable	Montant en stocks
MORIERES-LES-AVIGNON	République	Coût d'achat	2 773 082,00
		Frais d'acquisition	90 753,53
		Frais d'études	31 928,07
		Travaux	20 436,41
		Frais de gestion	14 640,62
	Total République		2 930 840,63
	Total		2 930 840,63

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Etat du montant des dépenses en stock au 31/12/2021

Garant	N° Convention	Libellé Convention	Date d'échéance
COMMUNE DE MORIERES LES AVIGNON	CF849298O	Convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Les Sumelles en phase réalisation	31/12/2024

Commune	Libellé de l'opération	Compte comptable	Montant en stocks
MORIERES-LES-AVIGNON	Les Sumelles	Coût d'achat	3 744 523,00
		Frais d'acquisition	260 083,43
		Frais d'études	94 560,41
		Travaux	60 408,06
		Impôts fonciers	12 894,55
		Frais de gestion	111 481,92
	Total Les Sumelles		4 283 951,37
	Total		4 283 951,37

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Commune
MORIÈRES-LES-AVIGNON

Type acte
Acquisition

N° Acte	N° convention	N° Site	Site	Date Acte	Montant Acte HT	Adresse	Parcelles	Vendeur / Acquéreur	Mode Acquisition
002181B	CF849297O	84MOR02	Les Sumelles	30/11/2021	40 162,50	445 Rue Jean Bouin - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AH 319 (moitié indivise)	84081-AH0319	Cts BAS	Expropriation
002320	CF849297O	84MOR007	République	29/06/2021	170 000,00	Lieu-dit Village - 84310 MORIERES-LES-AVIGNONS - Parcelles AM 6 & AM 7	84081-AM0006 / 84081-AM0007	ALLIAUD	Amiable
002344	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	15/07/2021	2 128,00	410 Rue Léo Lagrange - 84310 MORIERES-LES-AVIGNON - Parcelles AC 227 & AC 229	84081-AC0227 / 84081-AC0229	FIMALOZ	Expropriation
002345	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	15/07/2021	416,00	410 Rue Léo Lagrange - 84310 MORIERES-LES-AVIGNON - Parcelle AC 423	84081-AC0423	Cts ANSELME - FIMALOZ	Expropriation
002388	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	29/03/2021	56 962,50	445 Rue Jean Bouin - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AH 319 (moitié indivise)	84081-AH0319	BAS Yasar	Expropriation
002405	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	29/03/2021	572 250,00	Lieudit Bois Vallon - - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AE 334	84081-AE0334	BERNARD Louis	Expropriation
002408	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	29/03/2021	714 560,00	Lieudit Clos de Mascaron - 84310 MORIERES LES AVIGNONS - Parcelle AH 9 / 10 / 11 / 178 / 179	84081-AH0009 / 84081-AH0010 / 84081-AH0011 / 84081-AH0178 / 84081-AH0179	VIUDES Isabelle	Expropriation
002435	CF849298O	84MOR02	Les Sumelles	25/11/2021	200 060,00	Bois DU VALLON - 84310 MORIERES-LES-AVIGNON - Parcelle AD 430	84081-AD0430	GIROUSSE	Expropriation
Total					1 756 539,00				

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-022

Désaffectation et déclassement de la maison de retraite Saint-André

Rapporteur : Franck JOUSSELIN

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2141-1 qui précise qu'un « bien d'une personne publique mentionnée à l'article L 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement »,

VU l'ordonnance n°2017-562 relative à la propriété des personnes publiques, précisant dans son article 12 que : « Les biens des personnes publiques qui, avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ont fait l'objet d'un acte de disposition et qui, à la date de cet acte, n'étaient plus affectés à un service public ou à l'usage direct du public peuvent être déclassés rétroactivement par l'autorité compétente de la personne publique qui a conclu l'acte de disposition en cause »,

CONSIDERANT que le terrain portant la maison de retraite a fait l'objet d'un bail initial en date du 1er juin 1989 à l'usage d'exploitation directe d'un établissement recevant exclusivement des séniors, sis sur les parcelles AI 73, 74, 77, 80, 81, 229, 230, 257, 260, 261, 264, 266, 271, 273,

CONSIDERANT que ce bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public dans la mesure où son exploitation a été concédée à un organisme privé par baux successifs,

CONSIDERANT qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ce bien,

CONSIDERANT la délibération prise par le conseil municipal de Morières-lès-Avignon en date du 29 janvier 2019, relative à la promesse de cession de droit au bail emphytéotique au profit de la société Axentia

CONSIDERANT que la municipalité, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et le Conseil Départemental de Vaucluse, entreprend aujourd'hui les démarches en vue d'une cession effective du foncier et du bâti de la maison de retraite à l'opérateur Axentia

CONSIDERANT que la cession du bâti pourrait intervenir dans le courant de l'année 2022

Il est précisé que la cession devra être approuvée par délibération du conseil municipal, ainsi que par le conseil d'administration de la SAEML Saint André.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **CONSTATE** la désaffectation du bien,
- **DÉCIDE** du déclassement du bien sis sur les parcelles AI 73, 74, 77, 80, 81, 229, 230, 257, 260, 261, 264, 266, 271, 273 du domaine public communal et son intégration dans le domaine privé communal,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette opération

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIÈRES-LÈS-AVIGNON * VAUCLUSE *

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-023

Majoration du taux de la taxe d'aménagement sur trois secteurs communaux

Rapporteur : Franck JOUSSELIN

Date de Convocation :	29 mars 2022
Date d'affichage :	07 avril 2022
▪ Nombre de conseillers en exercice :	**29**
▪ Nombre de présents :	**23**
▪ Nombre de votants :	**29**

Séance du 05 avril 2022

A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Depuis le 1er mars 2012, la taxe d'aménagement se substitue notamment à la taxe locale d'équipement.

Dorénavant, les travaux de toute nature soumis à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de ladite taxe par les personnes bénéficiaires de ces autorisations.

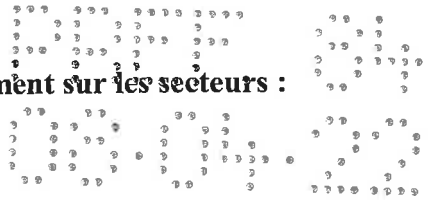
Le conseil municipal avait ainsi décidé, par délibération en date du 28 juin 2011, de fixer sur l'ensemble du territoire communal un taux de 5 %.

Le dispositif de majoration du taux de la part communale de la taxe d'aménagement.

Il est rappelé que la loi de réforme de la fiscalité de l'urbanisme permet aux communes de voter par secteur une taxe d'aménagement majorée.

L'article L 331-15 du code de l'urbanisme ouvre la possibilité d'augmenter jusqu'à 20% le taux de la part communale de la taxe d'aménagement dans certains secteurs, pour financer la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux rendues nécessaires en raison de l'importance de constructions nouvelles édifiées dans ces secteurs.

Il ne pourra néanmoins être mis à la charge des constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans lesdits secteurs.



Justification d'une majoration de la taxe d'aménagement sur les secteurs :

- Petits Campveires 1 et Petits Campveires 2
- Prairies
- Sud Pont de Voulongue

Ces trois secteurs sont délimités en rose dans les plans cadastraux joints à la présente délibération.

Il s'agit de secteurs situés en zone urbaine du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 1er février 2022, dont les terrains sont susceptibles de faire l'objet de division en vue de construire, de constructions ou d'aménagement, à court ou moyen terme. Cela génèrera un apport de nouveaux logements et par conséquence une population supplémentaire.

L'augmentation nette de la population est déjà constatée depuis les dernières années, engendrée par la réalisation de plusieurs programmes immobiliers d'envergure qui ont été récemment livrés.

D'autres programmes sont en construction ou à venir, notamment sur l'avenue Jean Monnet.

Les effectifs scolaires ont ainsi augmenté conduisant à une nouvelle ouverture de classe pour la rentrée de 2022.

Au-delà de 2024, compte-tenu des effectifs scolarisés et de l'occupation à son maximum du parc scolaire sans plus de marge de manœuvre, la ville a été amenée à prévoir un emplacement réservé dans son nouveau PLU pour la construction d'un groupe scolaire sur le secteur dit des Craoux.

Afin de participer au financement de ces travaux substantiels en équipements généraux, il est proposé de majorer le taux de la part communale de la taxe d'aménagement à 12 % au sein des secteurs mentionnés ci-avant et dont les périmètres figurent sur plans joints à la présente délibération.

Ce taux de 12 % permettra de participer au financement des équipements publics à réaliser par la collectivité et plus particulièrement le groupe scolaire.

Il est également précisé que cette taxe à taux majoré supportée par les futurs constructeurs ne participera au financement de l'équipement public que pour la part correspondant aux besoins des futurs habitants du secteur.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, vu les articles L 331-14 et suivants, L 331-15,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2011 fixant à 5 % le taux de la part communale de la taxe d'aménagement,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 1er février 2022,

Considérant que les secteurs délimités dans les plans joints à la présente délibération nécessiteront la réalisation d'équipements publics,

Considérant qu'une fraction de ces équipements est nécessaire aux besoins des futurs usagers des constructions et aménagements à édifier dans le secteur,

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **FIXE** un taux de 12 % pour la part communale de la taxe d'aménagement sur les secteurs délimités sur les plans joints :
  - Petits Campveires 1 et Petits Campveires 2
  - Prairies
  - Sud Pont de Voulongue

- **PRÉCISE** que la présente délibération est valable pour une période d'un an. Elle est reconductible de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée dans le délai prévu au premier alinéa de l'article L 331-14 du code de l'urbanisme.

- **INDIQUE** que la présente délibération et les plans joints seront :
  - Annexés pour information au Plan Local d'Urbanisme
  - Transmis aux services de l'Etat conformément à l'article L 331-5 du code de l'urbanisme.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON * VAUCLUSE *

TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE - 12 %

SECTEUR PETITS CAMPVEIRES 1

SECTEUR PETITS CAMPVEIRES 2

Morières
lès Avignon



TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE - 12 %

SECTEUR PRAIRIES

Morières lès Avignon



TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE - 12 %

SECTEUR SUD PONT DE VOULONGUE

Morières
lès Avignon



Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-024

Division en volume au profit de la société SUN'R POWER pour l'implantation d'ombrières photovoltaïques sur le domaine public

Rapporteur : Franck JOUSSELIN

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

La division en volumes ou « volumétrie » peut se définir comme une technique particulière de division de la propriété permettant d'isoler des éléments lorsqu'ils sont imbriqués et superposés dans un ensemble immobilier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le projet d'état descriptif de division en volume annexé à la présente délibération ;

Considérant la volonté de la commune de promouvoir la production d'énergie dite « propre » ;

Considérant les autorisations d'urbanisme obtenues par la société SUN'R POWER pour installer des ombrières photovoltaïques sur les quatre sites identifiés dans l'état descriptif de division en volume joint à la présente délibération ;

Considérant la nécessité de procéder à une division en volume afin de pouvoir concrétiser ce projet ;

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **APPROUVE** la division en volume des parcelles concernées

- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer l'acte authentique à intervenir, l'état descriptif de division en volumes, la convention technique de gestion du site et tout acte y afférent.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON
VAUCLUSE

DIVISION EN VOLUME _ OMBRIERES MORIERES LES AVIGNON

I DESIGNATION ET PRESENTATION

Dans le cadre de l'implantation d'ombrières sur les parkings du Centre Folard, du Complexe Sportif Nord, du Complexe Sportif Sud et du Collègue Anne Franck Sun'R Power souhaite contracter un bail emphytéotique.

Le présent Etat Descriptif de Division permet d'identifier le volume que Sun'R Power souhaite louer.

Les ensembles immobiliers considérés sont édifiés sur 4 parkings à Morières les Avignon, département du Vaucluse (84) :

1- **Centre Folard** cadastré AO376(1270m²) / AO273(6m²) / AO274(52m²) / AO382(2726m²) / AO275(29m²) / AO379(132m2) / AO381(129m2) pour une contenance cadastrale de 4401m²
2- **Complexe Sportif Sud** cadastré BR211(1202m²) / BR55(1135m²) / BR76(46m²) pour une contenance cadastrale de 2383m²
3- **Complexe Sportif Nord** cadastré BR212(80m²) / BR214(38326m²) / BR53(844m²) / BR79(789m²) / BR50(51m²) / BR56(3422m²) pour une contenance cadastrale de 48927m²
4- **Collègue Anne Franck** cadastré AZ386(1552m²) / AZ27(2803m²) pour une contenance cadastrale de 4355m²

II DESCRIPTION DE LA DIVISION

La construction comprendra une structure supportant des modules photovoltaïques.

L'ensemble immobilier considéré est divisé en 2 volumes principaux.

Volume numéro 1 « tréfonds et structures » :

Un volume comprenant notamment le sol et la structure supportant les modules photovoltaïques, figuré sous la teinte jaune sur les plans ci-annexés.

Volume numéro 2 « modules photovoltaïques et sursol »:

Un volume comprenant notamment les modules photovoltaïques, figuré sous la teinte bleue sur les plans ci-annexés.

III ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

L'ensemble immobilier considéré est divisé en deux volumes principaux numérotés 1 à 2, dont la description détaillée est faite ci-dessous.

Volume numéro 1 « tréfonds et structures » :

Parking du Centre Folard : Base de 4401m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, sans limitation de profondeur et jusqu'à 2,10 m au-dessus du sol.
Parking du Complexe Sportif Sud : Base de 2383m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, sans limitation de profondeur et jusqu'à 2,10 m au-dessus du sol.
Parking du Complexe Sportif Nord : Base de 48927m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, sans limitation de profondeur et jusqu'à 2,10 m au-dessus du sol.
Parking du Collèges Anne Franck : Base de 4355m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, sans limitation de profondeur et jusqu'à 2,10 m au-dessus du sol.

Volume numéro 2 « modules photovoltaïques et sursol »:

Parking du Centre Folard : Base de 4401m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, à partir de 2,10m m au-dessus du sol et sans limitation de hauteur.
Parking du Complexe Sportif Sud : Base de 2383m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, à partir de 2,10m au-dessus du sol et sans limitation de hauteur.
Parking du Complexe Sportif Nord : Base de 48927m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, à partir de 2,10 m au-dessus du sol et sans limitation de hauteur.
Parking du Collèges Anne Franck : Base de 4355m² environ correspondant à l'assiette de la parcelle, à partir de 2,10m au-dessus du sol et sans limitation de hauteur.

IV SERVITUDES

Il est énoncé ci-après diverses servitudes particulières créées. Cette énonciation n'est pas exhaustive. Chaque volume jouira ou supportera toutes les servitudes nécessaires au fonctionnement de l'ensemble immobilier.
Ces servitudes sont constituées à titre réel, elles s'imposeront aux propriétaires et ayants droits successifs, sans aucune indemnité.

Servitude n° 1, appuis et ancrages
Objet : fondations et portants métalliques des modules photovoltaïques
Fond dominant : volume n° 2
Fond servant : volume n° 1
Le volume 1 supportera au profit du volume 2 les appuis et ancrages des modules photovoltaïques.
La propriété des supports des modules photovoltaïques est affectée au volume 2 ; les fondations et portants métalliques des modules photovoltaïques traverseront le volume 1.

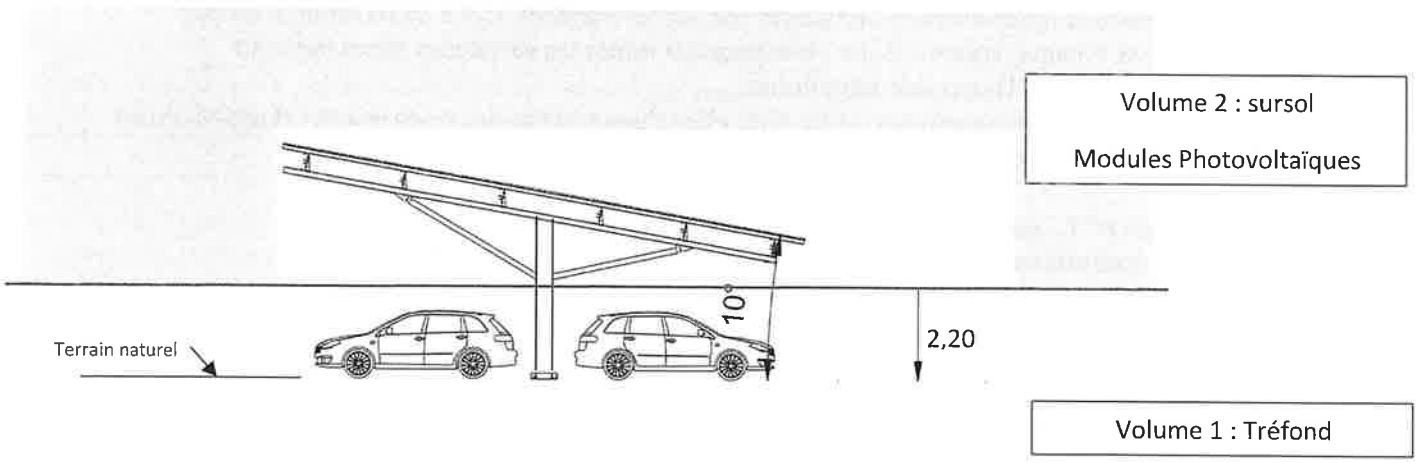
Servitude n° 2, passage de réseaux
Objet : câbles et gaines nécessaires aux installations photovoltaïques
Fond dominant : volume n° 2
Fond servant : volume n° 1
Le volume 1 supportera au profit du volume 2 le passage des réseaux nécessaires aux installations photovoltaïques.
Pour les réseaux qui s'effectueront en souterrain ; aucune excavation ne pourra être réaliser de part et d'autre desdits réseaux sur une largeur totale de 2 mètres.

Servitude n° 3, implantation d'équipements
Objet : PDL (Point De Livraison) mais aussi coffrets, boitiers, capteurs, onduleurs et tout équipement nécessaire aux installations photovoltaïques
Fond dominant : volume n° 2
Fond servant : volume n° 1
Le volume 1 supportera au profit du volume 2 l'implantation du local PDL (Point De Livraison) mais aussi tous les coffrets, boitiers, capteurs, onduleurs et équipements nécessaires aux installations photovoltaïques.

Servitude n° 4, passage/accès de service
Objet : maintenance, entretien ou remplacement des installations photovoltaïques
Fond dominant : volume n° 2
Fond servant : volume n° 1
Le volume 1 supportera au profit du volume 2 le passage pour l'entretien, la maintenance ou le remplacement des équipements photovoltaïques.

ANNEXE

Légende:
Volume 1
Volume 2
Limite de volume



Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-025

Bail emphytéotique avec la société SUN'R POWER pour l'implantation d'ombrières photovoltaïques sur le domaine public

Rapporteur : Franck JOUSSELIN

Date de Convocation : 29 mars 2022	**Séance du 05 avril 2022**
Date d'affichage : 07 avril 2022	A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.
▪ Nombre de conseillers en exercice : **29**	
▪ Nombre de présents : **23**	
▪ Nombre de votants : **29**	

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le projet d'acte annexé à la présente délibération,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1311-2,

Vu ledit dossier,

Vu l'acte d'acquisition passé par la commune,

Monsieur le maire rappelle que la ville porte le projet de production d'électricité photovoltaïque sur 4 parkings publics, d'une production globale d'environ 1298 MWh/an. Cette production sera équivalente à celle de près de 300 foyers (sur la base de 4000kw/h/an).

Par ailleurs, il est précisé que l'ensemble des installations devrait permettre d'éviter le rejet annuel d'environ 64 tonnes de CO2.

Les ombrières photovoltaïques seront installées sur les parcelles communales suivantes :

- Complexe sportif Perdiguier (Nord et Sud) : parcelles cadastrées BR211 (1202m²) / BR55 (1135m²) / BR76 (46m²) ; BR212 (80m²) / BR214 (38326m²) / BR53 (844m²) / BR79 (789m²) / BR50 (51m²) / BR56 (3422m²) / BR 213 (5 415m²).
- Parking Folard en face de l'espace culturel Folard : parcelles cadastrées AO376 (1270m²) / AO273 (6m²) / AO274 (52m²) /AO382 (2726m²) / AO275 (29m²) / AO379 (132m²) / AO381(129m²) / AO375 (57 m²).
- Parking du collège Anne Franck : parcelles cadastrées AZ386 (1552m²) / AZ27 (2803m²).

La production attendue sur chaque site est la suivante :

- 382 kWc pour les installations sur les parkings du complexe sportif Perdiguier
- 268 kWc pour les installations sur le parking en face de l'espace culturel Folard
- 238 kWc pour les installations sur le parking du collège Anne Franck

Afin de pouvoir concrétiser ces projets, il convient aujourd'hui de mettre ces espaces à la disposition de la société Sun'R Power, par la voie d'un bail emphytéotique administratif.

Le bail emphytéotique aurait une durée de 30 ans, à compter de la mise en service du parc, sur l'exercice 2022 pour se terminer en 2052.

Pour chacun des trois sites, la commune percevra un loyer selon les modalités suivantes :

- loyer annuel de 2000 euros hors taxes sur les 20 premières années,

- loyer annuel correspondant à 8% du chiffre d'affaires généré pour les 10 années suivantes.

Soit 6 000 euros hors taxes par an, pour les trois sites, pendant les vingt premières années, et 8% du chiffre d'affaires généré par les trois sites, pour les dix dernières années du bail.

Ces modalités financières ont été présentées aux services fiscaux,

Ouï l'exposé du rapporteur, le conseil municipal délibère, et :

- **APPROUVE** la mise à disposition par bail emphytéotique, à la société Sun'R Power des parcelles cadastrées susvisées
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer tout document relatif à ce dossier.
- **PRÉCISE** que la recette en résultant sera inscrite au budget de la commune – exercices 2022 et suivants dans les comptes de la ville

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE



Le

BAIL EMPHYTEOTIQUE SOUS CONDITION SUSPENSIVE

Entre

La ville de Morieres les Avignon

et

La société Sun R Power

Table des matières

1. Identification des Parties 1
1.1 Bailleur 1
1.2 Preneur 1
2. PROJET D'ACTE 2
3. CAPACITE 2
4. Exposé préalable 2
5. Définitions et Interprétations 3
5.1 Définitions 3
5.2 Interprétations 4
6. Désignation 5
6.1 Désignation de l'Ensemble Immobilier 5
6.2 – État Descriptif de Division en Volumes 7
6.3 Désignation du Volume OBJET DU BAIL EMPHYTEOTIQUE 7
7. Effet relatif 7
8. Origine de propriété 7
9. Consistance – Réglementation 7
9.1 Consistance 7
9.2 Réglementation 8
10. Situation locative 9
11. Condition Suspensive 9
11.1 Teneur de la Condition Suspensive 9
11.2 Constatation de la prise d'effet 10
12. Mise à disposition à titre gratuit du Volume Preneur d'ici à la Date de Prise d'Effet du Bail 10
13. Durée 11
14. Prise de possession du Volume Preneur 12
15. Redevance 13
16. Installation et raccordement des Équipements 13
17. Autorisations Administratives 14
18. Entretien et réparations 14
19. Affichage 15
20. Sinistres 15
21. Responsabilité - Assurances 16
21.1 Responsabilité 16
21.2 Assurances 16
22. Transfert - Constitution de droits réels 16

23. Servitudes 17
23.3 AUTRES OBLIGATIONS 21
23.4 Réalisation des travaux nécessaires à l'exercice des servitudes 21
23.5 Durée 21
23.6 Indemnités incluses dans la Redevance 22
24. Obligations du Bailleur 22
25. Déclarations et garanties 22
26. Plans de prévention et état des risques 23
27. Caducité - Résiliation 24
27.1 Caducité 24
27.2 Résiliation 25
28. Propriété des Équipements 26
29. Démantèlement 27
30. Vidéoprotection 27
31. Engagement de confidentialité-EXCLUSIVITE 28
32. Stipulations diverses 28
33. Situation hypothécaire 28
34. Capacité 28
35. Élection de domicile – Notifications 29
35.1 Élection de domicile 29
35.2 Notifications 29
36. Copie exécutoire 30
37. Litiges 30
38. Droit applicable et compétence juridictionnelle 30
39. Exercice des droits 30
40. Autonomie des stipulations individuelles 31
41. Faits et actes antérieurs à la signature du Bail 31
42. Taxe sur la valeur ajoutée 31
43. Enregistrement 31
44. Impôts, taxes et charges 31
45. Frais 31
47.1 Formalisme lié aux Annexes 32
47.2 Liste des Annexes 33

L'AN DEUX MILLE [●]

LE [●]

À [●] ([●]), [●],

Maître [●], [●],

A reçu le présent acte authentique contenant :

BAIL EMPHYTEOTIQUE SOUS CONDITION SUSPENSIVE

---

1. IDENTIFICATION DES PARTIES

1.1 BAILLEUR

La commune de MORIERES-LES-AVIGNON, département du VAUCLUSE

Régulièrement identifiée au répertoire SIREN sous le numéro 218400810,

Représenté(e) par Monsieur Grégoire SOUQUE, son maire, régulièrement habilité à l'effet de régulariser les présentes en vertu d'une délibération conseil municipal de ladite commune en date du 5 avril 2022.

Monsieur Grégoire SOUQUE déclare es-qualité que cette délibération a été régulièrement transmise à la Préfecture du VAUCLUSE, qu'elle n'a fait l'objet d'aucun recours dans les délais prescrits et qu'elle est à ce jour devenue définitive

Une copie certifiée conforme de la délibération du 5 avril 2022 figure en annexe 1.

Ci-après dénommé(e) le ***Bailleur ou*** **LE BAILLEUR**

Il est ici précisé qu'en cas de pluralité des personnes ayant la qualité de ***Bailleur,*** les engagements résultant pour elles des présentes sont expressément stipulés solidaires et indivisibles entre elles, sans que cette solidarité et cette indivisibilité soient rappelées chaque fois.

1.2 PRENEUR

La société dénommée SUN'R POWER, société par actions simplifiée au capital social de- 3 496 363,00 €, ayant son siège social au 7, rue de Clichy 75009 PARIS, immatriculée

sous le numéro SIREN 852 155 092 et inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris,

Représentée par [●] en sa qualité de [●] de ladite société en vertu de [●], dûment habilité(e) à l'effet des présentes en vertu de [●].

Une copie des pièces justificatives des pouvoirs du preneur est insérée en **annexe 2** (*Pièces justificatives des pouvoirs du Preneur*).

Ci-après dénommée le ***Preneur,*** **LE PRENEUR** ou l'***Emphytéote***

Il est ici précisé qu'en cas de pluralité des personnes ayant la qualité de ***Preneur,*** les engagements résultant pour elles des présentes sont expressément stipulés solidaires et indivisibles entre elles, sans que cette solidarité et cette indivisibilité soient rappelées chaque fois.

2. PROJET D'ACTE

Les parties reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles tant auprès du notaire soussigné que du PRENEUR et ce, notamment au cours des différentes périodes de développement du projet.

3. CAPACITE

Les contractants confirment l'exactitude des indications les concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Ils déclarent en outre qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure civile ou commerciale susceptible de restreindre leur capacité ou de mettre obstacle à la libre disposition de leurs biens.

4. EXPOSE PREALABLE

A. Le ***Bailleur*** est propriétaire d'un ensemble de parcelles décrites ci-après et actuellement à usage de voies de circulation et de parkings publics. Ces parcelles dépendent, en raison de leur affectation, du Domaine Public de la commune de MORIERES LES AVIGNON.

B. Le ***Preneur*** est une société de développement, de réalisation et d'exploitation de systèmes et d'équipements de production d'électricité à partir de capteurs solaires

C. Les Parties se sont rapprochées afin d'étudier la possibilité pour le Preneur de construire (ou faire construire en son nom et pour son compte) une « centrale photovoltaïque » qui soit compatible avec l'affectation de ces parcelles

D. Après discussions, elles ont opté pour le schéma suivant :

a. Réalisation par un géomètre expert d'un état descriptif de division en volumes distinguant deux lots volumes, savoir :

i. ***Le lot numéro un (« volume bas » ou « volume bailleur »), qui conserverait son affectation actuelle.***

ii. ***Le lot numéro deux (« volume haut » ou « volume preneur »)***

b. Conclusion d'un bail emphytéotique sur le volume deux afin de permettre l'installation dans celui-ci d'ombrières supportant des panneaux photovoltaïques.

c. Constitution de servitudes entre les deux lots afin de :

i. ***Permettre l'implantation dans le volume un des supports des ombrières.***

ii. ***Permettre le maintien d'ouvrages existants dont partie viendrait à dépendre du lot numéro deux (candélabres, portique d'accès etc…***

iii. ***Eviter que des constructions du lot deux ne viennent entraver ou limiter l'affectation du lot numéro un à un usage de voie publique et de parking.***

E. Il est pour mémoire précisé que le ***Bailleur*** et le ***Preneur*** ont conclu une promesse de bail emphytéotique sous seing privé le [●].

F. En application de cette promesse, les Parties sont convenues de conclure le présent Bail dont la naissance des effets est soumise à la réalisation de la condition suspensive relatée ci-après. Cette réalisation sera constatée, à première demande du ***Preneur***, dans un acte à recevoir par le notaire soussigné

Il est convenu entre les Parties que l'exposé qui précède fait partie intégrante du présent Bail.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, LES PARTIES SONT CONVENUES D'ETABLIR ENTRE ELLES UN BAIL EMPHYTEOTIQUE SOUS CONDITION SUSPENSIVE AUX CHARGES ET CONDITIONS SUIVANTES QUI ONT ETE LIBREMENT NEGOCIEES ET DEBATTUES ENTRE ELLES.

LE **BAILLEUR**, par les présentes, donne à bail emphytéotique conformément aux articles L. 451-1 et suivants du Code rural, et éventuellement de tous les textes subséquents pouvant être pris en cette matière, au **PRENEUR** qui accepte, les biens et droits immobiliers désignés ci-après.

Ce bail confère au PRENEUR un droit réel d'emphytéose sur les biens et droits immobiliers loués, il sera dénommé ci-après « BAIL », « Bail » ou « Contrat ».

5. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS

5.1 DEFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Bail, les termes et expressions commençant par une majuscule ont, sauf stipulation contraire, la signification qui leur est attribuée ci-après :

Annexe désigne une annexe au Bail.

Article désigne un article du Bail ;

Autorisations Administratives désigne l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des Constructions envisagées par le Preneur, notamment, tout permis de démolir, tout permis de construire, tout permis modificatif et tout transfert ;

Constructions désigne (i) tous les travaux de construction et de rénovation qui pourront éventuellement être effectués par le Preneur en vertu des Autorisations Administratives et (ii) tous les travaux de rénovation et d'aménagements effectués par le Preneur ou ses ayants-cause en cours de Bail ;

Date de Prise d'Effet du Bail désigne la date de réalisation ou de renonciation à la Condition Suspensive. Elle sera constatée dans un acte à recevoir par le notaire soussigné.

Date Ultime de Réalisation de la Condition Suspensive désigne la date à laquelle la Condition Suspensive devra avoir été réalisée ou avoir fait l'objet d'une renonciation par la Partie au bénéfice de laquelle elle est stipulée.

Emphytéose désigne le droit réel immobilier temporaire conféré par le Bailleur au Preneur aux charges et conditions contenues dans le présent Bail.

ENEDIS désigne la société dénommée ENEDIS, société anonyme au capital de 270.037.000 € dont le siège social est à PARIS LA DÉFENSE CEDEX (92079), 34, place des Corolles, identifiée au répertoire SIRENE sous le numéro 444 608 442 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE ;

Équipements ou ***Centrale*** désigne l'ensemble des éléments mobiliers constitutifs des « ombrières de parking » que le Preneur envisage de construire.

Ensemble Immobilier désigne la ou les parcelles cadastrales constituant l'assiette foncière de l'opération.

Exposé désigne l'exposé préalable aux présentes qui fait partie intégrante du Bail ;

Frais désigne les taxes et droits, frais et débours de toutes natures afférents à la conclusion, l'enregistrement et la publicité du Bail.

5.2 INTERPRETATIONS

Les dénominations Bailleur et Preneur définissent l'identité des contractants sans égard au nombre, à leur personnalité physique ou morale mais également à leur intervention directe ou par mandataire.

Les Annexes du Bail font partie intégrante de celui-ci. En cas de contradiction entre les termes du Bail et ceux de l'une des annexes, les termes de cette dernière prévaudront ;

Toute référence au Bail inclut ses Annexes.

Les titres et sous-titres utilisés dans le Bail ne doivent avoir aucune incidence sur sa teneur, son étendue ou son interprétation.

Les mots au singulier doivent s'entendre également au pluriel et inversement, lorsque le sens ou le contexte l'exigeront.

Toutes les références faites dans le Bail à une personne comprennent ses successeurs, ayants droit et ayants cause, ainsi que toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Les renvois faits dans le Bail à des Articles ou des Annexes doivent s'entendre, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement, comme étant des renvois à des articles ou à des annexes du Bail.

Les renvois à une convention ou autres documents doivent être interprétées comme des références à ce document tel qu'il peut être amendé, modifié, complété ou remplacé par les Parties.

Les références à une disposition législative ou réglementaire renvoient à cette disposition.

En vertu de l'article 642 du Code de procédure civile, le délai expirant un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

6. DESIGNATION

6.1 DESIGNATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

L'Ensemble Immobilier tel qu'il se poursuit et se comporte avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, est situé sur le territoire de la commune de **MORIERES LES AVIGNON** et constitué des/de la parcelle(s) cadastrée(s) comme suit :

Esplanade du collège Anne Franck :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
AZ	27	Les Pessades	2 803 m²
AZ	386	Les Pessades	1552 m²
		Contenance totale	4 355 m²

Parking du clos Folard :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
AO	382	Le clos	2 726 m²
AO	274	Le clos	52 m²
AO	273	Le clos	6 m²
AO	376	Le clos	1 270 m²
AO	381	Le clos	129 m²
AO	379	Le clos	132 m²
AO	375	Le clos	57 m²
AO	275	Le clos	29 m²
		Contenance totale	4 401 m²

Complexe sportif Perdiguier (Nord) :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
BR	212	Salvador	80 m²
BR	214	Salvador	38 326 m²
BR	213	Salvador	5 415 m²
BR	53	Salvador	844 m²
BR	79	Salvador	789 m²
BR	50	Salvador	51 m²
BR	56	Salvador	3 422 m²
		Contenance totale	48 927 m²

Complexe sportif Perdiguier (Sud) :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance
BR	211	Salvador	1 202 m²
BR	55	Salvador	1 135 m²
BR	76	Salvador	46 m²
		Contenance totale	2 383 m²

6.2 – ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES

L'Ensemble Immobilier a fait l'objet d'une division en volumes réalisée aux termes d'un document d'arpentage établi le [●] par [●], géomètres-experts à [●] [●].

Celle-ci a été réitérée aux termes d'un état descriptif de division en volumes reçu par le notaire soussigné le [●] et qui sera publié au Service de la Publicité Foncière compétent avant ou en même temps que les présentes.

6.3 DESIGNATION DU VOLUME OBJET DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

Au sein de l'Ensemble Immobilier désigné ci-dessus, sis sur la commune de MORIERES-LES-AVIGNON:

- Le Lot Volume numéro 2 comprenant :

  [●]

  Ci-après désigné « Le Volume Preneur » ou « BIEN »

7. EFFET RELATIF

Sans objet.

8. ORIGINE DE PROPRIETE

Sans objet.

9. CONSISTANCE – REGLEMENTATION

9.1 CONSISTANCE

Le « Volume Preneur » est donné à bail tel qu'il existe avec toutes ses dépendances sans exception ni réserve, et sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte du Preneur.

Dans la mesure où elles lui auraient été révélées lors des présentes, LE PRENEUR s'oblige à respecter les servitudes passives, conventionnelles ou administratives, qui peuvent grever le « Volume Preneur », sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre LE BAILLEUR.

S'agissant des éventuelles servitudes administratives et d'urbanisme, LE PRENEUR déclare en avoir été parfaitement informé dans le cadre des demandes d'autorisation relatives à son projet de centrale photovoltaïque. Il déclare vouloir en faire son affaire personnelle sans recours contre le BAILLEUR.

LE BAILLEUR déclare et garantit que le « Volume Preneur » :

- n'est grevé d'aucune autre servitude que celles éventuellement relatées ou constituées aux termes des présentes.

- ne profite d'aucune autre servitude que celles éventuellement relatées ou constituées aux termes des présentes.

9.2 REGLEMENTATION

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, le Bail constitue une mise à disposition à titre onéreux du Volume Preneur en vue de son exploitation pour une longue durée. Il est régi par les articles L 451-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime et tous les textes subséquents applicables pouvant exister en cette matière ainsi qu'aux conditions particulières convenues entre les Parties.

Le Bail est consenti, sans restriction aucune au droit de jouissance du Preneur, notamment aux fins de réalisation et d'exploitation par le Preneur. Il pourra, s'il le souhaite, installer, à ses frais exclusifs, tous équipements ou constructions dans le Volume Preneur et les exploiter pendant la durée du Bail.

Il est expressément convenu entre les Parties que le présent Bail ne saurait avoir pour effet d'imposer au Preneur une quelconque destination du Volume Preneur ni une quelconque obligation de construire dans ledit Volume Preneur.

Ce Bail confère au Preneur un droit réel d'emphytéose susceptible d'hypothèque. En contrepartie du droit qui lui est conféré sur le « Volume Preneur », le Preneur s'engage à régler au Bailleur la Redevance définie à l'Article 15 (*Redevance*).

Le Preneur demeurera pendant toute la durée du Bail, seul propriétaire de toutes les installations et constructions qu'il réaliserait éventuellement dans le « Volume Preneur » ainsi que de celles destinées à leur servir de support et pouvant se trouver dans le lot numéro un (« volume bailleur »). Il veillera sous sa seule responsabilité à respecter les lois et règlements édictés par les autorités compétentes.

Le Preneur pourra acquérir au profit du BIEN des servitudes actives, et consentir des servitudes passives pour un temps qui n'excédera pas la durée du BAIL.

D'une manière générale, LE BAILLEUR donne tous pouvoirs au PRENEUR à l'effet de déposer toutes demandes d'autorisations, déclarations, arrêtés, etc., nécessaires à l'exercice de son activité. Il s'engage le cas échéant à collaborer de bonne foi à leur obtention.

A l'expiration du bail par l'arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, tous les privilèges et hypothèques et servitudes, conférés par le PRENEUR, s'éteindront de plein droit

10. SITUATION LOCATIVE

Le Bailleur déclare que le Volume Preneur est actuellement libre, en fait comme en droit, de toute location ou occupation, licite, illicite, durable ou précaire, ou réquisition de quelque nature que ce soit.

11. CONDITION SUSPENSIVE

Le Bail est consenti et accepté de manière ferme et définitive sous réserve de la réalisation de la Condition Suspensive énoncée au présent Article.

Cette Condition Suspensive est établie dans le seul intérêt du Preneur, ce dernier peut ainsi toujours renoncer à s'en prévaloir.

Cette Condition Suspensive doit se réaliser au plus tard le **30 juin 2022** que les parties définissent comme étant la ***Date Ultime de Réalisation de la Condition Suspensive***.

En cas de défaillance de la Condition Suspensive et au cas où le Preneur n'a pas, préalablement, renoncé à son bénéfice, le Bail est caduc de plein droit, sans que l'une ou l'autre des Parties puissent réclamer quelque indemnité que ce soit du seul fait de cette défaillance. Le Preneur remettra alors le « Volume Preneur » dans l'état dans lequel il l'a trouvé et prendra à sa charge tous frais de publicité et de purge d'inscription liés à la fin de l'emphytéose.

Conformément aux dispositions de l'article 1304-6 du Code civil, la réalisation de la Condition Suspensive ou la renonciation par le Preneur à son bénéfice n'a aucun effet rétroactif, notamment quant à la date de naissance du droit réel d'Emphytéose au profit du Preneur.

En conséquence, la *Date de Prise d'Effet du Bail* sera soit celle à laquelle le Preneur aura renoncé au bénéfice de la *Condition Suspensive* soit celle à laquelle la *Condition Suspensive* sera réalisée

11.1 TENEUR DE LA CONDITION SUSPENSIVE

Le Bail est conclu sous la condition suspensive de l'obtention par le Preneur d'un financement permettant la construction sur le BIEN loué d'une centrale photovoltaïque, composée d'ombrières de parkings recouverts de panneaux solaires pour une puissance minimale de 0.959 MWc.

Ce financement devra remplir les caractéristiques suivantes :

- montant en principal minimum de un million soixante quinze mille EUROS (1.075.000 €)
- durée minimale de vingt (20) ans.
- taux d'intérêt annuel maximum de deux point quinze pour cent (2.15 %).

Dans le cas où pour les besoins du financement du Projet, les établissements financiers ou fonds d'investissements sollicités demanderaient des modifications aux présentes préalablement à toute mise à disposition de fonds pour permettre la réalisation du Projet, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi un avenant aux présentes, par acte notarié, aux frais du Preneur, pourvu que cet avenant ne préjudicie pas, de façon excessive, aux intérêts, notamment économiques, du Bailleur.

11.2 CONSTATATION DE LA PRISE D'EFFET

11.2.1 En cas de réalisation de la Condition Suspensive d'ici la ***Date Ultime de Réalisation de la Condition Suspensive***, le ***Preneur*** requerra le Notaire Soussigné de constater la Prise d'Effet du Bail dans un acte et ce dans les trois mois de la réalisation de la Condition Suspensive. Les frais de cet acte seront à la charge exclusive du ***Preneur***.

11.2.2 Le ***Preneur*** peut, avant la ***Date Ultime de Réalisation de la Condition Suspensive,*** renoncer à tout moment au bénéfice de la Condition Suspensive ce qui aura pour effet de rendre le Bail définitif.

11.2.3 Il est ici précisé que le consentement du Bailleur est donné aux termes des présentes de manière ferme, définitive et irrévocable, de telle sorte que l'Acte de Constatation de la Prise d'Effet du Bail pourra être établi à la seule requête du Preneur.

11.2.4 À cette fin et en tant que de besoin, le Bailleur donne mandat à tout collaborateur de l'étude du Notaire Soussigné à l'effet de signer tout document qui s'avèrerait nécessaire à l'établissement de l'acte constatant la prise d'effet du Bail. Cet acte fera foi de la date de naissance du droit réel d'Emphytéose, ferme et définitif, du Preneur, ainsi que du point de départ de la computation de sa durée.

11.2.5 Une copie exécutoire établie aux frais du Preneur par le notaire soussigné sera remise au Bailleur. En outre, le notaire effectuera les formalités de publication au Service de la Publicité Foncière compétent, pour assurer la pleine information des tiers.

11.2.6 Le Preneur informera le Bailleur de la ***Date de Prise d'Effet du Bail*** et de la conclusion de l'Acte de Constatation de la Prise d'Effet du Bail dans les quinze (15) Jours Ouvrés de sa signature.

12. MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DU VOLUME PRENEUR D'ICI A LA DATE DE PRISE D'EFFET DU BAIL

12.1 A compter de la signature des présentes et jusqu'à l'une des dates visées à l'article 12.3 ou encore jusqu'à la ***Date de Prise d'Effet du Bail***, ***Le Preneur*** bénéficiera, dans le cadre des dispositions des articles 1875 et suivants du Code civil de la mise à disposition à titre gratuit du Volume Preneur.

12.2 Préalablement à cette mise à disposition, les Parties procéderont à un état des lieux contradictoire du Volume Preneur. Cet état des lieux sera réalisé selon les modalités prévues ci-dessous à l'article 14.1.

12.3 Le commodat cessera de plein droit en cas de défaillance de condition suspensive ainsi qu'en cas de résiliation ou de résolution du Bail.

12.4 A l'issue du commodat, il sera établi contradictoirement et dans les formes décrites ci-après à un état des lieux de sortie. Si nécessaire, le Preneur s'engage à procéder dans un délai maximal de [●] mois et à ses frais (sauf circonstance engageant la responsabilité du Bailleur) à la remise en état du Volume Preneur, et à l'évacuation de toutes les installations qui auraient pu y être implantées par ses soins.

13. **DUREE**

13.1 Le Bail est consenti et accepté pour une durée initiale de trente ans (***La Période Initiale***), à compter de la ***Date de Prise d'Effet du Bail***

13.2 Prorogation pour cas de force majeure : Les Parties conviennent que la ***Période Initiale*** du Bail convenue ci-dessus pourra être prorogée à la demande exclusive du PRENEUR en cas de survenance d'un cas de force majeure ou de l'un des évènements stipulés ci-après :

- grève, qu'elle soit générale ou particulière à l'industrie ou aux professions des entreprises intervenant sur le site pour la réalisation de travaux ou encore aux fournisseurs des matériaux, matériels ou équipements nécessaires à la réalisation des travaux en cours ;
- injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter les travaux effectués sauf pour le cas où lesdites injonctions résulteraient directement d'un comportement fautif du Preneur ;
- prescriptions de diagnostics ou de travaux en matière environnementale ou archéologique ;
- troubles résultant d'hostilités, révolution, émeute, mouvement populaire, acte de terrorisme, de vandalisme, de sabotage, d'incendie, d'explosion, cataclysme ou accident de chantier ;
- difficultés d'approvisionnement du chantier provenant d'un désordre du marché national ou du marché régional concerné ;
- intempéries, tempêtes, cyclones ou autres aléas climatiques de natures exceptionnelles pourvu que l'ensemble de ces évènements soient classés au titres des catastrophes naturelles ;
- manquement du Bailleur aux obligations qu'il a souscrites aux termes du présent Bail ;
- tout retard de raccordement d'installations de production d'énergie au réseau national de distribution non directement imputable au Preneur, notamment en cas de retard du fait d'ENEDIS.

La prorogation de la ***Période Initiale*** devra être notifiée par ***Le Preneur*** au ***Bailleur*** au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception (ou par tout autre procédé juridiquement équivalent) impérativement dans les trente (30) jours suivants la fin de l'évènement concerné. En tout état de cause, le cumul de l'ensemble des prorogations notifiées par ***le Preneur*** ne pourra excéder deux ans.

13.3 Prorogation à l'initiative du ***Preneur :*** À l'expiration de la ***Période Initiale***, les Parties conviennent que le Bail pourra être prorogé une fois, aux mêmes charges et conditions sur décision expresse et unilatérale du ***Preneur***. Celui-ci adressera alors au Bailleur une notification par acte extrajudiciaire, six (6) mois au moins avant l'expiration de la ***Période Initiale***. La durée de la prorogation est choisie par le seul ***Preneur*** mais ne pourra en aucun cas excéder dix (10) années entières et consécutives (la ***Période Supplémentaire***). La date de prise d'effet de cette prorogation est convenue pour intervenir à l'instant de raison qui précède l'échéance de la ***Période Initiale***.

D'une manière générale, l'échéance du Bail ne fait naître, à elle seule, aucune indemnité, de part ou d'autre.

Le Bail ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite. Il prend fin de plein droit par l'arrivée de son terme sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une quelconque formalité, sauf les cas de prorogation prévus au présent Article.

13.3 Dans tous les cas de prorogation visés ci-dessus, les Parties s'engagent à régulariser un avenant au Bail par acte authentique (donnant lieu à publication) et ce, dans les six mois de la fin de la ***Période initiale***. Le ***Preneur*** prendra en charge les frais y afférents. Le ***Bailleur*** donne dès à présent mandat à tout collaborateur de l'office notarial rédacteur du Bail initial aux fins de régularisation de l'avenant à celui-ci et d'accomplissement des formalités de publicité.

14. PRISE DE POSSESSION DU VOLUME PRENEUR

14.1 Sous réserve d'un éventuel commodat à son profit (article 12), le ***Preneur*** prend possession du Volume Preneur à compter de la ***Date de Prise d'Effet du Bail***.

Les Parties conviennent qu'un état des lieux contradictoire sera établi par un huissier à cette occasion et ce, aux frais du ***Preneur***.

Si l'une des Parties refusait de participer à cet état des lieux, l'autre partie pourra le faire établir à sa seule requête. Il l'adressera ensuite à son cocontractant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout moyen juridiquement équivalent. Le destinataire de cette notification disposera alors, à compter de la première présentation de la lettre recommandée, de deux (2) semaines pour faire ses observations sur le projet ou pour l'accepter. À l'expiration de ce délai, il est expressément convenu que son silence vaudra acceptation. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

14.2 Le ***Preneur*** prendra possession du Volume Preneur dans les conditions suivantes :

- sans pouvoir prétendre à aucune indemnité en raison de l'état du sol ou du sous-sol, d'un vice caché ou de toute autre cause,
- sans garantie d'erreur dans la désignation ou dans la contenance sus indiquée, cette différence, fut elle supérieure à 1/20ème,

14.3 ***Le Bailleur*** s'engage à communiquer au ***Preneur*** toutes informations en sa possession, relatives aux ouvrages ou installations enfouis dans le sol de l'Ensemble Immobilier (drainage, fondations...), le tout afin que ***Le Preneur*** puisse apprécier l'impact de cette situation sur les constructions à édifier.

14.4 Le Preneur ne sera responsable d'aucune pollution affectant l'Ensemble Immobilier ou les parcelles adjacentes, dès lors que cette pollution aurait une origine extérieure à ses activités ou une origine antérieure à la date de prise d'effet de son droit réel immobilier d'emphytéose.

À cet égard et en application des dispositions de l'article L. 514-20 du Code de l'environnement, les Parties reconnaissent avoir été informées des dispositions dudit article, dont les termes sont ci-après littéralement rapportés :

« Lorsqu'une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; Il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne parait pas disproportionné par rapport au prix de vente ».

Le Bailleur déclare qu'à sa connaissance il n'a jamais été exploité, sur l'Ensemble Immobilier d'installation classée soumise à autorisation ou déclaration (articles R. 511-9 et suivants du Code de l'environnement).

Il déclare encore qu'il n'a jamais déposé, enfoui, ou utilisé sur le terrain de déchets ou substances quelconques pouvant entraîner des dangers ou inconvénients pour la santé et l'environnement.

15. REDEVANCE

15.1 Le Bail est consenti et accepté moyennant le paiement par le Preneur au Bailleur, d'une redevance annuelle d'un montant de 6 000 euros hors taxes pour les 20 premières années, puis 8% du chiffre d'affaires pour les 10 suivantes. En outre Le Bailleur pourra, par le jeu de l'accession, devenir propriétaire en fin de Bail des constructions et installations édifiées par le Preneur.

15.2 Il est expressément convenu entre les parties que le service de la redevance par ***Le Preneur*** au ***Bailleur*** démarrera à compter de la ***Date de Prise d'Effet du Bail.***

15.3 Dans l'hypothèse où le Bailleur viendrait à cesser d'utiliser le lot volume numéro un de l'Ensemble Immobilier, il s'interdit de consentir tous droits de jouissance ou d'exploitation sur ce lot volume à toute personne physique ou morale qui n'accepterait pas expressément de se voir subrogée dans les droits et obligations résultant des présentes.

15.4 La première et la dernière échéance de la redevance seront éventuellement calculées prorata temporis. Le paiement de la redevance sera réalisé par ***le Preneur*** sur le compte bancaire désigné par ***le Bailleur***.

16. INSTALLATION ET RACCORDEMENT DES ÉQUIPEMENTS

16.1 Le Preneur envisage, **sans que les présentes ne constituent une quelconque obligation à cet égard**, d'édifier ou de faire édifier à ses frais une Centrale photovoltaïque dans le Volume Preneur et de procéder à son raccordement au réseau public.

16.2 Si le Preneur décide de réaliser la Centrale, les travaux seront réalisés, à ses frais exclusifs, conformément aux règles de l'art et aux normes applicables.

16.3 Sans que cela ne remette en cause la liberté du Preneur de réaliser la Centrale, le Preneur déclare et reconnaît qu'il a déterminé seul la situation et les dimensions du Volume Preneur et qu'après avoir examiné ses caractéristiques techniques, il a estimé, sous sa seule responsabilité, que le Volume Preneur et ses accessoires étaient aptes à l'installation de la Centrale et à la réalisation des travaux et aménagements de raccordement.

16.4 Le Bailleur apportera au Preneur toute assistance et fournira toute information nécessaire ou utile au bon déroulement des travaux envisagés par le Preneur.

16.5 En cas de réalisation de la Centrale et de son raccordement pendant l'installation et la durée des travaux, le Bailleur s'oblige à laisser le Preneur et tout entrepreneur qu'il indiquerait avoir accès au Volume Preneur, laissant à disposition l'espace nécessaire à la réalisation des travaux.

17. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

17.1 Le Preneur fera son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires à son Projet et notamment à l'édification et à l'exploitation de la Centrale. Il sera seul responsable des conséquences de sa défaillance quant à l'obtention et au respect des autorisations requises.

17.2 Le Bailleur communiquera en temps utile au Preneur toute information en sa possession relative à l'Ensemble Immobilier, qui serait utile ou nécessaire au dépôt et à l'instruction des demandes d'autorisations auprès des autorités compétentes et lui apportera toute assistance dans le cadre de ces démarches.

17.3 À ce titre il est rappelé que le Preneur a procédé à la constitution du dossier d'obtention des autorisations administratives qui a été visé par le Bailleur. Ce dernier s'engage à signer tout document ou pièce complémentaire requise dans le cadre de l'instruction du dossier d'obtention des autorisations administratives nécessaires au Projet.

17.4 Le Preneur ayant seul la qualité de maître de l'ouvrage, restera seul qualifié tant pour donner les instructions nécessaires à la réalisation des travaux que pour prononcer la réception des ouvrages ou installations réalisées.

17.5 Au regard du bénéfice du Projet pour les Parties, celles-ci ont d'ores et déjà convenu de la répartition des travaux au titre du Projet à la charge respectivement du Bailleur et du Preneur, sous réserve de toute préconisation que l'administration pourrait formuler dans le cadre de la délivrance des autorisations s'y rapportant (**Annexe 4** – *Travaux relatifs au Projet*).

18. ENTRETIEN ET REPARATIONS

18.1 Le Preneur devra, à ses frais et sous sa responsabilité pendant toute la durée du Bail, entretenir en bon état d'entretien courant et de maintenance les seuls équipements ou autres ouvrages et aménagements qu'il pourrait faire édifier dans le Volume Preneur. Il effectuera en outre sur ceux-ci :

les grosses réparations visées par les articles 605 et 606 du Code civil ;

les réparations dues à la vétusté conformément à l'article 1755 du Code civil ;

les travaux de conformité avec toute réglementation actuelle ou future applicable à la Centrale.

Le Bailleur aura le droit de visiter ou faire visiter le Volume Preneur. Le Preneur pourra toutefois interdire l'accès au Volume Preneur à toute personne (et notamment au Bailleur) pour des raisons de sécurité.

18.2 Au cas où l'administration ou quelque autorité que ce soit viendrait à exiger de façon définitive - toute voie de recours contentieux du Preneur étant épuisée - à un moment quelconque, un aménagement ou une modification quelconque de la Centrale ou des travaux de mise en conformité avec toute réglementation (à moins que cette exigence ne soit justifiée par une activité antérieure au Bail), et même si cette exigence était constitutive d'un cas de force majeure, tous les frais et conséquences quelconques de ces modifications, aménagements ou travaux seront intégralement supportés par le Preneur qui s'y oblige.

Après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet à l'expiration d'un délai maximum d'un mois, le Bailleur pourra faire procéder à l'exécution des travaux aux frais et risques du Preneur.

18.3 L'exécution des travaux prévus au présent article, quels qu'en soient leur durée et coût, n'entraînera aucune indemnité.

19. AFFICHAGE

Le Bailleur consent au Preneur le droit d'installer tout panneau d'affichage en bordure de l'Ensemble Immobilier.

20. SINISTRES

20.1 En conséquence du transfert des risques à la Date de Prise d'Effet du Bail, le Preneur fera son affaire personnelle de l'incendie et autres sinistres subis par la Centrale ou par les autres équipements édifiés par ses soins et ce, quelles qu'en soient les causes (à moins qu'elles ne soient imputables à un fait du Bailleur, d'une personne sur laquelle il exerce une autorité ou avec laquelle il aurait contracté) et dans les conditions prévues par l'article 1733 du Code civil.

20.2 En cas de sinistre, le Preneur pourra, s'il le souhaite, procéder à la reconstruction totale ou partielle de la Centrale ou des équipements sous réserve de l'obtention de toutes autorisations administratives préalables. Plus généralement, il assumera tout dégât, toute détérioration ou panne de la Centrale ainsi que des équipements et notamment des aménagements de raccordement. Il supportera les conséquences directes susceptibles d'en résulter pour lui.

21. RESPONSABILITE - ASSURANCES

21.1 RESPONSABILITE

21.1.1 Le Preneur ne saurait être tenu pour responsable que des conséquences pécuniaires des dommages directs et matériels résultant d'un manquement à l'une quelconque de ses obligations au titre du présent Bail.

21.1.2 Par exception à ce qui précède, il est rappelé que le Preneur ne limite pas sa responsabilité civile en cas de préjudice corporel, décès, faute intentionnelle ou lourde

21.2 ASSURANCES

21.2.1 Pour le cas où il procéderait à des travaux et, en ce cas, avant la déclaration d'ouverture de chantier, le Preneur s'oblige à être assuré par des polices couvrant les responsabilités légales qui lui incombent en sa qualité de maître d'ouvrage et à vérifier que tous les intervenants avec lesquels il contracte dans le cadre des travaux sont assurés par des polices couvrant les garanties et responsabilités légales qui leur incombent, ainsi que leur responsabilité contractuelle. Ces constructeurs devront fournir au Preneur tous documents attestant qu'ils sont à jour du paiement de leurs primes. À première demande du Bailleur, le Preneur lui communique lesdits documents.

21.2.2 Outre les risques liés à la construction d'une Centrale (en ce compris ses accessoires), le Preneur déclare être assuré auprès d'une société d'assurances notoirement solvable, pour toute la durée du Bail, pour sa responsabilité civile et être à jour du paiement des primes.

22. TRANSFERT - CONSTITUTION DE DROITS REELS

22.1 Le Preneur pourra librement transférer et grever de droits réels, privilèges et hypothèques les droits qu'il tient du Bail ainsi que les équipements ou tous ouvrages et aménagements qu'il pourrait faire édifier dans le Volume Preneur conformément à l'article L. 451-1 du Code rural et de la pêche maritime. Dans le cas où le Preneur aurait constitué de telles sûretés, le Bailleur et le Preneur s'engagent à n'apporter aucune modification au Bail, sans l'accord préalable et écrit du ou des titulaires de tels droits ou sûretés inscrits du chef du Preneur sur le Volume Preneur.

22.2 À la garantie du paiement de la Redevance ci-dessus fixé, le Bailleur bénéficie du privilège mobilier du bailleur d'immeuble, prévu par l'article 2332 du Code civil. Cependant, dans le cas où le Preneur confère des sûretés ou autres droits réels à des tiers sur tout ou partie des meubles garnissant l'assiette prise à bail emphytéotique, le Bailleur renonce, envers ces tiers et seulement envers eux, à se prévaloir dudit privilège.

22.3 Le Preneur pourra librement conférer tout bail ou autre droit d'occupation sur le Volume Preneur et/ou les Équipements ou tous ouvrages et aménagements qu'il pourrait faire édifier dans le Volume Preneur, pour une durée ne pouvant excéder celle du Bail.

22.4 Le bénéficiaire du contrat de location devra toutefois s'engager à exécuter les charges et conditions du Bail et sera tenu des mêmes obligations que le Preneur.

22.5 À l'expiration du Bail par arrivée du terme ou encore, en cas de résiliation amiable ou judiciaire, tous baux, locations ou conventions d'occupation quelconques consentis par le Preneur ou ses ayants-cause, prendront fin de plein droit et sans que le Bailleur ait à payer d'indemnité ou quelque somme, à quelque titre que ce soit, et à qui que ce soit.

22.6 Le Preneur pourra céder tout ou partie de ses droits ou les apporter en société. Le cessionnaire ou la société bénéficiaire de l'apport devra s'engager expressément à exécuter les charges et conditions du Bail et sera directement tenu envers le Bailleur à l'exécution de toutes les conditions du Bail.

22.7 En cas de fusion du Preneur, la société issue de la fusion sera substituée de plein droit au Preneur dans tous les droits et obligations découlant du Bail.

22.8 Toutes cessions ou tous apports en société des droits que le Preneur tient du présent Bail devront être notifiés au Bailleur, par acte extrajudiciaire, dans les trente (30) jours de la signature de l'acte juridique considéré. En outre, ces cession ou apport devront être réalisés par acte authentique auquel le Bailleur sera appelé. Une copie exécutoire lui sera adressée sans frais pour lui.

22.9 D'une manière générale, aucune clause du Bail ne pourra être interprétée comme venant restreindre la liberté de cession par le Preneur de ses droits issus du Bail.

22.10 Si le Bailleur envisage de céder ou transférer l'Ensemble Immobilier ou le Volume Preneur, il devra en informer le Preneur par lettre recommandée avec avis de réception. Cette notification devra indiquer le prix et les conditions de la vente envisagée. Cette notification vaut offre de vente au Preneur. Ce dernier disposera d'un délai de de deux (2) mois à compter de la réception de cette offre pour se prononcer. En cas d'acceptation, le Preneur dispose, à compter de la date d'envoi de sa réponse au Bailleur, d'un délai de six (6) mois pour la réalisation de la vente. Si, dans sa réponse, il notifie son intention de recourir à un prêt, l'acceptation par le Preneur de l'offre de vente est subordonnée à l'obtention du prêt et le délai de réalisation de la vente est porté à douze (12) mois.

22.11 Si le Preneur renonce à son droit de préférence, le Bailleur devra informer le repreneur envisagé de l'existence et de l'opposabilité du présent Bail.

23. SERVITUDES

23.1 SERVITUDES DE DROIT PRIVE

23.1.1 Le Bailleur déclare qu'à sa connaissance, le Volume Preneur n'est grevé d'aucune autre servitude de droit privé autre que (i) celles révélées dans l'état hypothécaire, (ii) celles constituées aux termes de l'état descriptif de division en volumes de l'Ensemble Immobilier, littéralement rapportées dans une note ci-annexée, et (iii) celles constituées aux termes du présent Bail.

23.1.2 Le Preneur fera son affaire personnelle du respect des seules servitudes qui lui sont révélées.

23.1.3 Le Preneur ne pourra grever le Volume Preneur que des servitudes nécessaires à l'exercice de son activité.

23.1.4 Le Preneur informera, par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout moyen juridiquement équivalent, le Bailleur de la constitution de toute nouvelle servitude grevant le Volume Preneur.

23.1.5 Il est expressément convenu que les sommes qui pourraient être payées à des tiers au titre de ces servitudes et en exécution des conventions passées par le Preneur, seront supportées exclusivement par ce dernier qui s'y oblige expressément.

23.1.6 À l'expiration du Bail par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, totale ou partielle, toutes les servitudes conférées par le Preneur, autres que celles à la constitution desquelles le Bailleur aura consenti, s'éteindront de plein droit.

23.2 CONSTITUTION DE SERVITUDES AU PROFIT DU DROIT D'EMPHYTEOSE DU PRENEUR

À titre liminaire il est rappelé qu'en raison de la superposition et de l'imbrication des volumes composant l'Ensemble Immobilier, les différents propriétaires des ouvrages qui y sont ou seront construits devront respecter les servitudes ci-après.

Au regard des obligations réelles qui en découleront, chacun des volumes pourra être considéré à l'égard des autres fonds, tantôt comme fonds servant et tantôt comme fonds dominant. Ces servitudes sont stipulées à titre réel et pour la durée du Bail, elles s'imposeront en conséquence à tous les propriétaires de volumes ainsi qu'à leurs ayants droit et ayants cause, le tout sans aucune indemnité.

Servitude d'appui

Désignation du Fonds Servant

Volume numéro un de l'Ensemble Immobilier

(Ci-après le ***Fonds Servant***).

Effet relatif du Fonds Servant :

Désignation du Fonds Dominant

Le droit d'emphytéose portant sur le Volume numéro deux de l'Ensemble Immobilier (Volume Preneur)

(Ci-après le ***Fonds Dominant***).

Effet relatif du Fonds Dominant :

- Le Preneur tient son droit réel d'emphytéose en vertu des présentes.

Modalités de la servitude

Le Fonds Dominant bénéficiera d'une servitude d'ancrage et d'appui sur le sol et le sous-sol compris dans le fonds servant. Cette servitude permettra au propriétaire du fonds dominant d'implanter dans le fonds dominant les équipements nécessaires à son activité au moyen de poteaux ou de tous autres systèmes d'ancrage. Les supports de ceux-ci ne pourront pas être implantés à une profondeur supérieure à .....cm et ne pourront avoir chacun une superficie supérieure à .....cm2. En tout état de cause, ces installations ainsi que celles qui seront implantées dans le volume constituant le

fonds dominant devront permettre une utilisation compatible avec son affectation actuelle (voies de circulation et parking)

Évaluation pour les besoins de la publication

Cette servitude sera gratuite et pourra s'exercer en tout temps et heures.

Servitude de réseaux

Désignation du Fonds Servant

Volume numéro un de l'Ensemble Immobilier

(Ci-après le ***Fonds Servant***).

Effet relatif du Fonds Servant :

Désignation du Fonds Dominant

Le droit d'emphytéose portant sur le Volume numéro deux de l'Ensemble Immobilier (Volume Preneur)

(Ci-après le ***Fonds Dominant***).

Effet relatif du Fonds Dominant :

- Le Preneur tient son droit réel d'emphytéose en vertu des présentes.

Modalités de la servitude

Le Fonds Dominant bénéficiera d'une servitude de passage de tous réseaux souterrains nécessaires à l'alimentation du fonds dominant en fluides de toute nature. Il bénéficiera également de cette même servitude en ce qui concerne tous réseaux souterrains nécessaires à l'évacuation des fluides produits ou recueillis sur le fonds dominant. Il est ici précisé que cette servitude comprend également la possibilité d'implanter sur le fonds servant tous câbles aériens et toute armoire de distribution nécessitée par l'exercice de l'activité du propriétaire du fonds dominant. Ces réseaux et équipements devront être implantés selon les prescriptions techniques alors en vigueur et à une profondeur qui ne pourra pas excéder .....cm, le tout à la charge exclusive du propriétaire du fonds dominant. En conséquence celui-ci pourra faire toutes tranchées nécessaires pour faire passer ces câbles, les visiter, les remplacer. Aucune culture susceptible d'endommager les câbles ne devra être pratiquée sur le parcours desdits câbles et de part et d'autre sur une largeur de deux mètres. De la même manière et dans la même forme, aucun arbre ne devra être planté ni aucun labour d'une profondeur de plus de .....cm ne pourra être effectué.

L'entretien, la réfection et le remplacement de ces réseaux seront à la charge exclusive du propriétaire du fonds dominant qui devra exécuter ces opérations en concertation avec le propriétaire et/ou l'exploitant du fonds servant et sans que ces opérations ne puissent excéder une durée de plus de 15 jours consécutifs.

Évaluation pour les besoins de la publication

Cette servitude sera gratuite et pourra s'exercer en tout temps et heures.

« Servitude d' exploitation »

Désignation du Fonds Servant

Le droit d'emphytéose portant sur le Volume numéro deux de l'Ensemble Immobilier (Volume Preneur)

(Ci-après le ***Fonds Servant***).

Effet relatif du Fonds Servant :

- . Le Preneur tient son droit réel d'emphytéose en vertu des présentes.

Désignation du Fonds Dominant

Le volume numéro un de l'Ensemble Immobilier

(Ci-après le ***Fonds Dominant***).

Modalités de la servitude

Le propriétaire du Fonds Dominant pourra implanter sur son fonds des constructions, équipements et plantations dont partie se trouverait être en pénétration sur le fonds servant (candélabres, arbres, panneaux...) Pour ce faire, il devra veiller scrupuleusement à ce que la situation ainsi créée n'entrave pas matériellement, juridiquement ou économiquement la réalisation ou la rentabilité de l'activité exercée par le propriétaire du Fonds Servant. Si celui-ci a édifié sur son fonds une « Centrale Photovoltaïque », le propriétaire du Fonds Dominant devra, en outre, s'abstenir d'exercer toute activité de nature à porter atteinte à la stabilité des modules et/ou à l'intégrité de la structure sur laquelle ils reposent, ainsi que de diminuer leur rendement.

Évaluation pour les besoins de la publication

Cette servitude sera gratuite et pourra s'exercer en tout temps et heures.

Servitude « d'entretien »

Désignation du Fonds Servant

Volume numéro un de l'Ensemble Immobilier

(Ci-après le ***Fonds Servant***).

Effet relatif du Fonds Servant :

Désignation du Fonds Dominant

Volume Preneur

(Ci-après le ***Fonds Dominant***).

Effet relatif du Fonds Dominant :

- Le Preneur tient son droit réel d'emphytéose en vertu des présentes.

Modalités de la servitude

Afin de permettre les opérations d'entretien, de maintenance, de réparation ou de renouvellement des installations, équipements et constructions se trouvant dans le Fonds Dominant, le propriétaire de celui-ci pourra pénétrer sur le Fonds Servant, à l'endroit le moins dommageable, et y installer temporairement tous engins de manutention ou de levage nécessaires aux opérations visées ci-dessus. Le propriétaire du Fonds Dominant devra prévenir préalablement le propriétaire du Fonds Servant de la date de la nature et de la durée des travaux. Cette information pourra être réalisée par tous moyens compatibles avec la preuve écrite. Si la durée des travaux excède .....jours, les parties devront se concerter afin de déterminer les modalités d'exécution les moins contraignantes pour le Fonds Servant.

Évaluation pour les besoins de la publication

Cette servitude est consentie à titre gratuit.

23.3 AUTRES OBLIGATIONS

Pendant la durée du Bail, le Bailleur et le Preneur s'interdisent, pour eux, leurs ayants-droits ou ayants cause :

- de faire et/ou de laisser faire quoi que ce soit, qui puisse entraver matériellement, juridiquement ou économiquement la réalisation ou la rentabilité de leurs projets réciproques ;
- toute activité de nature à porter atteinte à la stabilité des constructions et équipements installés dans le Volume preneur ;
- d'édifier, installer ou planter quelque édifice, mur, arbre ou autre qui puisse faire obstacle à l'éclairage solaire de panneaux photovoltaïques et risquer de diminuer ainsi leur rendement.
- empêcher de quelque manière que ce soit le libre accès du Preneur (ou de ses employés, prestataires, sous-traitant et mandataires) à l'Ensemble Immobilier et au Volume Preneur.

23.4 REALISATION DES TRAVAUX NECESSAIRES A L'EXERCICE DES SERVITUDES

23.4.1 Le Bailleur s'engage à porter à la connaissance du Preneur, avant le début de travaux nécessaires à l'exercice des servitudes profitant au Volume Preneur, toutes les installations souterraines (notamment de drainage) qui pourraient exister au sein de l'Ensemble Immobilier.

23.4.2 À cet égard, le Bailleur reconnaît au Preneur le droit d'effectuer tous travaux de modification ou d'aménagement desdites installations (sans en affecter les fonctionnalités au-delà de la période de travaux), s'il s'avérait que ces travaux sont nécessaires ou utiles à l'établissement des servitudes visées ci-dessus.

23.5 DUREE

Les servitudes sont consenties par le Bailleur au Preneur, qui l'accepte, pour une durée identique à celle prévue à l'Article 13 (*Durée*), et dont le point de départ de la computation est fixé à la réalisation des Conditions Suspensives.

23.6 INDEMNITES INCLUSES DANS LA REDEVANCE

Les Parties conviennent que les indemnités de servitudes ainsi constituées sont incluses dans le montant de la Redevance due au titre du Bail. Aucune somme ou indemnité complémentaire ne pourra être réclamée par le Bailleur et/ ou l'Exploitant Agricole au Preneur à ce titre.

24. OBLIGATIONS DU BAILLEUR

24.1 Pendant la durée du Bail, le Bailleur s'engage à informer le Preneur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les meilleurs délais de tout fait ou acte, de tout changement ou modification concernant l'Ensemble Immobilier, l'identité du Bailleur ou de l'Exploitant, en fournissant tous les éléments (documents officiels, etc.) justifiant des droits du Bailleur ou de l'Exploitant au titre du Bail, notamment par la remise d'une attestation notariée.

24.2 Plus largement, le Bailleur s'interdit, directement ou indirectement, d'accorder à tout tiers des droits susceptibles de nuire au bon fonctionnement de la Centrale envisagée et de faire ou conclure un acte qui serait susceptible de porter atteinte aux droits du Preneur au titre du Bail. Il s'interdit donc notamment d'autoriser un tiers à procéder à ce qui lui est défendu et il se porte-fort du respect de cet engagement par toute personne qui viendrait à ses droits. Pour le cas où la propriété de l'Ensemble Immobilier ou de tout fonds servant viendrait à être transférée (ou démembrée, ou partagée, ou divisée), le Bailleur se porte-fort du respect des présentes par les nouveaux propriétaires.

24.3 Le Bailleur reconnait que les travaux que le Preneur envisage de réaliser auront un impact, notamment visuel, et il s'interdit de prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

24.4 Le Bailleur s'engage à remettre au Preneur et au Notaire Soussigné toute pièce nécessaire à la préparation de l'Acte de Constatation de la Prise d'Effet du Bail.

25. DECLARATIONS ET GARANTIES

25.1 **Le Preneur** déclare et garantit que :

- rien dans sa situation juridique ne lui interdit de signer le présent Bail ;
- il n'a jamais été et n'est pas susceptible d'être placé sous le coup d'une procédure collective d'apurement de passif et qu'il n'est pas en état de cessation des paiements ;
- aucun des dirigeants sociaux n'est frappé d'une interdiction d'exercer son mandat social ;
- il ne fait pas l'objet de poursuites pouvant conduire à la confiscation de ses biens.

25.2 **Le Bailleur** déclare et garantit qu'il est le seul et unique propriétaire du Volume Preneur susmentionné, sur lequel ne s'exerce à la date du présent acte aucun autre droit réel que le sien et qu'il ne fait l'objet d'aucune action conservatoire, en revendication, en possession ou en libération des lieux.

Le Bailleur déclare, en outre, ignorer tout élément relatif à l'Ensemble Immobilier susceptible d'affecter le Projet dont il déclare avoir connaissance. À cet effet, le Bailleur déclare notamment que :

– L'Ensemble Immobilier n'a pas été acquis par suite d'un remembrement ou d'un échange lié à un remembrement ou par voie de donation ;

– aucune servitude ne grève l'Ensemble Immobilier sauf celles énoncées ci-avant ;

– aucune charge hypothécaire et aucun privilège ne grève l'Ensemble Immobilier et aucune demande de saisie, aucune interdiction d'aliéner, d'hypothéquer ou aucun droit de retour n'existe pour lesquels il n'aura préalablement à la Date de Signature du Bail obtenu la mainlevée de la part du bénéficiaire et en aura justifié au Preneur ;

– l'Ensemble Immobilier n'a pas fait ni ne fait l'objet d'une activité industrielle, agricole ou autre pouvant présenter des risques environnementaux ou sanitaires ;

– l'Ensemble Immobilier ne fait pas l'objet, tant en demande qu'en défense, d'une procédure en cours (notamment pour raisons de servitude, troubles de voisinage, délimitation de limite parcellaire, remembrement, expropriation, constitution de réserve foncière etc.) et n'est pas susceptible de donner lieu à une telle procédure ;

– l'Ensemble Immobilier ne fait l'objet d'aucune demande en nullité, en résolution/résiliation ou, plus généralement, en anéantissement des droits du Bailleur sur cet immeuble ;

– rien, dans sa situation, n'est de nature à faire obstacle à la signature du bail emphytéotique ou des servitudes, ou à en remettre en cause la validité ou l'efficacité ;

– à sa connaissance, aucun sinistre n'a jamais été déclaré sur l'Ensemble Immobilier ;

– à sa connaissance, d'une façon générale, l'Ensemble Immobilier est libre de tous obstacles légaux, administratifs et conventionnels pouvant empêcher ou compliquer l'exercice d'un droit réel, comme celui découlant d'un bail emphytéotique.

– plus largement, le Volume Preneur est, compte tenu de ce qui précède libre, en fait comme en droit, de toute occupation, licite ou illicite, précaire ou durable.

– l'Ensemble Immobilier n'a fait l'objet d'aucun remblai (terre, déchets, débris, etc.) ;

26. PLANS DE PREVENTION ET ETAT DES RISQUES

Le plan de prévention des risques est un document élaboré par les services de l'État ayant pour but d'informer, à l'échelle communale, de l'existence de zones à risques, et de définir, pour ces zones, les mesures nécessaires à l'effet de réduire les risques à l'égard de la population.

Les informations mises à disposition par le Préfet de Vaucluse font mention de l'existence sur la commune de Morières-lès-Avignon.

Un état des risques et pollutions conforme à l'arrêté préfectoral pris en application de l'article R 125-26 du Code de l'environnement, a été établi par le Bailleur, le [●] et figure en **Annexe 6** (*ERP*).

Sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance :

Conformément à l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement, le Bailleur déclare que depuis qu'il est propriétaire, l'Ensemble Immobilier n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophe naturelles, en application des dispositions de l'article L.125-2 du Code des assurances ou les risques technologiques en application des dispositions de l'article L.128-2 du Code des assurances et que par ailleurs, il n'a pas été lui-même informé de tels sinistres en application de ces mêmes dispositions.

27. CADUCITE - RESILIATION

27.1 CADUCITE

27.1.1 Si, en cours d'exécution des présentes, et après construction par le Preneur d'une Centrale Photovoltaïque il advenait :

- la cessation et/ou le non renouvellement du contrat d'achat d'électricité produite par la Centrale, pour une cause indépendante dudit Preneur ;
- l'annulation, la modification ou l'abrogation, totale ou partielle de l'un ou plusieurs des textes visant le contrat d'achat d'électricité ou le contrat de complément de rémunération, ayant objectivement pour conséquence une modification substantielle du contrat d'achat d'électricité ou du contrat de complément de rémunération, notamment quant à leur durée ou au prix d'achat de l'électricité produite ;
- L'interdiction d'exploiter la Centrale Photovoltaïque pour une cause indépendante du Preneur ;
- L'arrêt définitif, total ou partiel, de l'exploitation de la Centrale Photovoltaïque, pour une cause indépendante du Preneur, consécutivement à :
    - une modification légale ou réglementaire affectant objectivement les autorisations, permis ou licences nécessaires à son exploitation ;
    - la destruction de plus de 50 % des Constructions/installations ayant été édifiées dans le Volume Preneur ;
    - la destruction partielle ou totale du réseau de transport d'électricité, nécessitant une interruption de plus de trois (3) mois de l'exploitation de la Centrale ou d'au moins 50 % des panneaux photovoltaïques ou transformateurs s'y rapportant,

le Preneur aura seul la faculté d'invoquer la caducité des présentes, cette précision étant déterminante de son consentement et de la formation des présentes, ainsi que la possibilité d'exploiter notamment une Centrale (telle que précédemment décrite) de manière rentable. Il informera le Bailleur de son intention d'invoquer la caducité, par lettre recommandée avec avis de réception, sommation d'huissier ou remise en mains propres contre récépissé, à son libre choix.

27.1.2 La caducité du Bail ne donnera lieu à aucune indemnité de part et d'autre.

27.1.3 Toutefois, dans le cas où le Preneur aurait constitué des sûretés hypothécaires ou d'autres droits réels au bénéfice de tiers, les Parties conviennent que la caducité du Bail ne pourra intervenir avant l'expiration de la procédure décrite ci-dessous. En outre, le Preneur sera exonéré du versement de loyers à compter de la notification visée au 27.1.4 ci-dessous.

27.1.4 Le Preneur notifiera par lettre recommandée avec avis de réception aux titulaires de ces droits réels la survenance d'une cause de caducité du Bail.

Si, dans les trois (3) mois de cette notification, ces derniers ne lui ont pas signifié, par lettre recommandée avec avis de réception, leur substitution pure et simple dans les droits et obligations du Preneur, la caducité se produira, sans préjudice toutefois des droits des titulaires de ces droits réels. Pour pouvoir bénéficier de cette substitution, le créancier (ou toute autre personne qu'il aurait désignée à cet effet) devra bénéficier des autorisations administratives qui seraient nécessaires afin de pouvoir exercer l'activité du Preneur substitué. En cas de substitution, celle-ci sera constatée par acte authentique.

27.2 RESILIATION

27.2.1 Outre les cas prévus par d'autres stipulations Bail, le Preneur pourra demander la résiliation de celui-ci en cas de manquements du Bailleur à ses obligations.

27.2.2 En cas de détérioration grave commise par le Preneur sur le fonds, le Bailleur sera en droit de faire prononcer en justice la résiliation du Bail. Les Parties précisent que ne constituent pas des détériorations graves commises sur le fonds : la construction et l'exploitation de la Centrale et ses équipements, tout(e) aménagement, construction, installation permettant la construction, l'exploitation, la maintenance et le démantèlement de la Centrale et de ses équipements.

27.2.3 Dans les cas visés à l'Article 27.2.1, le Bailleur ne pourra poursuivre la résiliation judiciaire du Bail que trois (3) mois après un commandement de payer ou une sommation d'exécuter signifié(e) par acte extrajudiciaire et resté(e) sans effet.

27.2.4 Toutefois, dans le cas où le Preneur aurait conféré des sûretés hypothécaires ou autres droits réels à des tiers sur sa Centrale et/ou sur son droit d'emphytéose, ce commandement de payer ou cette sommation d'exécuter sera obligatoirement et concomitamment dénoncée aux tiers titulaires de sûretés hypothécaires ou autres droits réels ayant régulièrement publié leurs droits au service de la publicité foncière ou au greffe du tribunal de commerce.

27.2.5 De même, dans le cas où le Preneur aurait souscrit un crédit-bail pour réaliser tout ou partie des Équipements, le commandement de payer ou la sommation d'exécuter devra obligatoirement et concomitamment être dénoncé(e) au crédit bailleur.

27.2.6 Aucune résiliation ne pourra être poursuivie par le Bailleur sans qu'il ait fait procéder au préalable aux dénonciations prévues par les Articles 27.2.4 et 27.2.5. Dans les trois (3) mois de ces dénonciations, les titulaires de sûretés hypothécaires ou autres droits réels ou crédit- bailleurs pourront :

- soit aviser le Bailleur qu'ils lui verseront le loyer impayé ou exécuteront les obligations auxquelles le Preneur aura manqué ;
- soit signifier au Bailleur leur substitution pure et simple (ou celle d'un tiers désigné par eux) dans les droits et obligations du Preneur en suite d'une cession à leur profit des droits que le Preneur tient du Bail.

28. PROPRIETE DES ÉQUIPEMENTS

28.1 Les Équipements, ainsi que tous travaux, aménagements et améliorations effectués par le Preneur dans le Volume Preneur resteront sa propriété pendant toute la durée du Bail et ce, en vertu de son droit réel d'Emphytéose.

28.2 Conformément à l'intention des Parties, il est expressément convenu que si, pour quelque raison que ce soit, le Bail ne pouvait recevoir la qualification de bail emphytéotique, les Parties ont en tout état de cause voulu constituer entre elles un droit de superficie. En conséquence, le Bailleur s'engage de manière irrévocable à ne pas se prévaloir, jusqu'à la fin du Bail, des dispositions des articles 551 à 553 et 555 du Code civil, acceptant ainsi de ne pas prétendre à la propriété des constructions, ouvrages, installations et améliorations réalisés ou à réaliser par le Preneur dans le Volume Preneur ou sur l'assiette des servitudes actives dont il peut bénéficier. Par conséquent, et pendant cette durée, le Bailleur s'engage également à ne pas demander la démolition ou l'enlèvement de tout ou partie des constructions, ouvrages, installations et améliorations qui pourraient être réalisés ou à réaliser par le Preneur dans le Volume Preneur ou sur l'assiette des servitudes actives dont il peut bénéficier. La présente clause est autonome, ce que les Parties déclarent accepter l'une et l'autre.

28.3 Hypothèses de résiliation

(a) En cas de résiliation du Bail avant son terme du fait du Bailleur

À titre de principe en ce cas, les équipements feront accession au Bailleur sans contrepartie et le Bailleur supportera, à compter de la date d'accession, toutes les obligations découlant de la construction, de l'exploitation, de la maintenance ou du démantèlement de la Centrale envisagée, sous réserve des règles ci-après. La propriété des Equipements et les risques afférents lui sont transférés à l'instant de raison qui suit l'échéance du bail en cours. En ce cas, le Bailleur s'engage à reprendre l'ensemble des engagements portés à sa connaissance et pris par le Preneur au titre du Projet à l'égard des administrations, du gestionnaire de réseau, ainsi que des co-contractants du Preneur au titre du contrat d'achat de l'énergie produite et du contrat de complément de rémunération, de façon à ce que le Preneur soit libre de tout engagement à leur égard et qu'il ne soit jamais inquiété ; le Bailleur se porte fort du respect de cette clause par toute personne qui viendrait dans ses droits et obligations.

Par exception, dans la signification de la résiliation du Bail, le Bailleur pourra notifier au Preneur sa décision de ne pas accéder aux équipements au plus tard deux (2) mois à compter de la résiliation, tout silence passé ce délai valant acceptation de l'accession à la propriété des Equipements.

Le Preneur doit dans ce cas avoir achevé le démantèlement des Équipements au plus tard six (6) mois après l'échéance du Bail et par dérogation aux prévisions de l'Article

13, l'état des lieux de sortie n'interviendra qu'après l'échéance des six (6) mois précités, à moins que les parties n'en conviennent différemment le moment venu.

(b) En cas de résiliation du fait du Preneur, d'expiration du Bail à son terme ou de caducité.

À titre de principe en ce cas, les Équipements demeurent la propriété du Preneur, sous réserve des règles ci-après.
Néanmoins, le Preneur pourra proposer, par LRAR, au Bailleur d'accéder aux Équipements au plus tard six (6) mois avant le terme du Bail.
Le Bailleur devra faire part au Preneur, par LRAR, de son choix de conserver ou non les Équipements dans les trois (3) mois avant le terme du Bail, son silence valant refus.

Pour le cas où le Bailleur décide d'accéder aux Équipements, leur propriété et les risques afférents lui passent à l'instant de raison qui suit l'échéance du Bail en cours. La propriété des Equipements et les risques afférents lui sont transférés à l'instant de raison qui suit l'échéance du bail en cours. En ce cas, le Bailleur s'engage à reprendre l'ensemble des engagements portés à sa connaissance et pris par le Preneur au titre du Projet à l'égard des administrations, du gestionnaire de réseau, ainsi que des co-contractants du Preneur au titre du contrat d'achat de l'énergie produite et du contrat de complément de rémunération, de façon à ce que le Preneur soit libre de tout engagement à leur égard et qu'il ne soit jamais inquiété ; le Bailleur se porte fort du respect de cette clause par toute personne qui viendrait dans ses droits et obligations.

Pour le cas contraire, le Preneur doit avoir achevé le démantèlement des Équipements au plus tard six (6) mois après l'échéance du Bail. Il est ici précisé que, en ce cas, l'échéance du Bail ne déclenche aucune accession des Équipements, qui demeurent la seule et exclusive propriété du Preneur. En ce cas, il est convenu, par dérogation aux prévisions de l'Article 13.1, que l'état des lieux de sortie interviendra après l'échéance des six (6) mois précités, à moins que les parties n'en conviennent différemment le moment venu.

29. DEMANTELEMENT

Dans le cas de figure ou le Bailleur ne reprend pas la Centrale à l'expiration du Bail, le Preneur s'engage à supporter le démantèlement de la Centrale et la remise en état du Volume Preneur.

À ce titre, les Parties précisent que sous réserve pour le Bailleur de préciser par écrit au Preneur qu'il souhaite un démantèlement complet des installations, le démantèlement portera uniquement sur l'ensemble des éléments constituant la Centrale et dont l'utilisation a pour finalité unique de participer à la production et au transport d'électricité.

30. VIDEOPROTECTION

Aux fins de sécuriser les installations qui seront mises en place dans le cadre du Projet, et conformément à l'accord des Parties, le Preneur procédera à l'installation d'un système de vidéosurveillance de l'Ensemble Immobilier.

Le Preneur déclare qu'il procédera à l'installation de ce système de vidéosurveillance en stricte conformité avec les dispositions légales applicables et après obtention des éventuelles autorisations administratives nécessaires.

31. ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE-EXCLUSIVITE

Confidentialité

Sous réserve des informations nécessaires à la publicité foncière, les Parties s'engagent à conserver la teneur de leurs accords strictement confidentiels. A titre particulier, le Bailleur s'interdit de procéder à tout communiqué annonce, avis, relatif à la Centrale, sans l'accord du Preneur.

Exclusivité

Le Bailleur s'engage à ne pas entrer en contact avec une quelconque entité en vue de concevoir, développer, construire, exploiter ou bénéficier d'une installation photovoltaïque sur toute autre bien qu'il exploite et/ou dont il est propriétaire, sans l'accord préalable du Preneur. Il est expressément convenu entre les parties que cet engagement concerne toute parcelle située dans un rayon de 1,00 km à vol d'oiseau à partir de l'Ensemble Immobilier.

32. STIPULATIONS DIVERSES

32.1 Le Bail, constitutif de droit réel immobilier, sera soumis à la formalité de publicité foncière conformément aux dispositions de l'article l. 451-13 du Code rural et du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955. L'ensemble des frais en ce comprise la taxe de publicité foncière afférente à cette formalité sera à la charge du Preneur qui s'oblige à son paiement.

33. SITUATION HYPOTHECAIRE

33.1 Le Bailleur déclare et garantit que le Volume Preneur est libre de toute inscription (hypothécaire ou de privilège), charge, droit de retour, interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer, commandement ou dénonciation de saisie.

33.2 S'il était révélé l'existence d'inscriptions, transcriptions ou mentions grevant le Volume Preneur du chef du Bailleur ou de précédents propriétaires, le Bailleur s'oblige à rapporter à ses frais, les mainlevées ou certificats de radiation ou de rejet dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en aura été faite au domicile élu.

34. CAPACITE

Chaque Partie aux présentes atteste, par elle-même ou ses représentants, pour elle-même, que rien ne peut limiter sa capacité pour l'exécution des engagements pris aux présentes et elle déclare notamment, le cas échéant :

- qu'elle n'est en contravention avec aucune disposition légale ou règlementaire régissant les sociétés ;

- qu'elle n'est pas et n'a jamais été en état de cessation de paiement, en état de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, qu'elle ne fait l'objet d'aucun plan ou mesure de sauvegarde (article L. 620-1 et suivant du Code du commerce), et qu'il n' a eu à son égard aucune nomination de mandataire ad hoc ;

- qu'elle ne fait pas et n'a jamais fait l'objet d'une mesure prévue par la loi sur la faillite personnelle, les banqueroutes ou d'une mesure de rétablissement personnel, de sauvegarde de justice, de curatelle ou de tutelle ;

- qu'elle ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable ou de redressement judiciaire civil ;

- qu'elle ne fait pas et n'a jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de ses biens ;

- qu'elle n'est atteinte par aucune mesure affectant sa capacité de disposer.

Le représentant de chaque partie déclare n'avoir fait l'objet d'aucune interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une personne morale.

35. ÉLECTION DE DOMICILE – NOTIFICATIONS

35.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent Bail et de ses suites, les Parties élisent domicile en leurs domiciles et sièges respectifs, chaque Partie s'engageant à notifier à l'autre Partie un éventuel changement de son domicile ou siège social pendant le cours du présent Bail. À défaut de notification d'un changement de siège ou de domicile, la notification ou communication faite au dernier siège ou domicile connu sera réputée parfaitement valide.

35.2 NOTIFICATIONS

Sous réserve de toute stipulation ou disposition législative contraire, toute notification effectuée au titre du Bail ou s'y rapportant :

- devra faire l'objet d'un écrit signé adressé par lettre recommandée avec avis de réception, recommandé électronique avec accusé de réception ou remise en main propre contre reçu.

- devra être adressée à l'attention du représentant du destinataire et aux coordonnées qui figurent ci-dessous, ou à l'attention de toute autre personne (ou autres coordonnées) dont un représentant de cette partie nommé ci-dessous aura préalablement communiqué les coordonnées aux autres parties ; et

- sera réputée reçue le Jour Ouvré suivant le jour de remise de cette notification à la partie destinataire.

Coordonnées des parties à ce jour

Pour le Bailleur à :

MORIERES-LES-AVIGNON 84310

Représentant : Grégoire SOUQUE

Fonction : Maire

Pour le Preneur à :

PARIS 75009

Représentant : Antoine NOGIER

Fonction : Directeur

36. COPIE EXECUTOIRE

Le Notaire Soussigné est requis par toutes les Parties à l'effet d'établir et de délivrer au profit du Bailleur et à ses frais une copie exécutoire nominative du Bail.

37. LITIGES

37.1 Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, dans un esprit de coopération et de bonne foi, toutes difficultés qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du Bail.

37.2 À défaut de parvenir à une solution amiable dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la demande de la Partie la plus diligente, les Parties conviennent que tout litige ayant pour objet la validité, l'exécution, l'interprétation ou la rupture du présent Bail sera de la compétence exclusive du Tribunal du lieu de situation du Volume Preneur.

38. Droit applicable et compétence juridictionnelle

Le Contrat est régi par le droit français.

39. Exercice des droits

Toute modification du Bail ne pourra résulter que d'un document écrit et exprès. Cette modification ne pourra, en conséquence, en aucun cas être déduite soit de la passivité d'une des Parties, soit même de simples tolérances, quelles qu'en soient la fréquence et la durée, l'une ou l'autre des Partie restant toujours libre d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse et écrite.

Tous les droits conférés aux Parties par le présent acte ou par tout autre document délivré en exécution ou à l'occasion du présent acte seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment. Le fait pour l'une des Parties de ne pas exercer un droit, le retard à l'exercer ou son exercice partiel ne sera jamais considéré comme une renonciation à ce droit, ni à un quelconque autre droit et n'autorisera pas l'autre Partie à refuser d'exécuter tout ou partie de ses obligations au titre du présent acte ou de tout autre document délivré en exécution ou à l'occasion du présent acte.

40. **Autonomie des stipulations individuelles**

Si, à tout moment, une stipulation du Bail est ou devient nulle, la validité des autres stipulations du Bail n'en sera pas affectée.

41. **FAITS ET ACTES ANTERIEURS A LA SIGNATURE DU BAIL**

Le Bail, en ce compris ses annexes, constitue l'unique accord entre les Parties. Il annule et remplace tout autre accord ou acte qui avait pu être conclu entre les Parties au sujet de la prise à bail emphytéotique du Volume Preneur. Le Preneur et le Bailleur s'engagent ainsi à ne pas se prévaloir à l'encontre de l'autre Partie de tous documents, plaquettes ou autres relatifs au Volume Preneur ou à l'Ensemble Immobilier.

42. **TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**

Le présent Bail n'est pas soumis à la taxe sur la valeur ajoutée.

43. **ENREGISTREMENT**

Le présent Bail est soumis au droit fixe de 125 euros comme étant affecté de conditions suspensives.

La taxe de publicité foncière éventuellement applicable sera perçue par le Notaire Soussigné préalablement à la signature de l'Acte de Constatation de la Prise d'Effet du Bail.

44. **IMPOTS, TAXES ET CHARGES**

Tous les impôts ou taxes (en ce compris la taxe foncière ou la cotisation foncière des entreprises) exigibles à raison de l'occupation du Volume Preneur et de la propriété ou de l'exploitation des Équipements seront à la charge du Preneur. Ainsi le Preneur acquittera régulièrement pendant toute la durée du Bail et en sus de la redevance ci-avant stipulée, les impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature, présents ou à venir, auxquels le Volume Preneur, la Centrale, les aménagements et les raccordements seront ou pourront être assujettis.

45. **FRAIS**

Les Frais du Bail, publication comprise, et ceux qui en seront la suite et la conséquence, y compris le coût d'une copie exécutoire pour le Bailleur, sont à la charge exclusive du Preneur qui s'oblige à leur paiement.

46. **MENTION LEGALE D'INFORMATION**

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

47. ANNEXES

47.1 FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

47.2 LISTE DES ANNEXES

Annexe 1	
Annexe 2	
Annexe 3	
Annexe 4	
Annexe 5	
Annexe 6	

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur tablette numérique.

Puis le Notaire Soussigné qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-026

Recrutement d'un formateur externe pour la formation obligatoire des policiers municipaux.

Rapporteur : Sandrine IGNERSKI

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Par délibération le Conseil Municipal a l'obligation de faire former les agents de Police municipale sur les techniques d'interventions, où les agents sont autorisés par le préfet de Vaucluse à porter et utiliser des bâtons de défense et ou des générateurs d'aérosols incapacitant à partir de 300ml.

La commune doit donc avoir recours à un formateur externe qui aura une activité accessoire pour la formation interne aux techniques de défense et d'intervention, à destination des agents de police municipale.

Actuellement, les policiers municipaux effectuent différentes formations obligatoires d'entraînement auprès du CNFPT pour le maniement des armes (pistolet semi-automatique, lanceur de balles de défense, Pistolet à Impulsion Électrique).

Ces formations, prévues par les articles R. 511-21 et R. 511-22 du code de la sécurité intérieure et par l'arrêté du 3 août 2007, peuvent être assurées par des agents de police municipale, moniteurs en maniement des armes, formés à cette fonction par le Centre national de la fonction publique territoriale avec le concours des administrations et établissements publics de l'État.

Ces formations ne constituent pas une activité principale et peuvent être exercées dans le cadre de la réglementation relative aux cumuls d'activités, au titre d'une activité accessoire.

Ainsi, les fonctionnaires peuvent être autorisés à exercer à titre accessoire une activité auprès d'un organisme public, dès lors que celle-ci est compatible avec leurs fonctions, n'affecte pas l'exercice de leur activité principale, et ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service.

Par conséquent, une collectivité a la possibilité de recruter un agent d'une autre collectivité ou d'une autre administration afin d'exercer une activité accessoire pour son compte.

Il est donc proposé au Conseil Municipal le recrutement d'un formateur pour les activités accessoires suivantes :

- **Formation pour le maniement du bâton de défense et de bombe lacrymogène de plus de 300ML, ainsi que les gestes techniques de protection et d'intervention.**

Les modalités d'organisation des séances ainsi que la rémunération du formateur sont présentées comme suit :

- Fréquence : 2 séances par an par agent
- Durée : 3h30 par séance
- Coût de la séance : 200€ net pour le formateur
- Lieu : dojo ou gymnase communaux soit le matin soit l'après-midi
- Formation d'entrainement obligatoire dispensée : bâton de défense, générateur d'aérosol lacrymogène, techniques d'intervention.

Ouï l'exposé du rapporteur, le conseil municipal délibère et :

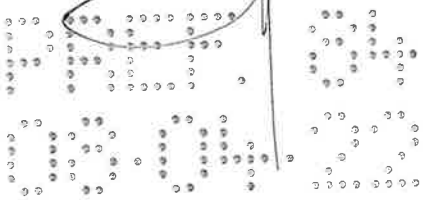
- **APPROUVE** le recrutement d'un formateur dans les conditions susvisées
- **APPROUVE** les modalités de formation telles que présentées ci-dessus
- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce recrutement

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE





Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-027

Création d'un comité social territorial commun entre la collectivité et le C.C.A.S de Morières-les-avignon.

Rapporteur : Grégoire SOUQUE

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le Maire précise aux membres du Conseil Municipal que l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 prévoit qu'un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

Il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité Social Territorial unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et *de l'établissement* à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.

Considérant l'intérêt de disposer d'un Comité social Territorial unique compétent pour l'ensemble des agents de la collectivité, et du C.C.A.S. ;

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public, contractuels de droit privé au 1er janvier 2022 :

- Commune = 148 agents
- C.C.A.S.= 6 agents

Permettent la création d'un Comité Social Territorial commun,

Le Maire propose la création d'un Comité Social Territorial unique compétent pour les agents de la collectivité, et du C.C.A.S.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **DÉCIDE** la création d'un Comité Social Territorial unique compétent pour les agents de la collectivité, et du C.C.A.S.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON (VAUCLUSE)

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-028

Fixation du nombre de représentants du personnel au comité social territorial, maintien du paritarisme et décision du recueil de l'avis des représentants de la collectivité

Rapporteur : Grégoire SOUQUE

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2 et 4,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 18 mars 2022 soit 6 mois au moins avant la date du scrutin,

Considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 154 agents,

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **FIXE** le nombre de représentants titulaires du personnel à 4 (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),
- **DÉCIDE** le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.
- **DÉCIDE** le recueil, par le comité social territorial, de l'avis des représentants de la collectivité

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON
VAUCLUSE

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-029

Création de postes d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité

Rapporteur : Grégoire SOUQUE

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Monsieur le Maire rappelle l'article 3, alinéa 1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1986 modifié qui permet le recrutement d'agent contractuel pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

A compter du 1er juillet 2022, afin d'assurer la continuité du service public, notamment au service de la restauration scolaire il est nécessaire d'avoir recours à du personnel contractuel (chef de production) pour répondre à ce besoin.

Par ailleurs, il est également nécessaire d'avoir recours à du personnel contractuel à partir du 1er mai 2022, afin d'assurer les missions du service culture et festivités.

Ces deux recrutements correspondent à des redéfinitions de postes et de nouvelles missions pour ces deux services.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **DÉCIDE**, conformément à l'article 3, alinéa 1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée :
  - ✓ La création d'un poste d'adjoint technique ppal de 1ère classe à compter du 1er juillet 2022 pour renforcer le service de la restauration scolaire, ainsi que la création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe à compter du 1er mai 2022 pour la programmation et la coordination des évènements culturels et festifs

- **PRÉCISE** que les personnes recrutées seront rémunérées à temps complet, mensuellement sur la base :
  - ✓ Du 9ème échelon de l'échelle C3 pour le poste au sein de la restauration scolaire
  - ✓ Du 10ème échelon de l'échelle C3 pour le poste au sein du service culture et festivités

  Que les crédits afférents à ces postes seront inscrits au budget 2022/2023.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
CONTRE : 6 (Annick DUBOIS, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK),

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON VAUCLUSE

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-030

Création de 2 postes dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences

Rapporteur : Grégoire SOUQUE

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le dispositif du parcours emploi compétences a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat qui varie selon la situation de la personne recrutée et s'applique sur une quotité de 30 heures/s à ce jour.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est de 20 heures/semaine minimum, la durée du contrat est de 12 mois (renouvelable dans la limite de 24 mois) et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 28 septembre 2021, 5 postes ont été créés dont 2 postes n'ont pas pu être menés à leur terme. Il convient donc de pouvoir créer 2 postes supplémentaires dans le cadre du parcours emploi compétences qui pourront être pourvus en fonction des besoins recensés au sein des différents services de la collectivité.

Monsieur le Maire indique qu'au 31/03/2022, les services municipaux comptent 7 postes pourvus dans le cadre du PEC, répartis de la façon suivante :

- 1 aux services techniques
- 2 à la crèche
- 1 au service enfance / jeunesse
- 1 au service des finances
- 1 à la ludothèque
- 1 au service administration générale

Les contrats pourront être établis sur une durée de 30 h/s ou 35 h/s sur la base d'un revenu mensuel au SMIC d'une durée de 12 mois avec possibilité d'un renouvellement dans la limite de 24 mois.

D'autoriser la mise en œuvre du contrat d'accompagnement dans l'emploi qui est placé sous la responsabilité du prescripteur agissant pour le compte de l'Etat (Pôle emploi, Cap emploi, mission locale).

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **DÉCIDE** de créer 2 postes dans le cadre du parcours emploi compétences qui pourront être pourvus en fonction des besoins recensés au sein des différents services de la collectivité.

- **INDIQUE** que les contrats pourront être établis sur une durée allant de 20h/s à 35 h/s et que la rémunération sera fixée sur la base d'un revenu mensuel au SMIC, multiplié pas le nombre d'heures de travail d'une durée de 12 mois avec possibilité d'un renouvellement dans la limite de 24 mois.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le prescripteur pour ces recrutements.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON
VAUCLUSE

SERVICES DE L'ETAT
EN VAUCLUSE
08 AVR. 2022
BUREAU DU COURRIER

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-031

Recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité.

Rapporteur : Grégoire SOUQUE

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

L'article 3, alinéa 2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, permet le recrutement d'agents contractuels pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de 6 mois pendant une même période de 12 mois.
Afin d'assurer la continuité du service public malgré les congés des agents titulaires, ainsi que pour mettre en place les diverses manifestations organisées durant certaines périodes, il est nécessaire d'avoir recours à du personnel contractuel (saisonniers) en fonctions des besoins prédéfinis et ceci essentiellement pour les services techniques (entretien des locaux) et les services accueillant du public.

Ces personnels seront recrutés sur le grade de la filière technique. Ils seront rémunérés, sur la base du de l'échelle C1.
Il est à noter que les personnels possédant le CAP petite enfance seront rémunérés au 3ème échelon de l'échelle C1.

Compte tenu des incertitudes liées à la situation sanitaire, il convient également de prévoir une marge de manœuvre, afin d'assurer la continuité des services dans les conditions sanitaires règlementaires.

Le nombre de postes nécessaires du **1er juin 2022 au 30 novembre 2022 est de :**

- 2 postes d'adjoint administratif (2 créations éventuelles)
- 4 postes d'adjoint technique avec CAP petites enfance rémunérés au 3 -ème échelon échelle C1 (2 reconductions, 2 créations éventuelles)
- 16 postes d'adjoint technique, (12 reconductions, 4 créations éventuelles)

Le nombre de postes présenté ci-dessus représente un maximum, certains pourront ne pas être pourvus si cela ne s'avérait pas nécessaire.

Il est par ailleurs précisé que ces postes sont pour partie des temps partiels.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **DÉCIDE** conformément à l'article 3, alinéa 2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée la création de :
  - ✓ 2 postes d'adjoint administratif
  - ✓ 4 postes d'adjoint technique avec CAP petites enfance rémunérés au 3 -ème échelon échelle C1
  - ✓ 16 postes d'adjoint technique

Pour la période du **1er juin 2022 au 30 novembre 2022**. Ces personnels seront recrutés sur le grade de la filière technique, administratif et d'animation. Ils seront rémunérés, sur la base du 1er échelon de l'échelle C1.
Il est à noter que les personnels possédants le CAP petite enfance seront rémunérés au 3ème échelon de l'échelle C1.

- **PRÉCISE** que les crédits à ces postes seront inscrits au budget en cours.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les contrats d'engagement ou arrêtés de recrutement.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON * VAUCLUSE *

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-032 **Mise en place d'un service civique au sein de l'espace information jeunesse de Morières-lès-avignon**

Rapporteur : Éric DEVALQUENAIRE

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif *(association)* ou une personne morale de droit public *(collectivités locales, établissement public ou services de l'état)* pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Il s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail. Afin de nous accompagner dans cette démarche la collectivité souhaite adhérer à la ligue de l'enseignement qui aura pour missions l'intermédiation dans le cadre de l'accueil d'un volontaire en mission de service civique au sein de notre structure.

Le service civique donnera lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Les frais d'alimentation ou de transport pourront être couverts soit par des prestations en nature (accès subventionné à un établissement de restauration collective), soit par le versement d'une indemnité

complémentaire de 107.58 euros* par mois qui sera reversé à la ligue de l'enseignement. * *(Montant prévu par l'article R121-5 du code du service national, soit 7.43% de l'indice brut 244)*

Dans le cadre d'un accompagnement sur l'engagement des jeunes le conseil municipal souhaite mettre en place un service civique par l'intermédiaire de la ligue de l'enseignement.

Le contrat du volontaire prendra effet au plus tôt le 1er mai 2022, et aura pour missions au sein de l'espace d'information jeunesse de Morières-lès-Avignon ce :

- Participer au côté du référent à la mise en œuvre d'une coopérative d'activité éphémère pour les jeunes de 16/18 ans
- Participer au côté du référent à la mise en œuvre du contrat local d'accompagnement à la scolarité
- Participer à la mise en œuvre d'une « carte jeunes » sur la ville

La mission pourra durer dix mois à partir du 1er mai 2022, et sera gérée par l'intermédiaire de la ligue de l'enseignement.

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Il est rappelé aux membres du conseil municipal qu'au 31 mars 2022, la commune ne compte pas de service civique dans ses effectifs.

Vu la Loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique,

Vu le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique,

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère et,

- **DÉCIDE** de mettre en place le dispositif du service civique au sein de la collectivité à compter du 01/05/2022 par l'intermédiaire de la ligue de l'enseignement pour une période de 10 mois.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition du volontaire (dès lors que celui-ci aura été retenu) avec la ligue de l'enseignement
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à ouvrir les crédits nécessaires pour le versement d'une indemnité complémentaire de 107.58 euros* par mois, qui sera reversée à la ligue de l'enseignement.
- **INSCRIT** les dépenses correspondantes à cette mission au budget de la commune

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON VAUCLUSE

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-033 **Subventions aux coopératives scolaires et aux classes transplantées**

Rapporteur : Éric DEVALQUENAIRE

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Le budget de la commune comprend l'inscription d'un crédit global de 191 634€ pour des subventions aux associations et à des organismes de droit privé.

Il convient de distinguer, d'une part, les crédits affectés aux subventions versées aux associations sportives culturelles et diverses, et d'autre part, les subventions versées aux coopératives scolaires qui ont une réglementation et un fonctionnement spécifiques.

Il convient par la présente délibération de définir les subventions à verser aux coopératives scolaires.

En effet, les 4 établissements scolaires de la commune ont constitué des Coopératives Scolaires affiliées à l'Office Central de la Coopérative à l'Ecole (OCCE) en section locale de l'association départementale OCCE.

Elles sont un instrument d'éducation à la citoyenneté visant à renforcer l'esprit d'initiative, de coopération et d'entraide.

Par ailleurs, la commune, par délibération du 25 juin 2013 a fixé les modalités d'attribution des subventions versées aux coopératives scolaires dans le cadre des classes transplantées.

La commune après avoir pris connaissance des bilans de l'exercice comptable (année scolaire 2020-2021) et du budget prévisionnel 2021-2022 propose d'attribuer les subventions suivantes.

L'assemblée est appelée à se prononcer sur la répartition suivante des subventions pour l'exercice 2022.

Les montants sont exprimés en euros.

SCOLAIRES	
CLASSES TRANSPLANTEES Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	7 890,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE ELEMENTAIRE CASSINI Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 356,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE PERDIGUIER Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	726,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE ELEMENTAIRE MARCEL PAGNOL Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 992,00

COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE MARCEL PAGNOL Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 170,00
TOTAL	**13 134,00**

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **ADOPTE** les subventions aux coopératives scolaires telles que précisées dans la délibération

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON VAUCLUSE

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-034 **Subventions aux associations**

Rapporteur : Patrick DUVAL

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **23**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

La commune de Morières-lès-Avignon possède un riche tissu associatif, notamment dans les domaines du sport, de la culture, et de la solidarité.

Soucieuse de soutenir les associations qui participent au dynamisme, et à l'attractivité de la commune, tout en proposant des divertissements à un grand nombre de personnes, la municipalité apporte une contribution financière conséquente, pour leur assurer un bon fonctionnement.

L'attribution des subventions se fait principalement sur les critères suivants :

- Nombre d'adhérents, dont nombre de Moriérois
- Activités et manifestations organisées pour animer la commune
- Projets particuliers
- Trésorerie disponible au sein de chaque association

Il est précisé que ce soutien financier s'accompagne de la mise à disposition gracieuse d'un grand nombre d'équipements municipaux tout au long de l'année : stades, gymnases, salles de réunions, espaces publics, et autres locaux.

La commune précise également que le personnel municipal est régulièrement mis à contribution pour accompagner les associations dans l'organisation de leurs divers événements.

Il convient à présent d'attribuer les subventions de fonctionnement aux associations dont les activités présentent un intérêt local et qui poursuivent un but d'intérêt public au bénéfice direct des administrés de la commune.

Une convention annuelle sera passée avec les associations bénéficiant d'une subvention annuelle supérieure à 23 000 € conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, précisée par décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Ces conventions permettent de définir les modalités du partenariat entre la ville et l'association, en vue de mettre en œuvre les objectifs de la politique associative définis par la ville.

Il est proposé d'étendre la passation de conventions à l'ensemble des associations subventionnées. Il s'agira d'une convention simplifiée, non obligatoire, visant à exprimer clairement les modalités de partenariat entre la ville et les associations.

L'assemblée est appelée à se prononcer sur la répartition suivante des subventions pour l'exercice 2022.

VOTE DES SUBVENTIONS PROPOSEES, à savoir :

ASSOCIATIONS SPORTIVES	
Association sportive Collège Anne Frank Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	500,00
BADMINTON Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 100,00
BALL TRAP Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 000,00

BASKET Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	11 000,00
BEBEGYM Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	750,00
BELOTE AMICALE Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	500,00
BOULE DOREE Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 700,00
CHASSE - ST HUBERT Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 500,00

COURIR A MORIERES Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	2 700,00 dont 2 000,00€ pour l'organisation de la Course de Morières en septembre
ECHECS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 050,00
ESPERANCE MORIERES VOLLEY BALL Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 000,00
FOOTBALL A.C.S.M. Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	15 000,00
FOOTBALL ZIAC Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 000,00
FOULEE DES COTEAUX Vote du Conseil :	1 000,00

	POUR : **CONTRE :** **ABSTENTION :**	
GOLF Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 000,00
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 000,00
IMPACT FIGHT MORIERES (Boxe Française) Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	800,00
JUDO Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	2 000,00
KARATE Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	3 300,00
LOTUS YOGA Vote du Conseil :		200,00

	POUR : **CONTRE :** **ABSTENTION :**	
MARCHE NORDIQUE MORIERES Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	500,00
MORIERES SPORT MECANIQUE Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	300,00
RUGBY MORIERES XIII Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	3 500,00
SPORT LOISIRS MORIERES Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	380,00
TAEKWONDO Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	2 000,00
TENNIS Vote du Conseil :	**POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	3 200,00

TENNIS DE TABLE Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	3 000,00
TIR A L'ARC Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	2 000,00
VELO PASSION Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	950,00
VTT DIABLES DE MORIERES Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	950,00
ASSOCIATIONS CULTURELLES	
ARTHALY COMPAGNIE Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	250,00

A TOUR DE ROLE Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	600,00
ARTISANAT ET LOISIRS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	500,00
ASSOCIATION FESTIVAL DES VENTS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	10 500,00
AU FIL DES MOTS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	800,00
CINEMA DE QUARTIER Vote du Conseil: **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	450,00

COMPAGNIE FANTASIO Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	200,00
COMPAGNIE OKKIO Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	2 500,00
HISTOIRE DE MORIERES Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	200,00
MUSIQUE - Ecole de musique Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	31 800,00
ECOLE DE MUSIQUE – Eveil Musical Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	5 720,00

ECOLE DE MUSIQUE – Orchestre Musical Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 900,00
PARLAREN MOURIERO-ESCOLO MOURIERENCO Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 000,00
PHILATELIE Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	400,00
PHOTO CLUB MORIEROIS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	450,00
PORCELAINE VIVANTE Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	500,00

ASSOCIATIONS DIVERSES	
ADMR Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	2 500,00
AMAC Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 500,00
BRUYERES Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 500,00
COMITE D'ANIMATIONS – MORIERES EN FETES Vote du Conseil: **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	38 000,00 dont 34 500€ pour la Fête Votive 600€ pour l'organisation d'une manifestation pour HALLOWEEN 2 900€ pour la distribution des goûters de Noël aux élèves des 4 écoles communales et aux personnes âgées de la maison de retraite Saint-André de Morières
ELAN MORIEROIS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	500,00

FNACA Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	400,00
NOUNOUS ET DOUDOUS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	350,00
NOUS MORIEROIS Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	400,00
Personnel communal – APCM Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	7 000,00
SANG – ADSBM Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 000,00

Scolaire – FCPE Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	800,00
SOLIDARITE MORIERES Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	1 300,00
UN-ADRAC Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	300,00
USAGERS DE L'EAU Vote du Conseil : **POUR :** **CONTRE :** **ABSTENTION :**	300,00
TOTAL	**178 500,00**

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : 23
n'ayant pas pris part au vote : 6 (Grégoire SOUQUE, Pierre-Jean FAUCITANO, Nicolas CHASTEL, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Marie-Laure PERDIGUIER),

08-04-22

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON * VAUCLUSE *

COMMUNE DE MORIERES-lès-AVIGNON

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

Entre

La ville de Morières-lès-Avignon, représentée par son Maire M. Grégoire SOUQUE,
d'une part,

Et

L'association dénommée « ECOLE DE MUSIQUE DE MORIERES », représentée par Mme Nathalie RASCLARD agissant en qualité de Présidente,
d'autre part,

Il est arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu d'instituer, par les dispositions du présent contrat, les modalités de relation entre la ville et l'association, en vue de mettre en œuvre les objectifs de la politique culturelle définis par la ville.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est signée pour une durée d'une année.
En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des clauses énoncées ci-dessous, et après mise en demeure restée infructueuse, chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme, par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

3.1 Missions de l'association

a. Activités culturelles

En contrepartie de l'aide municipale (subvention, avantages en nature), l'association devra respecter les missions suivantes :

Missions d'ordre général :

- pérenniser l'activité éducative et la formation ;
- ne pas exposer le renom de la ville à une publicité négative ;
- ne pas s'exposer à des pénalités ou des sanctions dues au non-respect de la réglementation ;
- respecter les équipements/locaux et matériel de la ville mis à disposition ;
- respecter les horaires attribués par la convention d'occupation ;
- respecter le personnel communal ;
- participer aux cérémonies officielles que la municipalité organise : cérémonies patriotiques, inaugurations diverses (en fonction des obligations du calendrier scolaire ; vacances, examens...)

PROJET

Missions spécifiques :

- enseignement et pratique instrumentale
- mise en place d'un éveil musical auprès des élèves scolarisés dans les classes maternelles, grandes sections et en écoles élémentaires au cours préparatoire.
- mise en place d'un orchestre au collège Anne FRANK.

b. Adhérents

L'association aura pour priorité les résidants de Morières-lès-Avignon.
Elle devra favoriser l'accès à l'activité aux enfants (jusqu'à 18 ans) grâce notamment à la labélisation des cartes temps libres. (anciennement chèques loisirs)

c. Encadrement

En tant que de besoin, l'association devra faire appel à un personnel qualifié dans la mesure où un enseignement est dispensé.

d. Communication

L'association devra communiquer régulièrement à la presse des informations sur la vie de son entité : modalités d'inscription : manifestations culturelles notamment.
Lors d'actions de communication, l'association devra mentionner la ville comme partenaire.

L'association devra également être en contact régulier ave la municipalité par l'intermédiaire du service vie associative et du service communication : programme des rencontres, manifestations diverses, date et lieu des assemblées générales, modification de bureau ....

e. Environnement

L'association s'engage au cours de ses activités à effectuer le tri sélectif des déchets et prendra en charge les frais inhérents à la demande de containers supplémentaires.

3.2 Obligations administratives

a. Structure juridique

Pour mener à bien ses objectifs avec les moyens qui lui sont confiés par la ville, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration. Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association. La ville s'interdit toute ingérence dans les structures internes de cette dernière.
En contrepartie, l'association s'engage à se conformer à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires notamment concernant le respect du règlement intérieur des locaux occupés.

Toute modification des statuts de l'association devra être portée à la connaissance de la ville, après que les formalités nécessaires auront été accomplies auprès des services de la préfecture.
Les date, lieu et heure des assemblées générales devront être communiqués à la ville afin de pouvoir éventuellement y faire participer un représentant de la commune.

b. Assurance

La commune s'engage, en qualité de propriétaire, à assurer ses installations mises à disposition. L'assurance de la commune ne pourra assurer le matériel volé dans ses installations, ne lui appartenant pas.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment à garantir la commune contre tous les sinistres dont elle pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents. La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie chaque année à la commune.

PROJET

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 Subvention attribuée selon les critères fixés au 5.1

Le montant de la subvention pour l'année 2022, selon les critères définis à l'article 5.1, s'élève à la somme de : **31 800€** pour le fonctionnement.

Par ailleurs, la commune s'engage à financer également :

- **L'action d'éveil musical** à raison de 4 heures par semaine pendant le temps scolaire en prenant en charge les heures d'enseignement, les charges patronales, les congés payés et la prime de précarité. Le montant de la subvention pour l'éveil musical s'élève, pour l'année complète à : **5 720€.**

- **L'orchestre musical du collège** pour les différentes actions menées tout au long de l'année scolaire. Le montant de la subvention s'élève pour l'année complète à : **1 900€.**

4.2 Mise à disposition de locaux

La commune met à disposition gratuitement de l'association les locaux situés :

- A l'Espace Culturel Folard : l'ensemble des différentes salles de musique (salle de répétition/d'éveil musical/de solfège/un bureau ainsi que 4 autres petites salles) à raison de 80 heures par semaine

La valeur locative ainsi que les conditions d'occupation sont définies dans la convention d'occupation des locaux.

Cette mise à disposition ne s'accompagne d'aucune priorité ni exclusivité.

En cas de non occupation ou de manifestations à caractère exceptionnel, la ville se réserve le droit d'affecter ses installations à une autre activité en cas de nécessité après en avoir avisé les associations concernées.

La ville se réserve le droit de modifier les dispositions retenues chaque fois qu'elle le jugera nécessaire. Le personnel communal, s'il est tenu d'observer la plus grande courtoisie vis-à-vis des usagers ou spectateurs, fera preuve de fermeté à l'encontre des contrevenants.
Tout comportement de nature à porter atteinte aux installations ou aux usagers est interdit.

4.3 Personnel communal

L'intervention des personnels communaux (régisseurs, agents des services techniques, agents d'entretien etc.) pour l'aide à la mise en place des manifestations est laissée à l'appréciation de la ville.

4.4 Frais d'entretien des installations

Les frais sont à la charge de la ville.

Toutefois les utilisateurs des installations culturelles sont tenus de faire le nettoyage sommaire (ramassage de papiers, de pelures de fruits, de bouteilles, boîtes de boisson).

4.5 Dégradations et/ou Manquements

S'il est prouvé, après enquête, que les utilisateurs et adhérents de l'association ont commis par négligence ou malveillance des dégradations dans les installations, les frais occasionnés pour leur réparation seront à la charge de l'association ou précomptés sur la subvention allouée tout comme le manquement de propreté.

PROJET

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 Modalités d'attribution de la subvention

La subvention des associations sera calculée en fonction de plusieurs critères :

- nombre d'adhérents
- encadrement
- formation
- participation à la vie locale
- projets pédagogiques
- projets culturels et éducatifs

Toute modification de l'un de ces critères intervenue en cours d'année pourra avoir des conséquences sur le montant de la subvention attribuée. Dans ce cas un avenant définira les nouveaux engagements de chacune des parties.

Chaque année, la subvention sera révisée en fonction de l'évolution des critères énoncés ci-dessus, du dossier de demande de subvention et de la capacité financière de la collectivité.

5.2 Modalités de versement de la subvention

Selon le montant de la subvention, celle ci sera versée en une seule fois ou en 2 fois : 60% après le vote des subventions en Conseil Municipal et le solde en début de 4ème trimestre.

En cas de redressement ou liquidation judiciaire ou autre problème grave rencontré par l'association, le versement sera interrompu provisoirement ou définitivement suivant les cas de figure rencontrés.

5.3 Utilisation de la subvention

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet défini dans ses statuts, et à fournir les justificatifs sur demande de la mairie.

5.4 Tenue et contrôle des comptes

L'association mettra en place et tiendra régulièrement une comptabilité de dépenses et de recettes, suivant les dispositions générales du plan comptable, adaptées aux conditions particulières d'exercice de l'association.

L'association s'engage à fournir, à la fin de chaque exercice annuel, le bilan financier, le compte de résultat de la saison précédente et le budget prévisionnel de la nouvelle saison conformément à l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Egalement, dans les conditions prévues par les textes pour les subventions supérieures ou égales à 23 000€ un compte financier certifié devra être transmis.

PROJET

ARTICLE 6 – LITIGES

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis au Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Morières-lès-Avignon, le 4 mars 2022

Pour la collectivité Le Maire Grégoire SOUQUE	Pour l'association La Présidente Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » Nathalie RASCLARD

PROJET

COMMUNE DE MORIERES-lès-AVIGNON

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

Entre

La ville de Morières-lès-Avignon, représentée par son Maire M. Grégoire SOUQUE,
d'une part,

Et

L'association COMITE D'ANIMATIONS – MORIERES EN FETES, représentée par Mme Naïs PAILLET sa Présidente,
d'autre part,

Il est arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu d'instituer, par les dispositions du présent contrat, les modalités de relation entre la ville et l'association, en vue de mettre en œuvre les objectifs de la politique associative définis par la ville.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est signée pour une durée d'une année.
En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des clauses énoncées ci-dessous, et après mise en demeure restée infructueuse, chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme, par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

3.1 Missions de l'association

a. Activités

En contrepartie de l'aide municipale (subvention, avantages en nature), l'association devra respecter les missions suivantes :

Missions d'ordre général :

- ne pas exposer le renom de la ville à une publicité négative ;
- ne pas s'exposer à des pénalités ou à des sanctions dues au non-respect de la réglementation ;
- respecter les équipements/locaux et matériel de la ville mis à disposition ;
- respecter les horaires attribués par convention d'occupation ;
- respecter le personnel communal.

Missions spécifiques :

- organiser des animations pour la ville définies en partenariat avec le conseil municipal et en assurer la mise en œuvre : Fête Votive, animations Halloween, distributions de goûters pour les enfants des 4 écoles communales ainsi qu'aux personnes âgées de la Maison de Retraite Saint-André pour Noël et organisation de lotos.
- Participer comme conseil et/ou coorganisateur à d'autres manifestations à la demande la ville et en partenariat avec d'autres structures le cas échéant.

PROJET

b. Adhérents

L'association aura pour priorité les habitants de la commune de Morières-lès-Avignon.

c. Formation

Sans objet.

d. Communication

Communication régulière à la presse des informations sur la vie de l'association :

- Concernant toutes les animations organisées tout au long de l'année par l'association.

Lors d'actions de communication, l'association devra mentionner la ville comme partenaire.

L'association devra également être en contact régulier avec la municipalité par l'intermédiaire du servie vie associative et du service communication : programme des rencontres, manifestations diverses, date et lieu des assemblées générales, modification du bureau....

e. Environnement

L'association s'engage au cours de ses activités à effectuer le tri sélectif des déchets et prendra en charge les frais inhérents à la demande de containers supplémentaires.

3.2 Obligations administratives

a. Structure juridique

Pour mener à bien ses objectifs avec les moyens qui lui sont confiés par la ville, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration. Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association. La ville s'interdit toute ingérence dans les structures internes de cette dernière.
En contrepartie, l'association s'engage à se conformer à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires notamment concernant le respect du règlement intérieur des locaux occupés.

Toute modification des statuts de l'association devra être portée à la connaissance de la ville, après que les formalités nécessaires auront été accomplies auprès des services de la préfecture.
Les date, lieu et heure des assemblées générales devront être communiqués à la ville afin de pouvoir éventuellement y faire participer un représentant de la commune.

b. Assurance

La commune s'engage, en qualité de propriétaire, à assurer ses installations mises à disposition. L'assurance de la commune ne pourra assurer le matériel volé dans ses installations, ne lui appartenant pas.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment à garantir la commune contre tous les sinistres dont elle pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents.
La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie chaque année à la commune.

PROJET

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 Subvention attribuée selon les critères fixés au 5.1

Le montant de la subvention pour l'année 2022, selon les critères définis à l'article 5.1, s'élève à la somme de : **38 000€** pour le fonctionnement.

Il se décompose de la façon suivante :

- **L'organisation de la Fête Votive,** prise en charge du cachet des musiciens, l'achat de fournitures et la SACEM. Le montant de la subvention pour la Fête Votive s'élève à **34 500€.**

- **L'organisation d'animations pour Halloween à destination des enfants**. Le montant de la subvention s'élève à **600€.**

- **L'organisation de la distribution des goûters de Noël** : pour les enfants des 4 écoles communales et aux personnes âgées de la Maison de Retraite Saint-André de Morières-lès-Avignon. Le montant de la subvention s'élève à **2 900€.**

4.2 Mise à disposition de locaux et services gratuits

La commune ne met à disposition de l'association aucun local à titre permanent.

La valeur locative ainsi que les conditions d'occupation sont définies dans la convention d'occupation des locaux.

Cette mise à disposition ne s'accompagne d'aucune priorité ni exclusivité.

En cas de non occupation ou de manifestations à caractère exceptionnel, la ville se réserve le droit d'affecter ses installations à une autre activité en cas de nécessité après en avoir avisé les associations concernées.

La ville se réserve le droit de modifier les dispositions retenues chaque fois qu'elle le jugera nécessaire. Le personnel communal, s'il est tenu d'observer la plus grande courtoisie vis-à-vis des usagers ou spectateurs, fera preuve de fermeté à l'encontre des contrevenants.
Tout comportement de nature à porter atteinte aux installations ou aux usagers est interdit.

4.3 Personnel communal

L'intervention des personnels communaux (régisseurs, agents des services techniques, agents d'entretien etc.) pour l'aide à la mise en place des manifestations est laissée à l'appréciation de la ville.

4.4 Frais d'entretien des installations communales

Sans objet.

4.5 Dégradations et/ou Manquements

Sans objet.

PROJET

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 Modalités d'attribution de la subvention

La subvention des associations sera calculée en fonction de plusieurs critères :

- nombre d'adhérents
- encadrement
- formation
- participation à la vie locale
- projets pédagogiques, culturels et éducatifs
- Montant des recettes autres que la subvention municipale.

Toute modification de l'un de ces critères intervenue en cours d'année pourra avoir des conséquences sur le montant de la subvention attribuée. Dans ce cas un avenant définira les nouveaux engagements de chacune des parties.

Chaque année, la subvention sera révisée en fonction de l'évolution des critères énoncés ci-dessus, du dossier de demande de subvention et de la capacité financière de la collectivité.

5.2 Modalités de versement de la subvention

Selon le montant de la subvention, celle ci sera versée en une seule fois ou en 2 fois : 60% après le vote des subventions en Conseil Municipal et le solde en début de 4ème trimestre.

Le versement de la subvention est conditionné à l'organisation effective des animations.
En effet, en cas de non réalisation d'une animation, le montant de la subvention consacré à l'événement annulé sera déduit de la somme globale versée à l'association sur le solde du mois de septembre.

En cas de redressement ou liquidation judiciaire ou autre problème grave rencontré par l'association, le versement sera interrompu provisoirement ou définitivement suivant les cas de figure rencontrés.

5.3 Utilisation de la subvention

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet défini dans ses statuts, et à fournir les justificatifs demandés à la mairie.

5.4 Tenue et contrôle des comptes

L'association mettra en place et tiendra régulièrement une comptabilité de dépenses et de recettes, suivant les dispositions générales du plan comptable, adaptées aux conditions particulières d'exercice de l'association.

L'association s'engage à fournir, à la fin de chaque exercice annuel, le bilan financier, le compte de résultat de la saison précédente et le budget prévisionnel de la nouvelle saison sportive conformément à l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Également, dans les conditions prévues par les textes pour les subventions supérieures ou égales à 23 000€ un compte financier certifié devra être transmis.

PROJET

ARTICLE 6 – LITIGES

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis au Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Morières-lès-Avignon, le 4 mars 2022

Pour la collectivité Le Maire Grégoire SOUQUE	Pour l'association La Présidente Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » Naïs PAILLET

PROJET

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-035

Modification des membres de la commission communale Sports et Vie associative

Rapporteur : Patrick DUVAL

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Monsieur MICHEL Raphaël ayant fait part de sa démission du mandat de conseiller municipal, par courrier en date du 04 décembre 2021, il convient d'effectuer une mise à jour de la commission communale dans laquelle il siégeait au préalable.
Monsieur le Maire propose la candidature de Thomas DEVALQUENAIRE comme membre nouveau de la commission Sports et Vie associative.
Monsieur le Maire propose d'acter le vote du conseil municipal pour la commission suivante :

	Noms des membres
Commission Sports et Vie associative	Patrick DUVAL
	Pierre-Jean FAUCITANO
	Thomas DEVALQUENAIRE
	Sandrine IGNERSKI

	Alain FIRMIN
	Raphaël GOTTSCHALK

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et :

- **RECUEILLE** la candidature de Monsieur Thomas DEVALQUENAIRE
- **APPROUVE** le vote de l'élu devant siéger à la commission communale Sports et Vie associative
- **APPROUVE** la constitution de la commission communale susnommée

REÇU
08-04-22

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON * VAUCLUSE *

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-036

Dénomination du boulodrome municipal : « Boulodrome Alain Reyre »

Rapporteur : Pierre-Jean FAUCITANO

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

Depuis plusieurs mois, la municipalité a réalisé des travaux d'aménagement du boulodrome situé dans l'enceinte de l'espace Robert Dion. L'emprise foncière du boulodrome est encadrée en bleu dans le plan cadastral joint à la présente délibération.

Ces travaux ont été effectués en plusieurs phases, et consistaient notamment à :

- Réaménager les terrains
- Clôturer le boulodrome
- Entretenir les espaces verts mitoyens
- Rénover la structure modulaire mise à disposition de l'association

Il convient de souligner la participation active des membres de l'association La Boule Dorée, dans cette opération de rénovation du boulodrome.

La municipalité a signé une convention avec l'association La Boule Dorée, pour l'occupation et la gestion de cette structure, propriété de la commune.

En partenariat avec cette association, la commune souhaite aujourd'hui dénommer ce boulodrome du nom d'Alain Reyre, ancien président de l'association La Boule Dorée de 1991 à 2007.

Pendant ces seize années d'activité en tant que président, Alain Reyre a largement contribué à l'essor de La Boule Dorée, en faisant une véritable institution du tissu associatif local.

Afin de rendre hommage à l'action d'Alain Reyre, et souhaitant honorer sa mémoire, la municipalité propose aujourd'hui de nommer ce boulodrome : « Boulodrome municipal Alain Reyre ».

Ouï l'exposé du rapporteur, le conseil municipal délibère, et :

- **APPROUVE** la dénomination « Boulodrome Alain Reyre » pour le boulodrome municipal

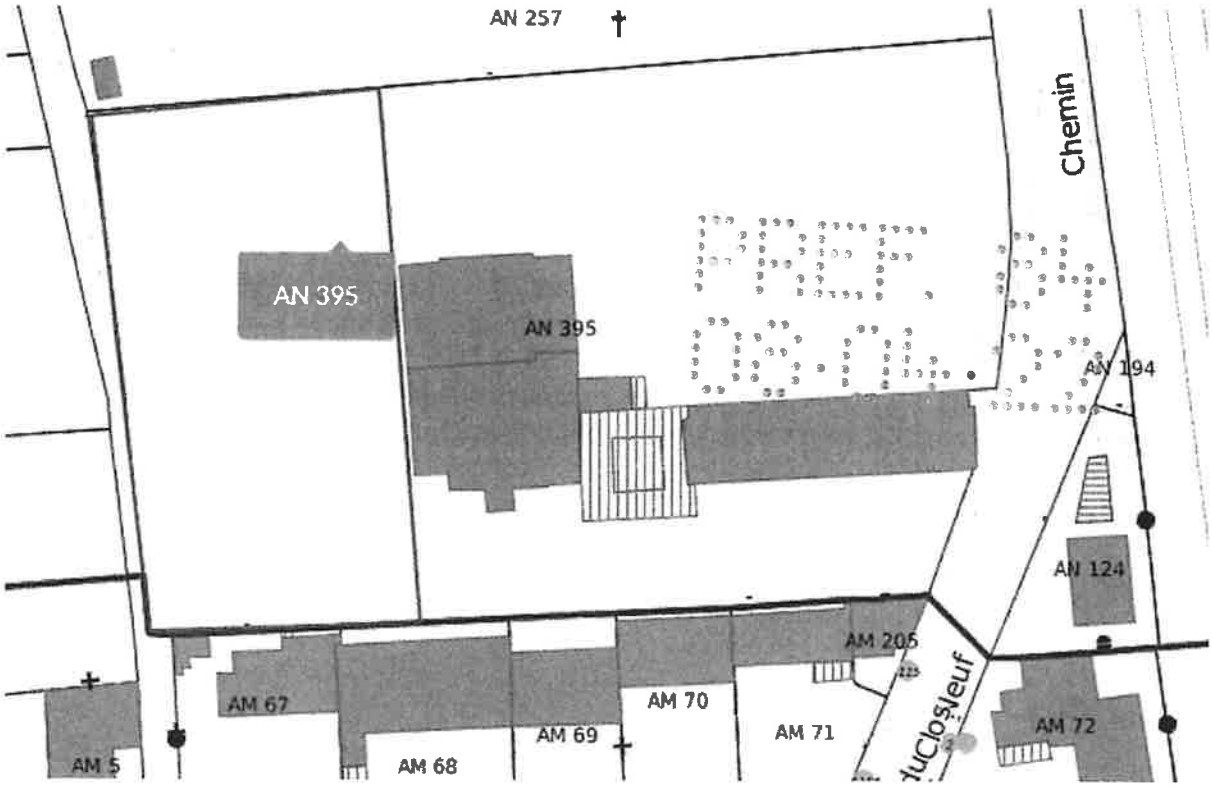
VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON
VAUCLUSE


AN 257
Chemin
AN 395
AN 395
AN 194
AN 124
AM 205
AM 67
AM 70
AM 69
AM 71
AM 72
AM 5
AM 68

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-037

Concours photos "Que Fleurisse le Printemps" - Mise en place du règlement du concours

Rapporteur : Stéphanie CASTRIGNANO

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

La Ville de Morières-lès-Avignon à l'occasion du printemps souhaite renouveler le concours photographique dont le thème serait : « Que fleurisse le printemps ».

Le concours aurait lieu du 1er mai au 22 mai 2022 inclus, sur la thématique du printemps. (Par exemple : Les balcons et jardins, les paysages printaniers, le village ou la photo insolite).

Le concours ouvrira droit à des dotations pour les lauréats, 8 gagnants seront désignés par un Jury formé pour l'occasion. La Ville soucieuse de participer au développement du commerce local propose que les lots proviennent des commerces moriérois.
Il sera donc décerné 8 dotations d'une valeur de 40€ chacune.

Le concours sera encadré par un règlement spécifique proposé en annexe de la présente délibération.

Il est ainsi proposé à l'assemblée :

- D'approuver le règlement du concours photo – Que fleurisse le printemps
- D'autoriser Monsieur le Maire à se procurer les dotations chez les commerçants moriérois pour un montant total de 320€

Oui l'exposé du rapporteur, le Conseil municipal délibère et,

- **APPROUVE** le règlement du concours photo – Que fleurisse le printemps
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à se procurer les dotations chez les commerçants moriérois pour un montant total de 320€
- **PRÉCISE** que la dépense sera imputée au budget à la nature 6232

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIÈRES-LES-AVIGNON
VAUCLUSE

Morières
lès Avignon

Projet de Règlement – Concours photos "Que fleurisse le printemps" #qflp

Article 1 – Organisateur

La ville de Morières-lès-Avignon, collectivité territoriale, dont le siège est situé 53, Rue Louis Pasteur à Morières-lès-Avignon (84310), représentée par Monsieur Grégoire Souque, Maire de Morières-lès-Avignon, ci-après dénommé « l'organisateur », organise un jeu concours photos sans obligation d'achat ci-après désigné "Concours photos – Que fleurisse le printemps" selon les modalités du présent règlement.

Article 2 – Conditions de participation

Le "Concours photos – Que fleurisse le printemps" est ouvert à toute personne majeure. Il se déroulera du 1er mai au 22 mai 2022, inclus.

Sont exclus de toute participation au présent concours photos et du bénéfice de toute dotation, que ce soit directement ou indirectement, les professionnels des métiers de la photographie et les membres du jury.

La participation au jeu implique pour tout participant l'acceptation entière et sans réserve du présent règlement. Le non-respect dudit règlement entraîne l'annulation automatique de la participation et de l'attribution éventuelle de gratification(s). La Ville se réserve le droit d'engager des poursuites à l'encontre de toute personne ne respectant pas le présent règlement.

Article 3 – Modalités de participation

Les participants devront transmettre en mairie ou par mail, à l'adresse suivante : v-requin@morieres.fr, la ou les photographies avec en objet : Concours photos – Que fleurisse le printemps
Le format des photographies pourra être l'un des suivants : jpg ou png.
Chaque participant pourra envoyer jusqu'à deux photographies sur la thématique du printemps.

L'envoi devra être accompagné du bulletin de participation prévu à cet effet et disponible sur le site internet de la Ville http://www.ville-moriereslesavignon.fr/ ou en mairie, ou bien, sur papier libre, format A5 (21cmx15cm) avec les renseignements suivants :

- Civilité,
- Nom, prénom,
- Date de naissance,
- Adresse postale,
- Téléphone,
- E-mail.

Article 4 – Droit à l'image et droit de publication

Les participants garantissent qu'ils sont titulaires des droits d'auteur des photographies envoyées et autorisent la publication gratuite de celles-ci sur l'ensemble des supports de communication utilisés par la Ville

Les participants garantissent posséder les autorisations de droit à l'image des éventuelles personnes figurant sur leurs photographies.

Article 5 – Désignation des gagnants et Composition du Jury

Les photographies seront soumises de façon anonyme au vote du jury, sur la thématique du printemps.

Le Jury sera composé de 5 membres, à savoir :

- Madame Stéphanie CASTRIGNANO, Conseillère municipale déléguée au Commerce et à l'Artisanat
- Eric DEVALQUENAIRE, Adjoint délégué à l'Education, Enfance et Jeunesse
- Madame Fabienne LO, service administration générale
- Madame Nadine BERNARD, service vie associative
- Monsieur David ARNEODO, service des espaces verts

Le Jury se réunira le lundi 30 mai 2022, pour déterminer les photographies lauréates à la majorité des votes sachant que chacun des membres dispose d'une voix. En cas de désaccord le choix final appartiendra au Président du Jury.

En cas d'absence d'un des membres du jury, la municipalité se réserve le droit de remplacer cette personne absente, au pied levé.

Les résultats seront communiqués le mercredi 1er juin 2022 sur tous les supports de communication de la Ville et seront affichés en mairie centrale.

Article 6 – Dotations

Le Jury déterminera 8 gagnants.
La nature et la valeur des dotations sont les suivantes : 8 dotations d'une valeur de 40 € à consommer dans un commerce moriérois, pour un total de dotation s'élevant à 320€.

Le lot n'est pas interchangeable contre un autre objet, ni contre une quelconque valeur monétaire, et ne pourra pas donner lieu à un remboursement partiel ou total.

Il est convenu qu'en cas d'impossibilité fortuite de fournir la dotation, l'organisateur proposera une dotation de valeur équivalente aux gagnants.

Article 7 – Acheminement des lots

Pour obtenir leurs dotations, les lauréats devront se présenter en mairie aux horaires d'ouvertures de celle-ci dès la proclamation des résultats et jusqu'au 17 juin 2022, inclus, avec un justificatif d'identité (carte d'identité, passeport...).

Les dotations seront conservées en mairie jusqu'au 17 juin 2022 inclus. Le lundi 20 juin 2022, celles non récupérées feront l'objet d'un don au CCAS.

Article 8 – Dépôt et consultation du règlement

Le présent règlement est déposé au Service Vie économique de la ville de Morières-lès-Avignon.

Le règlement sera consultable pendant toute la durée du jeu sur le site internet de la ville www.ville-moriereslesavignon.fr.

Le règlement est disponible à titre gratuit à toute personne qui en fait la demande à l'organisateur à l'adresse suivante : Hôtel de Ville – 53 rue Louis Pasteur – BP 60020 Morières-lès-Avignon – 84271 Vedène Cedex, ainsi que par mail, à l'adresse suivante : v-requin@morieres.fr.

Article 9 – Données personnelles

Il est rappelé que pour s'inscrire, les participants doivent nécessairement fournir certaines informations personnelles les concernant (nom, adresse, adresse électronique, téléphone...). Ces informations sont enregistrées et sauvegardées dans un fichier informatique et sont nécessaires pour l'attribution des lots. Ces informations sont uniquement destinées à l'organisateur.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, et au règlement européen n° 2016/679/UE du 27 avril 2016, les participants ont un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de leurs données ou encore de limitation du traitement. Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données les concernant.

Pour exercer ces droits et pour toutes questions sur le traitement des données de ce dispositif, les participants pourront contacter la commune : Ville de Morières-lès-Avignon - 53 Rue Louis Pasteur - BP 60020 - 84271 Vedène Cedex

Néanmoins, pour des besoins de communication et d'information de la population, l'organisateur pourra diffuser l'identité des gagnants.

Article 10 – Litiges

Le présent règlement est soumis à la loi française. Pour être prises en compte, les éventuelles contestations relatives au jeu doivent être formulées sur demande écrite à l'adresse de l'organisateur (ci-dessus mentionnée), et au plus tard dans les trente jours (30) après la date limite de participation au jeu telle qu'indiquée au présent règlement.

En cas de désaccord persistant sur l'application ou l'interprétation du présent règlement, et à défaut d'accord amiable, tout litige sera soumis au tribunal compétent.

Département de Vaucluse
Arrondissement d'Avignon
Mairie de Morières-lès-Avignon

Code général des collectivités territoriales Articles L2121-21 et 2121-9

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Projet délibération n° :2022-04-038 **Attribution de deux aides financières pour l'acquisition de vélos à assistance électrique neufs**

Rapporteur : Jeanine FAVRE SECOND

Date de Convocation : 29 mars 2022 Date d'affichage : 07 avril 2022 ▪ Nombre de conseillers en exercice : **29** ▪ Nombre de présents : **23** ▪ Nombre de votants : **29**	**Séance du 05 avril 2022** A 18h30, le Conseil Municipal de Morières-les- Avignon, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Grégoire SOUQUE, Maire.

Étaient présents :

Grégoire SOUQUE, Éric DEVALQUENAIRE, Catherine PRAT, Sandrine IGNERSKI, Patrick DUVAL, Jeanine FAVRE SECOND, Franck JOUSSELIN, Marie-Paule FOURMENT, Pierre-Jean FAUCITANO, Stéphanie CASTRIGNANO, Nicolas CHASTEL, Huguette SAINT JEAN, Renée THOMAS, Claudine BOISSEAU, Alain FIRMIN, Philippe REYNERO, Marie-Laure PERDIGUIER, Thomas DEVALQUENAIRE, Christèle PELISSIER, Gilles GIAIMO, Martine THEVENIN, Jean-Marc FOUIN, Raphaël GOTTSCHALK

Etaient absents excusés et représentés :

Estelle ROLLE est représenté (e) par Grégoire SOUQUE, Jennifer HAMAIDE est représenté (e) par Marie-Paule FOURMENT, Fabrice BAUDOIN est représenté (e) par Sandrine IGNERSKI, Michel CAMPERGUE est représenté (e) par Pierre-Jean FAUCITANO, Jade MORENAS est représenté (e) par Patrick DUVAL, Annick DUBOIS est représenté (e) par Jean-Marc FOUIN,

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Nicolas CHASTEL

La ville de Morières-lès-Avignon s'inscrit depuis plusieurs années dans une dynamique de préservation de l'environnement et de maitrise de l'énergie.

À ce titre, le Conseil Municipal par délibération n°2022-03-013 du 1er mars 2022 s'est prononcé en faveur de la mise en place d'une aide financière pour l'acquisition de vélos à assistance électrique.

Les modalités sont les suivantes :

- 100 euros pour un vélo à assistance électrique neuf et conforme aux normes en vigueur
- Maximum 2 véhicules par foyer
- Aide réservée aux résidants majeurs de la commune

- Engagement du bénéficiaire de la subvention à ne pas revendre le vélo avant une période de 1 année à compter de la date d'achat

Le nombre de subventions attribuées étant limité pour l'exercice budgétaire 2022 à une enveloppe de 3000 euros.

Le dossier doit comporter les éléments suivants :

- Un justificatif de domicile récent
- La photocopie d'une pièce d'identité justifiant l'âge du demandeur
- Le certificat d'homologation ou de conformité aux normes en vigueur du vélo à assistance électrique
- La facture acquittée de moins de 6 mois au moment du dépôt de la demande en mairie
- Une attestation sur l'honneur à la non-revente du véhicule pendant une durée de 1 année
- Un relevé d'identité bancaire au nom du demandeur

Deux dossiers de demande de subvention pour acquisition d'un vélo à assistance électrique ont été déposés en mairie par :

- Madame PELLEVOISIN Maryvonne domiciliée 187 chemin des volutes à Morières-lès-Avignon
- Madame CHEVILLARD Muriel domiciliée 444 rue Jean Bouin à Morières-lès-Avignon

Ces dossiers ont été instruits par les services municipaux et jugés complets.

Il est ainsi proposé à l'assemblée d'attribuer une subvention d'un montant de 100 euros aux deux personnes listées ci-dessus.

Ouï l'exposé du rapporteur, le Conseil Municipal délibère, et

- **ATTRIBUE** une subvention de 100 euros pour l'acquisition d'un vélo à assistance électrique à :
  - Madame PELLEVOISIN Maryvonne
  - Madame CHEVILLARD Muriel

- **PRÉCISE** que la dépense sera imputée au budget à la nature 20421

- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

à l'unanimité des membres présents,

Le 07/04/2022
Le Maire,

Grégoire SOUQUE

MAIRIE DE MORIERES-LES-AVIGNON VAUCLUSE